ENQUÊTE SUR
l'histoire
Novembre – Décembre 1998 ▲ N° 29 ▲ 38 F

PÉTAIN 1914-1940
LE LIVRE DE PEDRONCINI

1918
NAISSANCE DU XXE SIÈCLE

LA FIN DE LA BELLE ÉPOQUE

L'AMÉRIQUE INTERVIENT

LE BOLCHEVISME ET LE FASCISME

LE CINÉMA ET LA GUERRE

LA GUERRE CÔTÉ ALLEMAND



M 4250 - 29 - 38,00 F - RD

● L'affaire Stepinac ● Castelot et son métier ● La chute de Nicolas Fouquet ● 1898, la guerre de Cuba ● France-Allemagne 1945-1998

SOMMAIRE

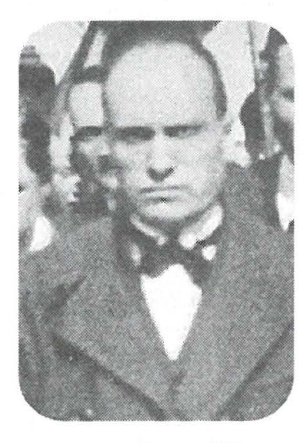
1918 : Naissance du XXe siècle



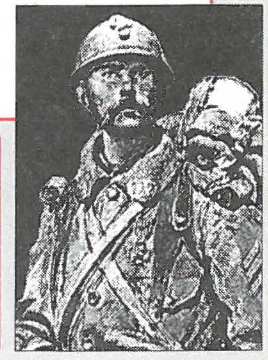
Nicolas Fouquet



Lloyd George, Georges Clemenceau et Woodrow Wilson



Mussolini en 1921



En couverture :
Le soldat de 1918
par Georges Scott

Directeur de la Rédaction : **Dominique Venner**
Directeur de la publication et gérant : Gérald Penciolelli
Directrice artistique : Céline Puybareau-Manaud
Secrétaire de rédaction et Relations publiques : Véronique Villain

Ont collaboré à ce numéro :
Jean-Paul Angelelli, Werner Beumelburg, Éric Bonilardi, Jean-Joël Brégeon, Adrien Brocard, Aymeric Chauprade, Philippe Conrad, John F. C. Fuller, Arnaud Guyot-Jeannin, Arnaud Imatz, Patrick Jansen, Jean Kappel, Jean Mabire, Macha Manski, Michel Marmin, Louis Monpezat, Jean-Jacques Mourreau, Norbert Multeau, Lucien Persignac, Virginie Tanlay, Charles Vaugeois, Dominique Venner.

Enquête sur l'histoire
est édité par la société EC2M,
Sarl au capital de 50 000 F. RC Paris B 385 099 528.
Siège social : 60 Bd Malesherbes, 75008 Paris. Tél. : 01.40.05.10.08.
Imprimerie Roto-quadri.
N° de commission paritaire 73718. Dépôt légal à parution ISSN 1166-1232
Bulletin d'abonnement, bon de commande encartés non numérotés entre les pages 34 et 35.

Atatürk et la Turquie

Un anniversaire



Il y a soixante ans, le 10 novembre 1938, disparaissait Mustapha Kemal, surnommé « Atatürk », ce qui signifie le père des Turcs. Au moins fut-il le père de la Turquie moderne. On se souvient que Benoist-Méchin avait consacré jadis l'une de ses plus célèbres biographies à ce personnage d'exception. Les éditions Chronique saisissent l'occasion pour publier, dans leur formule très illustrée une histoire de l'homme d'État qui fut aussi un chef militaire de grande valeur. Cet ouvrage comporte une rapide et intéressante rétrospective de l'histoire de l'empire ottoman depuis la fin du XIII[e] siècle.

Né en 1881 à Salonique, alors province d'un empire ottoman en pleine décadence, Kemal a été façonné par sa formation au métier d'officier. En 1908, il participe au complot des Jeunes Turcs, admirateurs de la Révolution française. Après avoir participé aux guerres balkaniques de 1912-1913, il se distingue en 1915 aux Dardanelles en repoussant la tentative franco-britannique de débarquement. En 1918, devant la défaite de l'empire, il croit nécessaire d'abandonner les provinces non turques de l'empire et de se replier sur le berceau anatolien pour y fonder une nation homogène.

En 1919, refusant de démobiliser l'armée, comme le sultan en a donné l'ordre, il rassemble les troupes pour défendre l'Anatolie contre l'armée grecque soutenue par l'Entente. Ayant convoqué un Congrès en septembre, usant de méthodes expéditives, il se fait élire président sur un « pacte national et laïque » qui restera pour l'essentiel celui de la Turquie moderne. Après l'acceptation par le sultan du désastreux traité de Sèvres en 1920, Kemal proclame la destitution du sultan. Nommé généralissime avec des pouvoirs dictatoriaux en 1921, il chasse les Grecs et libère le territoire anatolien en 1922. Devenu héros national, il conduit les affaires de son pays jusqu'à sa mort avec une poigne de fer qui apparente son pouvoir aux modèles autoritaires des années vingt et trente. Longtemps, sa figure sera considérée comme exemplaire par les mouvements d'émancipation du tiers monde. Image aujourd'hui remise en question par l'islamisme qu'il avait combattu au nom de la laïcité.

CHARLES VAUGEOIS

Atatürk. Ed. Chronique, 160 pages, 288 photos et cartes, index détaillé, 99 F.

Le pouvoir politique en France

L'Association des historiens, présidée par Emmanuel Le Roy Ladurie, organise le jeudi 14 janvier 1999, de 19 h à 23 h au Collège de France, un débat sur le thème : Le pouvoir politique en France, ses formes, ses fondements. Comment fonctionne-t-il ? Vers quoi évolue-t-il ? Ressemble-t-il ou non aux régimes antérieurs ?

Renseignements et inscriptions au 01 48 75 13 16.

Otto von Bismarck

L'image qu'il a laissée est trompeuse. Le chancelier de fer en bottes et cuirasse, c'est ainsi qu'on l'a représenté, mais ce n'est pas ainsi qu'il était, même au physique. De haute taille, certes, et empâté par l'âge, mais avec une tête fine et une voix haut perchée d'intellectuel. On ne le vit jamais calme ni détendu. Comme Richelieu, c'était un grand nerveux et un anxieux, sujet aux crises de larmes. Il souffrait de névralgies et sa dureté était le résultat d'un entraînement pour prendre le contrôle de soi. Né près de Magdeburg en 1815, issu de la petite noblesse d'Allemagne du Nord, l'étudiant de Gottingen et de Berlin, largement autodidacte, mène une vie assez dissipée jusqu'à son mariage en 1847. Hostile au libéralisme, il entame en 1847 une carrière politique de député au Landtag de Prusse. Face aux troubles révolutionnaires de 1848-1850, il est l'un des champions de la réaction antilibérale. Devenu diplomate, ce nationaliste prussien représente successivement son pays à la Diète de Francfort, à Saint-Petersbourg et à Paris. Nommé Premier ministre en 1862 par le roi Guillaume I[er], il dote la Prusse de l'outil militaire qui va lui permettre de forger l'unité allemande à son profit. C'est chose faite à l'issue de trois guerres, celle des Duchés contre le Danemark en 1864, la guerre austro-prussienne conclue par la victoire de Sadowa en 1866 et la guerre franco-allemande de 1870-1871, qui débouche sur la proclamation de l'Empire. Adepte de la realpolitik, ce conservateur éclairé sait attacher au nouvel État les différents États allemands et conjure les dangers de la révolution sociale dans une Allemagne en pleine croissance industrielle par la mise en œuvre d'un socialisme d'État qui en fait le pays le plus moderne d'Europe. Sur le plan extérieur, il cherche à isoler une France avide de revanche, mais avec modération et en l'encourageant de fait dans ses entreprises coloniales. L'Entente des trois empereurs de 1872, la Duplice austro-allemande de 1879, la Triplice avec l'Italie en 1882, le traité de réassurance avec la Russie en 1887 doivent maintenir le *statu quo* européen. Partisan pour le Reich d'une hégémonie continentale, il apparaît trop timoré au jeune empereur Guillaume II, adepte d'une « politique mondiale » et il est écarté en 1890. Il meurt à Friedrichsruh en 1898.

••• EXPOSITIONS ••• EXPOSITIONS ••• EXPOSITIONS ••• EXPOSITIONS •••

1918-1998

À l'occasion du 80[e] anniversaire de l'Armistice de nombreux musées consacrent des expositions à la Grande Guerre.

– À Paris et en région parisienne :

Peindre la Grande Guerre, 1914-1918

L'exposition présente quelque 90 œuvres des peintres désignés par le ministère de la Guerre ou le musée de l'armée, pour être envoyés sur le théâtre des opérations. Ces missions de « peintres aux armées », créées par le général Niox en décembre 1914 se poursuivent tout au long du conflit, malgré les réticences du commandement en chef à laisser les artistes circuler sur le front. Les dessins, aquarelles ou tableaux de ces peintres « officiels » étaient souvent reproduits dans *L'Illustration*. Citons Georges Scott, Léon Broquet, François Flameng... qui ont reconstitué la vie quotidienne des combattants et les affres des tranchées. Charles Duvent qui a peint les villes martyres d'Arras, Ypres et surtout Reims et sa cathédrale. Ou encore Jean-Jacques Berne-Bellecour, élève de Detaille, Lucien Jonas, spécialisé dans les portraits de chefs militaires, Raymond Desvarreux qui a réalisé plus d'une centaine de petits tableaux d'uniformes des unités françaises ou alliées.

Musée de l'armée. Hôtel national des Invalides. 129, rue de Grenelle 75007 Paris. Tél : 01 44 42 37 72. Jusqu'au 7 mars 1999.

Signalons qu'à partir du 11 novembre le site Internet du musée de l'armée propose une visite virtuelle de la salle 1914-1918 : http : // www.invalides.org.

Images de la Seine-et-Marne dans la Grande Guerre et **Se reconstruire... après la Grande Guerre**

À travers des documents d'archives, les quatre années du conflit, puis leurs conséquences, sur un territoire proche du front.

Musée des Pays de Seine-et-Marne. 17, avenue de la Ferté-sous-Jouarre 77750 Saint-Cyr-sur-Morin. Tél : 01 60 24 46 00. Du 11 novembre 1998 au 14 mars 1999.

Artistes au front

Une centaine de dessins, aquarelles, et gravures de Jean Lefort (1875-1954) qui illustra *Les Croix de bois* de Roland Dorgelès, et *Gaspard* de René Benjamin.

Musée municipal. 36, boulevard Gallieni 94130 Nogent-sur-Marne. Tél : 01 48 75 51 25. Du 8 novembre au 31 janvier 1999.

– En province :

Vues parallèles. Les aviateurs français et allemands de la Grande Guerre 1914-1918.

Des photographies issues des collections de l'armée françaises sont présentées en regard de photographies nées de l'objectif d'un sergent mosellan qui combattait sous l'uniforme allemand. Elles restituent le quotidien des aviateurs de part et d'autre du front.

Arsenal de Saint-Jean-des-Vignes. 2, rue de la Congrégation 02000 Soissons. Tél : 03 23 59 15 90. Du 11 novembre au 30 novembre 1998.

La jeunesse houleuse de quelques grands écrivains roumains

Il y a soixante ans disparaissait de façon dramatique Corneliu Zelea Codreanu, figure controversée de la Roumanie des années trente. Jeune avocat, né le 13 septembre 1899 à Iassi en Moldavie, il milite dans plusieurs mouvements « roumanistes », associant nationalisme moderne et tradition orthodoxe.

Le 24 juin 1927, il fonde la Légion de l'archange Michel définie comme *« une école spirituelle : si un homme y adhère, un héros en sortira »*. Le philosophe Nae Ionescu n'hésitera pas à faire un parallèle entre l'enseignement de Codreanu et les *Exercices spirituels* d'Ignace de Loyola. La Légion de l'archange Michel intègre dans sa vision du monde des éléments religieux pré-chrétiens. Le mithraïsme, avec son *« idée de présence des morts – et tout particulièrement celle des héros – aux côtés des vivants »*, ainsi que l'écrira Julius Evola. Le 20 juin 1930, Codreanu constitue au sein de la Légion, un mouvement plus directement politique, la Garde de Fer. En 1935, celle-ci obtient 17 % des voix aux législatives, fait entrer 66 députés au parlement, devenant ainsi le troisième parti roumain. Ce qui surprend dans ce mouvement mal connu et défiguré par la polémique adverse, c'est l'attrait qu'il a exercé sur les plus brillants et les plus profonds des jeunes intellectuels roumains, Emil Cioran, Mircea Eliade ou Virgil Gheorgiu. Arrêté arbitrairement en avril 1938, Codreanu est condamné à six mois de prison, puis à dix ans de travaux forcés. Dans la nuit du 29 novembre 1938, Codreanu et treize de ses camarades sont enlevés de leur prison sous prétexte d'un transfert, puis étranglés. De l'acide sulfurique est versé sur leurs corps pour les rendre non identifiables. Du ciment est coulé sur leurs restes. Le philosophe Constantin Noica envoie un télégramme : *« Indigné par l'assassinat de Codreanu, j'adhère au Mouvement légionnaire. »* Deux ans plus tard, pour l'anniversaire du massacre, Emil Cioran écrit : *« La figure généreuse de Codreanu, créateur et organisateur du mouvement légionnaire, suprême exemple de sacrifice, s'entoure pour tous les légionnaires d'une auréole de saint et de martyr »*.

ARNAUD GUYOT-JEANNIN

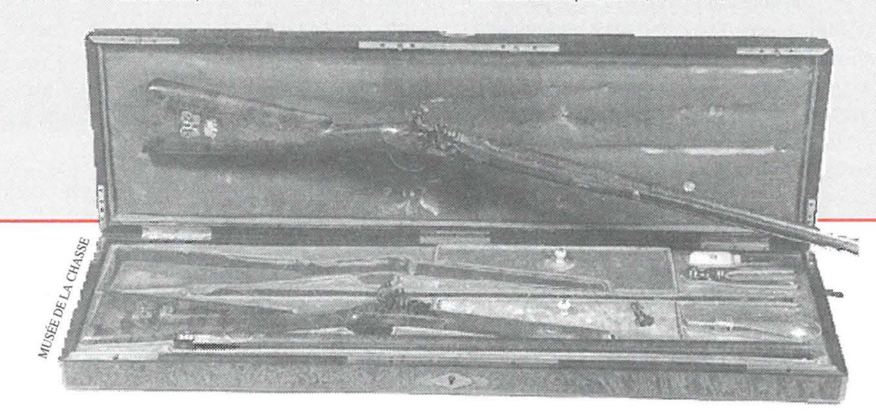
A consulter : *Les plumes de l'archange. Quatre intellectuels roumains face à la Garde de Fer* (Nae Ionescu, Mircea Eliade, Emil Cioran, Constantin Noica) de Claudio Mutti. Éditions Hérode, 14 place de la république, 71100 Chalon-sur-Saône, 1993, 143 pages.

Arnaud Guyot-Jeannin participe à la soirée Bernanos, organisée par le cercle *Sol Invictus*, le 18 décembre à 20 h, 4, place Saint-Germain-des-Près, 75006 Paris. Interviendront Luc-Olivier d'Algange et l'abbé de Tanoüarn.

Fusils offerts par Charles X au duc de Bordeaux enfant

Un exceptionnel coffret-nécessaire contenant une paire de fusils à silex d'enfant, vient enrichir les collections du musée. Ces fusils, exécutés par Le Page, arquebusier du roi, sont datés de 1828. Ils furent offerts par Charles X au duc de Bordeaux, futur comte de Chambord. Cette acquisition porte à cinq le nombre de fusils présentés au musée, ayant appartenus au comte de Chambord.

Musée de la chasse et de la nature. Hôtel de Guénégaud 60, rue des Archives 75003 Paris. Nouveaux horaires : de 11 h à 18 h, du mardi au dimanche.



MUSÉE DE LA CHASSE

Prix Augustin Thierry

À l'initiative de Jack Lang, ancien ministre socialiste et maire de Blois, des « Rendez-vous de l'Histoire » se sont tenus à Blois en octobre 1998. La manifestation n'a pas fait l'unanimité chez les historiens. Un certain nombre d'entre eux ont expliqué dans *Le Monde* du 15/10/1998 les raisons pour lesquelles ils avaient refusé de participer à cette manifestation « conçue pour l'essentiel comme un rendez-vous d'auteurs » et au cours de laquelle « une place considérable était faite aux éditeurs, au rituel de la dédicace ». Les organisateurs ont décerné à cette occasion un prix Augustin Thierry. Rappelons que ce dernier, né à Blois en 1795 et mort à Paris en 1856, est connu pour ses fameux *Récits des temps mérovingiens* (1840). Esprit libéral et audacieux, il avait développé une théorie expliquant l'histoire des peuples par une lutte entre races conquérantes et races conquises, continuée à l'époque moderne dans la lutte des classes.

••• EXPOSITIONS ••• EXPOSITIONS ••• EXPOSITIONS ••• EXPOSITIONS •••

Couleurs du front, la vie quotidienne 1917-1918. Photographies autochromes.

Le Service photographique des armées, créé en 1915, avait eu en outre recours aux autochromes, un procédé couleur mis au point en 1903 par les frères Lumière. L'exposition présente 116 autochromes réalisés sur le front du Nord jusqu'à l'Alsace, en traversant la Picardie, la Champagne et la Lorraine. Vues d'ensemble de tranchées, de cantonnements, d'habitations. Civils et poilus dans des scènes quotidiennes...

Musée national de la coopération franco-américaine. Château de Blérancourt 02300 Blérancourt. Tél : 03 23 39 60 16. Jusqu'au 4 janvier 1999.

La Grande Guerre d'après les briquets et autres objets de tranchées.

L'exposition rassemble des objets façonnés par les soldats eux-mêmes, sur le front ou en seconde ligne, d'autres fabriqués à l'arrière par les blessés, ou d'autres encore, manufacturés, mais sur lesquels les poilus ont imprimé leurs marques.

Musée Labenche d'art et d'histoire. 26 bis, boulevard Jules Ferry 19100 Brive-la-Gaillarde. Tél : 05 55 24 19 05. Du 6 décembre au 22 mars 1999.

Première Guerre mondiale

Le front et la vie de l'arrière à travers des correspondances, des photos de poilus originaires de Béziers.

Musée du Biterrois. Caserne Saint-Jacques. 34500 Béziers. Tél : 04 67 36 71 01. À partir du 11 novembre 1998.

La Guerre 14-18 en photographies

Une sélection du fonds photographique cédé au musée par un jeune caporal de la Grande Guerre, Édouard Dupuis, affecté fin 1916 à la Section photographique des armées comme dessinateur. Nombreuses vues aériennes, mais aussi la vie quotidienne au front, les camarades, les tranchées... et également des clichés de villes martyres. Photos d'avions, d'engins d'artillerie également.

Musée d'art et d'histoire Marcel Dessal. 7, place du Musée 28100 Dreux. Tél : 02 37 50 18 61. Du 11 novembre au 1er mars 1999.

– Et également :

Ils nous ont libérés deux fois.

L'engagement des États-Unis dans la Première Guerre mondiale illustré par les aquarelles de Charles Fouqueray.

Musée municipal. 2, rue Louis XVI 55270 Varennes-en-Argonne. Tél : 03 29 80 71 14.

En arrière du front, la Grande Guerre d'un officier rennais. Dessins de Charles Oberthür.

Jusqu'au 8 février 1999. Musée des beaux-arts. 20, quai Émile-Zola 35000 Rennes. Tél : 02 99 28 55 85.

Le camp britannique d'Étaples, 1914-1918

Jusqu'au 30 novembre. Musée Quentovic. 8, place du Général de Gaulle 62630 Étaples-sur-Mer. Tél : 03 21 94 02 47.

Aux soldats de la Grande Guerre

Jusqu'au 22 novembre 1998. Musée municipal. 25, rue Gouvion-Saint-Cyr. 54200 Toul. Tél : 03 83 64 13 38.

L'Espagne honore la mémoire de Philippe II

TALLANDIER

Fils de Charles Quint et d'Isabelle de Portugal, celui qui devait régner pendant plus de trente ans sur l'Espagne, son empire américain et ses diverses possessions européennes ne jouit pas, de ce côté des Pyrénées d'une très bonne réputation. Catholique fanatique, étrangleur des libertés néerlandaises, ennemi de notre « bon roi Henri », souverain mégalomane lancé dans l'aventure de l'Invincible Armada, pourvoyeur des bûchers de l'Inquisition, bureaucrate borné dirigeant depuis son palais-monastère de l'Escorial un immense empire que sa politique contribua à ruiner, rien ne manque à la légende noire, à laquelle il faut ajouter la *Relation de la destruction des Indes* de l'inévitable Bartolomé de Las Casas. Malgré les travaux de Ludwig Pfandl, de Fernand Braudel ou d'Ivan Cloulas, cette légende noire demeure, mais les Espagnols, eux, ne s'y trompent pas. Ils reconnaissent en Philippe II le souverain pleinement ibérique qui a renoncé aux rêves impériaux – devenus anachroniques – de son père Charles Quint, celui qui a doté l'empire de l'administration centralisée et efficace qui fournira le modèle des grandes monarchies de l'époque moderne, celui qui permit l'éclosion du somptueux Siècle d'Or qui, de Gongora à Calderon, de saint Jean de la Croix à sainte Thérèse d'Avila et de Greco à Velasquez, a fait de l'Espagne, pendant près d'un siècle l'un des plus brillants foyers de la culture européenne. C'est la justification de la grande exposition organisée cette année – à l'Escorial – pour commémorer le quatrième centenaire de la disparition du souverain, survenue le 13 septembre 1598.

Prince le plus puissant de son temps, Philippe II a hérité, lors de l'abdication de son père, de la couronne de Castille et de l'empire que lui avaient offert les conquistadores du Nouveau Monde, des plateaux du Colorado à la Terre de Feu, des côtes vénézuéliennes à l'archipel philippin. A ces possessions, sur lesquelles *« le soleil ne se couchait jamais »*, il faut ajouter l'héritage aragonais, c'est-à-dire Naples et la Sicile, mais aussi l'héritage bourguignon, qui comprenait la Franche-Comté, le Milanais et les Pays-Bas. La perte des Allemagnes, devenues incontrôlables du fait des progrès de la Réforme, faisait que Philippe II allait être, en réalité, un souverain beaucoup plus puissant que ne l'avait été son père, contraint à une lutte épuisante pour tenter de maintenir, contre la France des Valois et face au péril ottoman, l'idéal de restauration d'un empire universel, confondu avec une Chrétienté occidentale définitivement divisée contre elle-même par l'essor du protestantisme. A partir de 1580, deux ans après la mort du malheureux roi Sébastien, tombé au combat contre les Maures, Philippe II régnera également sur le Portugal, réalisant ainsi une unité ibérique appelée à ne durer que soixante ans.

Ennemi de la France, qui cherche à supplanter l'Espagne au-delà des Alpes, les victoires de Saint-Quentin et de Gravelines lui permettent d'imposer à Henri II la paix de Cateau-Cambrésis, qui écarte définitivement les Valois du rêve italien. Engagé au profit de la Ligue contre les prétentions de Henri de Navarre, il doit finalement accepter, lors du traité de Vervins conclu en 1598, peu de temps avant sa mort, la victoire de ce dernier. Catholique intransigeant, il est en cela un homme de son temps et les persécutions justement reprochées à l'Inquisition contre les réformés, les Juifs ou les Morisques sont peu de choses quand on les compare au martyre que commencent à subir, sous le règne d'Élisabeth d'Angleterre, les catholiques irlandais. Il s'oppose aux aspirations indépendantistes des Flamands et des Hollandais mais, quand les catholiques des Pays-Bas du sud constatent les effets du fanatisme calviniste, l'Union d'Arras appuyée par les *tercios* de don Juan d'Autriche, puis d'Alexandre Farnèse, s'oppose à l'Union protestante d'Utrecht et jette les contours de ce qui sera plus tard la Belgique. La tentative lancée contre l'Angleterre n'avait rien d'une folle entreprise, dans la mesure où le rapport des forces navales paraissait largement favorable à l'Espagne, et c'est la tempête, davantage que Drake et ses émules, qui eut raison de l'Invincible Armada. Faut-il rappeler que ce catholique « fanatique » se retrouva excommunié pendant les quatre premiers mois de son règne, au moment où le pape Paul IV Caraffa était l'allié du roi de France Henri II, un souverain pontife qui considérait alors les Espagnols comme *« des schismatiques maudits, des semences de Juifs et de Maures, des déchets de la terre... »*

Prolixe à propos de l'échec naval de 1588, l'historiographie française et anglo-saxonne l'est beaucoup moins au sujet du rôle décisif que joua l'Espagne face à une menace ottomane qui pouvait s'avérer mortelle pour l'Europe chrétienne. Obligé par une violente insurrection morisque soutenue de l'extérieur de conduire, entre 1568 et 1570, une deuxième guerre de Grenade, Philippe II conclut peu après, avec Venise et le pape, l'alliance qui allait permettre, après la belle résistance de Malte, de donner un coup d'arrêt décisif à la poussée turque en Méditerranée. Le 7 octobre 1571, à Lépante, les galères d'Espagne allaient en effet infliger, sous le commandement de don Juan d'Autriche, le demi-frère du roi, une défaite complète aux flottes du sultan Selim II...

JEAN KAPPEL

L'expédition d'Égypte ou le « rêve oriental »

La librairie Chamonal et la librairie Teissèdre présentent une exposition de documents sur l'expédition d'Égypte de Bonaparte. Au cours de cette manifestation, plus de 250 livres, manuscrits et autographes anciens seront en vente. Ces ouvrages, rares ou originaux, raviront tant les bibliophiles que les passionnés de l'époque napoléonienne et de l'Égypte ancienne.

Librairie Teissèdre 14, rue Séguier 75006 Paris. Tel : 01 53 10 35 10. Du 16 au 30 novembre 1998.

Pages réalisées par Macha Manski

••• ÉDITION ••• ÉDITION ••• ÉDITION ••• ÉDITION ••• ÉDITION •••

Les guides archéologiques de la France

Les meilleurs spécialistes français font découvrir, dans cette collection destinée à un large public, le patrimoine archéologique national sous la forme de monographies de sites préhistoriques ou antiques, ou d'itinéraires décrivant les vestiges d'une région. Chacun des ouvrages offre des renseignements inédits issus des recherches archéologiques les plus récentes. Sont déjà parus *Périgueux antique et Fréjus antique.*

Coédition Imprimerie nationale et éditions du patrimoine. Format 14,8 x 21. 100 pages, 98 F.

Les points chauds de la République démocratique du Congo, du Nigeria et de l'Afrique du Sud.

Tel est le thème du numéro 21 (automne 1998) de la revue *L'Afrique réelle*, dirigée par Bernard Lugan. Outre les études sur ces trois pays africains qui permettent de comprendre aisément leur situation réelle, totalement méconnue des occidentaux, ce numéro propose le texte de la conférence, intitulée *Quelle démocratie pour l'Afrique ?*, prononcée par Bernard Lugan le 10 juin 1998, à l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) devant la XIIe session internationale africaine et malgache.

L'Afrique réelle (uniquement par correspondance), n° 21, automne 1998, 120 F (port compris). BP 6, 03140 Charroux.

Aristote, l'École de Chartres et la cathédrale

L'Association des amis du centre médiéval européen publie les actes du colloque des 5 et 6 juillet 1997, consacré à Aristote, l'École de Chartres et la cathédrale, qui s'est tenu sous la présidence d'Alain Erlande-Brandenburg, directeur des archives de France. Les médiévistes d'aujourd'hui attachent une grande importance à ce qu'a été l'École de Chartres au XIIe siècle, avant l'université de Paris. Cet ouvrage réunit les dernières recherches et travaux des médiévistes européens les plus éminents.

Éditions de l'AACMEC, 12, rue Saint-Michel 28000 Chartres. Tel : 02 37 36 09 82. 184 pages, 141 F (port compris).

Réflexions pour un 11 Novembre

Toute la nuit, l'artillerie allemande a pilonné la position. Les hommes ne parlent pas. Ils songent à la journée d'hier. Plus de cent morts et disparus.

Au matin de ce 11 novembre 1918, le secteur de Vrigne-Meuse est l'un des seuls où l'on se bat encore. Soudain, à 8 h 45, dans le vacarme des fusants allemands, un homme réussit à traverser la passerelle en courant. Il trébuche, agite un morceau de papier et hurle :

– *Ça y est ! C'est signé ! C'est fini !*

Puis il s'écroule dans la boue.

La note qu'il vient d'apporter au PC du bataillon précise : *« A 11 heures, tous les clairons, là où ils sont, exécuteront la sonnerie du* Cessez-le-feu. *Ensuite, tous sonneront* Au drapeau ».

Un problème : trouver un clairon. Au 3e bataillon du 415e, il n'en reste qu'un, le dénommé Delaluque.

– *Eh bien ! allez le chercher*, ordonne le capitaine Lebreton.

On extrait Delaluque de son trou individuel. A plat ventre sous les rafales de mitrailleuses, il rampe vers le PC.

– *A vos ordres, mon capitaine... mais j'ai oublié la sonnerie du* Cessez-le-feu.

Alors, du fond de la tranchée, le capitaine Lebreton hurle à l'oreille de son clairon l'air que des générations de fantassins ont appris en s'aidant de paroles gaillardes : *« T'as tiré comme un cochon... T'auras pas d'permission. »*

Il est 10 h 59.

Delaluque se dresse lentement au-dessus du parapet, salué par des balles. Il embouche son vieux clairon bosselé, ferme les yeux. Et, d'un coup, il envoie les premières notes.

En face, brusquement, tout s'est tu. Plus une rafale, plus une explosion. Plus rien que les notes aigres de la sonnerie. Delaluque s'enhardit. Il se dresse complètement pour sonner le *Garde-à-vous*, puis *Au drapeau.* Et voilà qu'au loin les clairons allemands répondent. Sur toutes les tranchées du secteur, les hommes se lèvent et gravissent les parapets à la rencontre les uns des autres. La guerre est finie ! (1)

Elle avait duré cinquante et un mois cette guerre, coûtant 1 400 000 morts du côté français. Tous pays confondus, près de neuf millions de soldats avaient été tués, sans compter les mutilés et les victimes civiles. Depuis les temps anciens, l'Europe et le monde n'avaient jamais rien connu d'aussi meurtrier sur une période aussi courte. C'était le cadeau fait aux hommes par la démocratie de masse, le progrès technique et la domination de l'économie (p. 24).

En 1917, la guerre a porté au pouvoir en Russie une tyrannie comme on n'en avait jamais vue. Par réaction, la menace mondiale du bolchevisme a fait surgir le fascisme italien et le national-socialisme allemand, eux aussi fils de la guerre (p. 56).

Cette même année 1917, les États-Unis sont intervenus dans le conflit puis dans la conclusion d'une paix destructrice de l'ancien équilibre européen (p. 46). Tous les affrontements du XXe siècle en sont issus, à commencer par celui de 1939-1945, pire encore que le précédent (p. 52).



DR

Le drapeau de l'héroïque « Quinze-Deux ». Honorons le courage de nos pères, mais apprenons à voir ce qu'ils ne voyaient pas.

En faisant appel aux États-Unis pour régler leurs différends, les Européens ont commis la faute de se placer sous la dépendance d'un empire qui leur était étranger et dont l'hégémonie tour à tour indolore ou brutale s'est étendue à la totalité du globe. Pour la première fois en dix siècles, les peuples de l'espace franc ont cessé de rayonner vers l'extérieur pour subir l'imprégnation d'une autre culture construite sur le refus de leur propre tradition. A presque vingt-cinq siècles de distance, les conflits européens de 1914-1945 reproduisent la fatalité des guerres du Péloponèse.

Aggravé par la catastrophe de la guerre suivante, l'holocauste européen de 14-18 est en grande partie à l'origine du chaos et de la régression qui ont disloqué nos sociétés à la fin du XXe siècle (p. 23). Encore s'agit-il de s'entendre sur les mots. Ce qui est chaos et régression pour ceux qui en souffrent, est salué ailleurs comme autant d'avancées satisfaisantes.

Cette différence d'appréciation attire l'attention sur la part la plus masquée de la catastrophe de 1914-1918. Contrairement à une idée colportée par les pacifistes, les guerres ne sont pas inutiles. Celle-ci moins qu'une autre. Il y a toujours des vainqueurs et des vaincus. Cette guerre a profité aux idéologues et aux groupes d'intérêts qui voulaient la mort de l'ancienne Europe, et qui furent donc les vrais vainqueurs. (2)

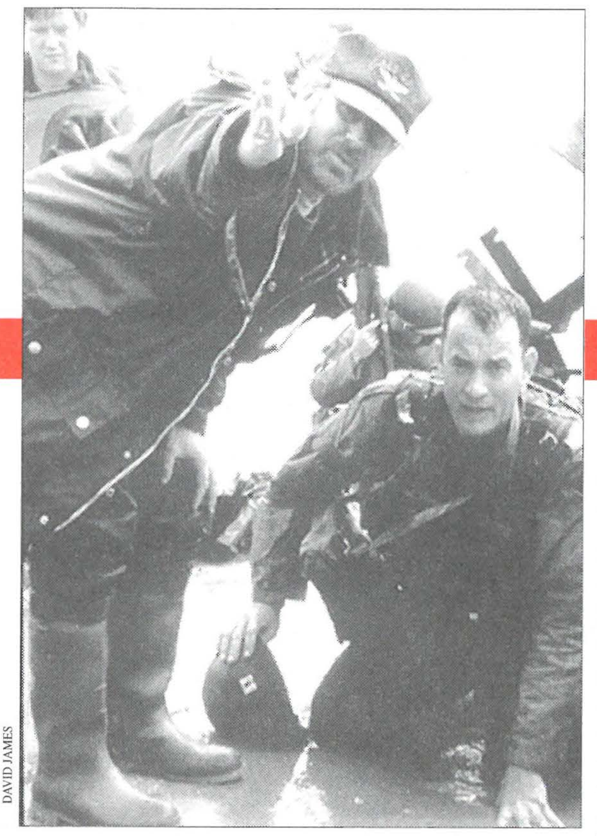
Quant aux peuples européens, sans exception, ils furent les grands perdants de cette guerre qui les a saignés physiquement et spirituellement, détruisant ce qui subsistait d'un ordre communautaire qui venaient d'eux seuls et qui les protégeait.

Longtemps, le sens du conflit a échappé aux victimes, sinon à une poignée d'esprits hardis, Caillaux, Thibaudet, Lyautey et quelques autres.

Malgré leur courage vertigineux dans les combats, nos pères n'avaient rien vu. Accordons-leur toutes les excuses. Aveuglés par des nationalismes étroits, n'étant pas conscients d'être ce qu'ils étaient, comment les Européens auraient-ils pu percevoir les enjeux ? La conscience de soi n'est pas donnée par simple filiation. C'est l'une des fonctions nécessaires qu'assurent les dieux autochtones et les religions enracinées. Malheureusement pour eux, les Européens en étaient privés. Et sans doute faut-il toucher le fond du malheur pour que s'éveille un besoin de réappropriation de soi dont les époques de puissance peuvent se passer.

DOMINIQUE VENNER

(1) Patrick de Gmeline, *Le 11 Novembre 1918*. Presses de la Cité, 1998.
(2) G.-H. Soutou, *L'Or et le sang*. Fayard, 1989.



DAVID JAMES

Le « général » Spielberg dans ses œuvres.

Le cinéma et la guerre

PAR NORBERT MULTEAU

Une surenchère d'effets spéciaux pour rendre la violence plus réaliste, la guerre plus horrible, l'héroïsme de ceux qui la font plus spectaculaire, et la prétention des Américains à se croire les sauveurs et les maîtres du monde, plus légitime : voilà ce que l'on retient du dernier film de Steven Spielberg. Le cinéaste aura bien mérité d'Hollywood et de l'Amérique en délaissant provisoirement les extraterrestres, les dinosaures et Indiana Jones pour accomplir son devoir patriotique : réaliser un grand film de guerre à la gloire de l'Amérique, genre codifié dont les maîtres sont évidemment américains.

Réalisateur réputé génial parce que tout ce qu'il touche fait de l'or, mais à qui Hollywood avait, semble-t-il, interdit d'être jamais autre chose que le plus grand cinéaste pour enfants, Spielberg se devait d'apporter sa contribution au film de guerre en prouvant non seulement qu'il est encore le meilleur dans ce genre, mais que tous les films de guerre réalisés avant lui ne sont que des bluettes.

Mieux encore, pour avoir la reconnaissance de ses concitoyens et l'estime des critiques, *Il faut sauver le soldat Ryan* devait être son « devoir de mémoire » vis-à-vis des *boys* sacrifiés sur les plages de Normandie, le 6 juin 1944, pour sauver le monde libre, comme *La Liste de Schindler* (1993) était son « devoir de mémoire» vis-à-vis de la communauté juive martyrisée, et *Amistad* (1997) vis-à-vis des Noirs réduits en esclavage. Le père de ET est devenu sérieux et grave. Son œuvre est en train de devenir un mémorial de la condition américaine... donc humaine. Avec, en prime, une constatation intemporelle et universelle : la guerre est une chose atroce, on ne le dira jamais assez.

La guerre est une chose atroce mais elle rapporte gros. Spielberg effectue son nouveau « devoir de mémoire ». Intérêt historique nul, habile récupération et bonne conscience.

Voici donc le débarquement à Omaha Beach reconstitué (en Irlande) façon *« live »*, dans le style du reportage ou du documentaire, avec pour objectif de transporter le spectateur sur la plage même, au cœur de la confusion et de l'horreur, pour lui montrer ce que c'était que cette guerre-là et ce qu'ont enduré les GI.

Les vingt premières minutes sont hallucinantes : un déluge de mitraille, une boucherie abominable, des corps éventrés, des membres arrachés, des râles d'agonisants couverts par le fracas des explosions, la pluie, la boue, le feu et le sang qui rougit la mer. Les balles sifflent de partout, on ne sait plus qui tire sur qui. Hagards, Américains et Allemands ne savent qu'une chose : il faut tuer pour ne pas être tué. Le seul point de vue est celui des hommes : ils ont peur, ils prient, pleurent, vomissent, hurlent et meurent en appelant leur mère.

La suite est plus convenue, quoique invraisemblable. Une escouade de huit hommes part à la recherche du soldat Ryan, perdu derrière les lignes allemandes, pour qu'il soit rendu à sa mère dont trois autres fils sont déjà morts dans cette guerre. Cela, c'est du pur Spielberg : du sentimentalisme à l'usage d'une Amérique qui s'émeut de se découvrir sentimentale. Le reste n'est que figures imposées, en particulier le thème de la patrouille infiltrée derrière les lignes ennemies (*Aventures en Birmanie*, de Raoul Walsh, *La 317e section*, de Pierre Schoendoerffer, etc.), Spielberg a visionné tous les grand classiques du film de guerre. Il en reproduit les poncifs en pensant les dépasser par le réalisme et la violence des images.

Une violence sans conscience. Si ce n'était le « devoir de mémoire », on se demanderait à quelle nécessité obéit cette épopée chargée d'horreur et de bons sentiments. Son intérêt historique est nul. Le débarquement n'est restitué ni dans le contexte du conflit mondial ni dans celui de la stratégie alliée. Le film ne présente aucun point de vue, ni politique ni tactique (*Le Jour le plus long* est infiniment plus riche sur le plan historique). Quant à l'éthique, elle se réduit au cliché des Américains humains et des Allemands barbares. C'est là que l'entreprise prend son sens.

Il faut sauver le soldat Ryan est le film de la bonne conscience. Oubliées la « sale » guerre du Vietnam et la mauvaise conscience

nationale dont tant d'œuvres (*Apocalypse Now*, *Platoon*, *Full Metal Jacket*...) portent la trace. Retour à la Seconde Guerre mondiale : celle-là était juste, bonne et bien propre à exalter les valeurs patriotiques de l'Amérique et les vertus guerrières qui font les affaires d'Hollywood (plusieurs autres films sur le sujet sont annoncés). A quoi riment, en effet, les morceaux de bravoure mis en scène avec une virtuosité sauvage par Spielberg, sinon à se repaître du spectacle de la violence avec l'alibi moral de rendre hommage au courage et au sacrifice américains, exclusivement américains (le film s'ouvre et se clôt sur le même drapeau US flottant sur le cimetière de Colleville en Normandie) ?

Les Américains n'ont jamais perdu de guerre. Plus exactement, ils ne les ont jamais laissées se perdre. Ils en ont fait quantité de films à grand spectacle – le spectacle d'abord, la morale ensuite – qui s'efforcent le plus souvent de rendre le moral à la nation, et parfois la démoralisent, mais qui rapportent presque toujours beaucoup d'argent.

Quand l'industrie cinématographique américaine manque de bons sujets, elle en revient toujours à la guerre. La paix n'est-elle pas « ennuyeuse » quand, ailleurs, les combats peuvent faire un héros ou un martyr d'une seule balle ? C'est toute l'ambiguïté de la représentation de la guerre, à laquelle les cinéastes n'échappent pas plus que les reporters. Les uns et les autres cèdent à la tentation de manipuler l'espace scénique, d'inventer une dramaturgie, pour intéresser davantage, ou mieux émouvoir.

La guerre est un spectacle. Ne dit-on pas « le film des événements », « le théâtre des opérations » ? Tout ce qui passe par un objectif n'est-il pas mis en scène de façon subjective ? Et n'est-ce pas pour cette raison que le commentaire placé sous une photo s'appelle « légende » ? Peut-on raconter véridiquement la guerre ? Doit-on croire les journalistes qui en rendent compte en direct, ou les cinéastes qui les racontent en différé ? *« La première victime d'une guerre, c'est la vérité »*, disait Rudyard Kipling. Le verbe est trompeur. Mais l'image plus encore.

Tous les cinéastes qui ont filmé la guerre disent, bien sûr, la haïr, mais ils la racontent en images spectaculaires, souvent belles, fascinantes, même quand elles sont choquantes, conjuguant la violence, l'héroïsme et l'émotion. Samuel Fuller (*Au-delà de la gloire*) disait : *« Un bon film de guerre doit être pacifiste, mais ne doit pas le montrer »*. A trop en décrire les horreurs, bon nombre de films contre la guerre n'ont souvent fait que l'exalter en montrant *« ce qu'elle révèle de grand et de redoutable dans l'homme »*.

Dans ***Le soldat Ryan****, le débarquement de Normandie n'est restitué ni dans son contexte de conflit mondial ni dans celui de la stratégie alliée. L'éthique se réduit au cliché. Les Américains sont humains et les Allemands barbares.*



DAVID JAMES

Même un pacifiste, antimilitariste et grand humaniste comme Bertrand Tavernier cède, dans *Capitaine Conan* (1996), à la fascination pour l'aspect spectaculaire de la guerre et pour la puissance dramatique des vertus guerrières, alors même que son propos est d'exorciser la valeur d'exemple que ces vertus peuvent exercer sur le spectateur. Bien d'autres (Walsh, Hawks, Fuller, Coppola, Cimino, Kubrick, Kurosawa...) sont tombés dans ce piège : faire de la guerre honnie un spectacle épique, voire exaltant. On croit démythifier et l'on renforce le mythe. François Truffaut, le cinéaste de la passion amoureuse, le constatait : *« La mauvaise conscience, ce n'est pas créatif. En Amérique, les meilleurs metteurs en scène sont de droite. Les Américains sont plus doués pour exalter la guerre que pour la condamner. »*

Tout ce qui sépare *Il faut sauver le soldat Ryan* d'un grand film de guerre se trouve en quelques lignes dans un ouvrage d'Edward Dolan, *Hollywood s'en va-t-en guerre* (éditions Atlas) : *« Il faut toujours se souvenir de la leçon de David W. Griffith,* écrit l'auteur : *exalter la vérité humaine au détriment des artifices du spectacle. L'exhibition complaisante et gratuite de la violence n'a rien à voir avec le face à face tragique de l'homme avec sa propre mort. Ni plaidoyer larmoyant ni peinture cocardière, l'authentique film de guerre a pour vocation de révéler les hommes sans masque, au moment où ils sont capables d'aller jusqu'au bout d'eux-mêmes et de se dépasser, quelle que soit la cause pour laquelle ils se battent. »*

N. M.



TALLANDIER

Nicolas Fouquet (1615-1680).

La gloire et la chute de Nicolas Fouquet

PAR LUCIEN PERSIGNAC

L'interprétation d'Alexandre Dumas dans *Le Vicomte de Bragelonne* a longtemps influencé les historiens. La biographie de Jean-Christian Petitfils renouvelle complètement le sujet.

Melun, une nuit de 1659. D'Artagnan s'éveille brusquement. *« Un grand bruit de carrosse et de laquais à cheval »* secoue le gros bourg endormi ; *« une illumination soudaine »* embrase les façades des maisons ; des cris fusent : *« Vive M. le surintendant ! »* Nicolas Fouquet regagne le château de Vaux et son équipage abandonne derrière lui *« comme une traînée de joie »*, avec une impression de faste, de vitesse et de folle gaieté qui laisse le mousquetaire *« tout rêveur »* à sa fenêtre. Merveilleuse et fugitive, cette première apparition du surintendant des Finances dans *Le Vicomte de Bragelonne* donne le ton au personnage : sous la plume d'Alexandre Dumas, le ministre de Louis XIV devient héros baroque et cette interprétation a longtemps influencé les historiens. Dès le XIX[e] siècle, de nombreux travaux lui sont en effet consacrés. Ils révèlent un Fouquet brillant et solitaire et l'opposent de façon manichéenne à Colbert, un commis besogneux et calculateur qui jalouserait son ascension rapide et tramerait sa perte. Ils font aussi du surintendant un rival du roi, par l'ampleur de sa fortune et l'éclat de sa vie. A son tour, l'écrivain Paul Morand a suivi cette pente avec style, entretenant le mythe dans un essai tout rempli de sympathie littéraire pour son personnage.

L'historiographie la plus récente s'est cependant écartée de cette tradition. Daniel Dessert a mis à profit sa connaissance du monde de l'argent au XVII[e] siècle pour décrypter le système Fouquet, pour souligner ses manipulations, et parfois ses malversations, à la tête des finances de la monarchie. Il s'est aussi efforcé de souligner les réseaux de solidarité tissés par le surintendant : parents, amis, clients, il trouve autour de lui des soutiens qu'il rémunère largement. Ces recherches ont ouvert la voie à une relecture du personnage que propose aujourd'hui Jean-Christian Petitfils dans une étude riche, ample et complète. Avec Fouquet, l'auteur ajoute en effet la dernière pièce à un puzzle qu'il a patiemment reconstitué à l'occasion de précédentes publications. Ne s'est-il pas déjà intéressé avec succès à d'Artagnan, qui fut chargé de l'arrestation du surintendant, à Lauzun, qui le côtoya plusieurs années dans sa prison de Pignerol, à Louise de La Vallière, la maîtresse du roi que le ministre avait essayé de corrompre, à Louis XIV enfin, auquel il a consacré un ouvrage monumental très favorablement accueilli ?

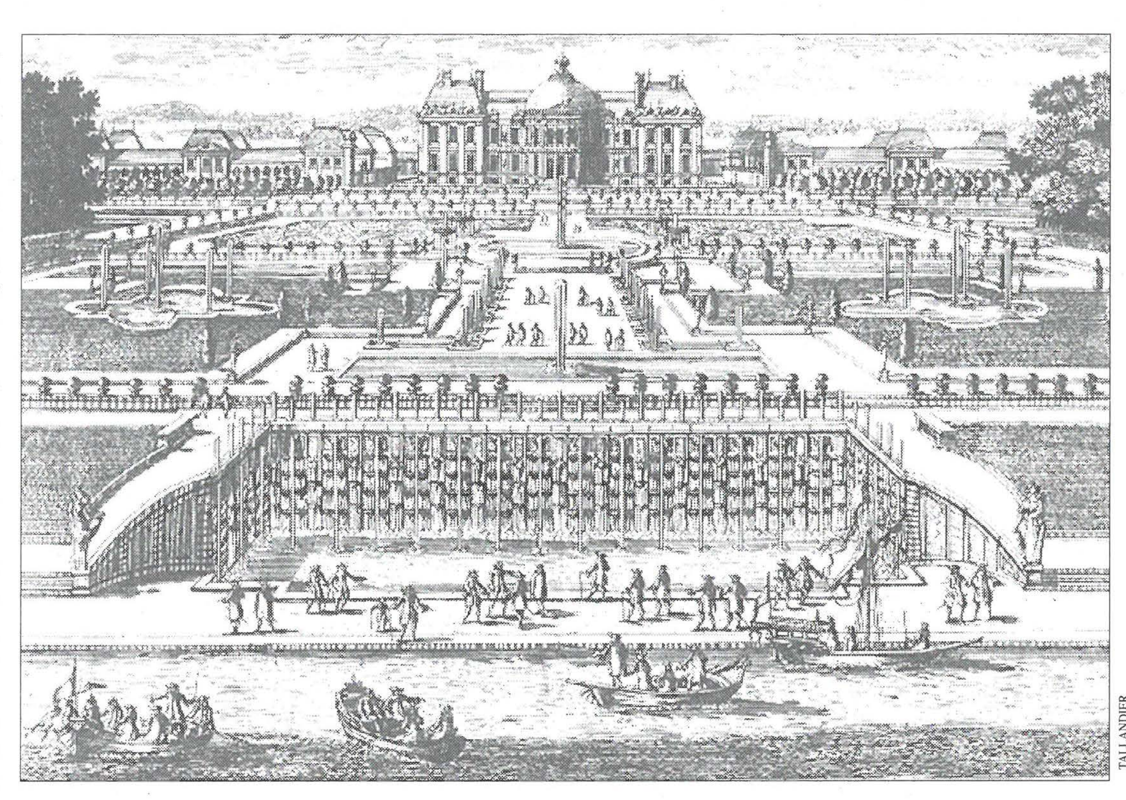
L'histoire de Fouquet est celle d'une famille issue de la roture qui a su monter très haut

La nouvelle biographie de Jean-Christian Petitfils s'inscrit donc dans le prolongement de ses travaux antérieurs, déjà remarqués pour leur rigueur et leur exactitude. Une fois de plus, il y aborde son sujet en historien, avec une méthode scrupuleuse et irréprochable : il sait non seulement tirer profit d'une vaste bibliographie française et étrangère, mais il se livre encore à une relecture systématique des sources, exhumant à l'occasion des documents inédits très pertinents. Aussi parvient-il à restituer la vie de Nicolas Fouquet avec précision et sans complaisance, apportant sur celle-ci des éclairages souvent définitifs.

L'un des premiers mérites de l'auteur est sans doute de replacer la carrière fulgurante du surintendant dans la longue durée d'une histoire familiale. Les Fouquet n'échappent pas au modèle d'ascension de certaines familles ministérielles des XVI[e] et XVII[e] siècles qui, issues de la roture, se sont peu à peu agrégées à la noblesse de robe par l'achat d'offices parlementaires, avant d'entrer plus directement au service du roi et d'accéder ainsi à de hautes fonctions. A la fin du XV[e] siècle, les ancêtres de Nicolas étaient encore marchands drapiers à Angers. Le succès de leurs affaires, de judicieux placements et l'achat de domaines rentables leur ouvrent la possibilité d'acquérir des charges publiques. D'abord juge au présidial d'Angers, son grand-père, François III, achète en 1578 un office de conseiller au parlement de Paris, tandis que l'un de ses cadets s'établit au parlement de Rennes et fait souche en Bretagne. Le père de Nicolas, François IV, suit un cursus identique : il est conseiller au parlement de Rennes, puis au parlement de Paris, mais en 1610, il vend cette charge pour se procurer celle de maître des requêtes et se rapprocher ainsi du pouvoir. Les maîtres des requêtes exercent en effet diverses fonctions au conseil privé du

roi, auprès du chancelier ou encore dans de délicates missions à travers les provinces, et ils y trouvent l'occasion de se faire remarquer. François entre dans la clientèle de Richelieu. Il devient un collaborateur efficace du cardinal et reçoit en 1627 un brevet de conseiller d'État en récompense de ses services.

Né en 1615, Nicolas est le deuxième garçon de sa famille, ce qui le destine plutôt aux ordres et explique la solide éducation qu'il reçoit chez les Jésuites du collège de Clermont. Bientôt, le voici tonsuré avec un bénéfice ecclésiastique, le prieuré de Saint-Julien-de-Doüy, mais la vocation religieuse de son aîné, François V, le rend à la vie laïque. Il passe une licence ès lois et se fait avocat. Son père lui achète un office de conseiller au parlement de Metz en 1633, puis, trois ans plus tard, une charge de maître des requêtes. Sa disparition en 1640 n'interrompt pas la bonne fortune familiale : Nicolas poursuit sa carrière sous la protection d'Anne d'Autriche. Il remplit diverses missions dans le royaume ou aux armées, avant d'être nommé intendant de la généralité de Paris en 1648. Les premiers événements de la Fronde le surprennent à ce poste, mais n'ébranlent pas ses convictions. Nicolas soutient la Régente, le cardinal Mazarin et s'efforce de diviser leurs adversaires. Cette ligne de conduite demeure la sienne, lorsqu'il acquiert en 1650 la charge de procureur général au parlement de Paris pour un montant de 450 000 livres. Principal représentant du roi au sein d'une cour largement rebelle, il manœuvre avec fermeté, tout en restant habile, et finit par recueillir la reconnaissance de ses maîtres. En février 1653, le roi lui octroie l'une des deux charges de surintendant des finances créées après la mort de Charles de La Vieuville, ce qui fait de lui l'un des principaux responsables du royaume.



Le château de Vaux-le-Vicomte dont la magnificence scellera la perte du surintendant en éveillant la jalousie du jeune Louis XIV. L'agencement des jardins a révélé le talent de trois artistes, Le Vau, Le Brun et Le Nôtre, découverts par Fouquet.

Les serviteurs de l'État s'enrichissent copieusement

L'accession de Fouquet à cette fonction prestigieuse s'explique certes par des qualités personnelles indéniables et par son indéfectible attachement à la cause royale, toutefois Jean-Christian Petitfils montre en outre qu'il s'agit d'un succès familial venu couronner les efforts de plusieurs générations. L'ascension de Nicolas est indissociable de la promotion de ses frères. François devient évêque de Bayonne en 1638, avant d'obtenir l'évêché d'Agde, puis l'archevêché de Narbonne. Homme de confiance du cardinal Mazarin, Basile aide puissamment la carrière de son frère et le sert auprès du ministre. Yves occupe une charge de conseiller au parlement de Paris. Les plus jeunes, Louis et Gilles, bénéficient de la protection de Nicolas. Les femmes ont aussi leur part dans cette réussite. Les Fouquet se sont efforcés de préserver le patrimoine de la famille en poussant leurs filles à entrer dans les ordres – les six sœurs de Nicolas sont ainsi religieuses – mais les hommes ont recherché des mariages avantageux, susceptibles de leur apporter des dots bien fournies et des alliés influents. Marie de Maupeou, la mère de Nicolas, est la fille d'un contrôleur général des finances. Outre 40 000 livres de dot en liquide, elle fournit aux Fouquet d'inestimables appuis dans la noblesse de robe. Nicolas lui-même se marie à deux reprises. Grâce à sa première femme, Louise Fourché, fille d'un conseiller au parlement de Rennes, il renforce les liens de sa famille avec la Bretagne et reçoit une dot de 160 000 livres assortie de quelques terres. Après la mort de sa première femme, il choisit en 1651 l'héritière d'une famille de marchands anoblis et de riches officiers, Marie-Madeleine de Castille, qui lui apporte 100 000 livres et le soutien d'une parenté nombreuse, bien implantée au parlement de Paris et dans le monde de la finance.

Ces relations lui sont d'une grande utilité dans ses nouvelles fonctions de surintendant. A partir de 1653, Fouquet se retrouve en effet à la tête des finances royales, avec Abel Servien d'abord, puis seul après 1659. En l'absence d'un véritable budget de l'État qui n'existe pas à l'époque, le surintendant élabore chaque année l'état prévisionnel des recettes et assigne ensuite les dépenses sur les sommes à percevoir, ce qui lui donne un pouvoir énorme qui influe sur toute la politique du souverain, selon que telle dépense importante est assignée ou non sur une recette sûre. Lorsque l'argent vient à manquer, il est aussi chargé de le trouver et multiplie les expédients et les astuces en jouant du crédit de la monarchie afin de remplir ses caisses. Telle est précisément la situation quand Nicolas arrive aux affaires : malgré l'accroissement de la pression fiscale sur le royaume, les troubles de la Fronde ont sérieusement perturbé les rentrées de numéraire, tandis que les besoins n'ont cessé de croître en raison de la guerre avec l'Espagne qui se prolonge. Pour faire face, le gouvernement dispose de moyens divers. La création d'offices vendus à bon prix et l'établissement de nouvelles taxes offrent des ressources supplémentaires qui restent cependant limitées. Le recours à l'argent privé est aussi nécessaire, à travers les emprunts ou l'aliénation par anticipation de la perception des impôts et des droits royaux à des partis de financiers : de riches particuliers versent une avance à l'État et se remboursent ensuite, en réalisant de considérables profits.

Un tel système favorise l'instauration de liens étroits entre le surintendant et ses commis d'une part, et le monde de la finance de l'autre. Il ouvre de ce fait la porte à de multiples abus. Non seulement le surintendant peut favoriser des proches ou des clients, et toucher à l'occasion des pots-de-vin, mais il lui arrive aussi, ainsi qu'à ses subordonnés, de participer à ces opérations juteuses en utilisant des prête-nom. Ces trafics permettent aux serviteurs de l'État d'édifier des fortunes considérables et Mazarin, qui laisse à sa mort plus de trente-huit millions de livres, n'a pas été le dernier à en bénéficier. Fouquet excelle à trouver l'argent qui manque pour régler la solde des soldats, verser un subside aux alliés, couvrir une dépense imprévue, et il sauve ainsi l'État de la banqueroute à plusieurs reprises, n'hésitant pas à l'occasion à utiliser ses propres deniers qu'il récupère ensuite sur les premières recettes dont il dispose. Acteur principal de cette politique d'expédients rendue inévitable par les circonstances, Nicolas y trouve son profit comme ses collaborateurs et l'accusation de prévarication, subtilement colportée par Colbert, joue un rôle essentiel dans sa chute, puis dans son procès. Toutefois, l'image d'un Fouquet puisant sans vergogne dans les caisses doit être nuancée. Selon Jean-Christian Petitfils, le patrimoine du surintendant s'est considérablement accru durant l'exercice de sa charge : estimé à deux millions de livres lors de son entrée en fonction, il dépasse les dix-huit millions au moment de son arrestation, mais Nicolas en doit alors plus de seize à ses créanciers. S'il a profité de sa situation, c'est donc d'abord pour bâtir une fortune à crédit. Ses manipulations bien réelles et les gains qu'il en retire servent plutôt à payer son train de vie très au-dessus de ses revenus ordinaires. Fouquet trouve dans les abus et les détournements quotidiens que lui permettent sa charge les moyens d'une existence fastueuse, les ressources nécessaires pour distribuer pensions et gratifications, appointer une domesticité nombreuse, ou encore régler les émoluments des milliers d'ouvriers qu'il emploie sur ses chantiers.

Bien entendu, la confusion de ses deniers avec ceux de l'État est une source de satisfactions personnelles pour Nicolas. Grâce à cette manne, il donne libre cours à ses penchants artistiques et se lance dans le mécénat. Avant même son accession à la surintendance, il a fait construire et aménager une vaste demeure à Saint-Mandé. Mais si Saint-Mandé, qui abrite une bibliothèque de 27 000 volumes, demeure chère au cœur du surintendant, le château de Vaux est incontestablement son chef-d'œuvre. Après avoir acquis en 1641 la terre seigneuriale et vicomté de Vaux, près de Melun, Fouquet n'a cessé d'accroître son domaine, rassemblant plus de quatre cents hectares de terre d'un seul tenant. Il y commence de gigantesques travaux qui s'amplifient encore après son arrivée à la tête des finances royales : bois, villages et hameaux sont rasés sur le site ; le cours d'une rivière est détourné pour y amener de l'eau ; la construction du château, sa décoration et l'agencement des jardins sont ensuite confiés à une triade d'artistes que Fouquet a su attirer à son service : Le Vau, Le Brun et Le Nôtre, l'architecte, le peintre et le jardinier. Un chantier de plusieurs années, une fourmilière d'ouvriers, quatre millions de livres dépensés, tous ces efforts finissent par être récompensés : achevé à la fin des années 1650, Vaux brille d'une *« clarté française »* où se mêlent *« dans la sobre beauté des proportions, classicisme et nouveauté, équilibre et audace, splendeur et bon goût »* (Petitfils).

Attiré par la Bretagne, Fouquet en devient le premier seigneur, au point de narguer le pouvoir royal depuis la place forte de Belle-Île.

Ces résidences sont des lieux de plaisir. Fouquet y donne de somptueuses réceptions, des ballets et des concerts pour un public choisi de parents, d'amis, de relations et de clients. La Cour y vient parfois : elle est à Saint-Mandé le 25 mai 1656 ; elle se rend à Vaux le 11 juillet et le 17 août 1661. On y joue beaucoup : un soir de chance, Nicolas gagne 55 000 livres au duc de Richelieu, qui doit vendre une terre en Saintonge pour acquitter la somme. Les propriétés du surintendant sont aussi des lieux de culture. Depuis la fin de la Fronde, il tient un salon avec sa femme. Les Fouquet se lient avec Paul Pellisson, un poète qui devient le secrétaire de Nicolas. André Félibien, Charles Perrault, Gilles Ménage ou encore Jean de La Fontaine sont reçus chez eux en habitués. Pour les retenir, Fouquet distribue de riches pensions : le vieux Corneille se voit gratifié de 2 000 livres et Scarron en touche 1 600. Ce sont là les largesses d'un patron fastueux, mais aussi celles d'un esprit éclectique qui pratique l'art de la conversation et se prend parfois à ciseler une pièce de vers. Les protégés du surintendant ne s'y trompent pas et louent tout autant sa générosité que la sûreté de son goût. Nicolas compte d'ailleurs parmi eux de fidèles amis qui le soutiendront après sa chute. La Fontaine perdra une pension du roi pour avoir composé l'*Élégie aux nymphes de Vaux* et Pellisson écrira et diffusera de vigoureuses *Défenses* du surintendant depuis sa prison de la Bastille.

La personnalité de Nicolas Fouquet ne saurait toutefois se réduire à la figure d'un ministre riche et puissant, d'un homme entouré de jolies femmes qu'il sait apprécier et d'artistes qu'il côtoie avec plaisir, d'un Parisien dont les domaines s'étendraient aux portes de la capitale. Ce mondain, habitué au pouvoir et aux usages de la Cour, entretient parallèlement des relations étroites avec la Bretagne qu'il s'efforce de garder secrètes. Il revient à Jean-Christian Petitfils d'avoir souligné et expliqué cet étrange tropisme breton du surintendant dans des chapitres remarquables. Nicolas se trouve lié à cette province par ses cousins Chalain qui siègent au parlement de Rennes et par sa première femme qui en est originaire. A partir de 1646, il s'y constitue un vaste patrimoine et commence par acheter de multiples seigneuries dans le Morbihan et le pays nantais. Toutefois, son ambition ne se limite pas à la terre. Avec des prête-nom, il prend à ferme la levée des « impôts et billots », droits royaux qui frappent les vins, cidres et liqueurs, et renforce ainsi son emprise financière sur la province. Il finit aussi par y exercer un réel pouvoir politique et militaire grâce à une habile stratégie d'achat d'offices qu'il fait ensuite attribuer à des fidèles. Fouquet finit donc par s'imposer comme l'un des premiers seigneurs de Bretagne méridionale. Il y entretient une clientèle de plus en plus nombreuse et se rapproche d'anciennes familles locales tels que les Rieux d'Assérac. Il étend aussi son influence sur la mer, à partir de l'île d'Yeu, puis de Belle-Île, où il supervise de vastes travaux et décide l'aménagement de ports en eau profonde, la restauration des fortifications et l'installation de garnisons bien approvisionnées en vivres et en munitions. Cette intense activité a suscité bien des interrogations, auxquelles Jean-Christian Petitfils apporte trois sortes de réponse.

L'implantation de Fouquet en Bretagne répondrait d'abord à un besoin d'enracinement et de reconnaissance nobiliaire. Symboliquement, il acquiert en 1654 la seigneurie des Moulins-Neufs, près de Durtal, berceau d'une famille Fouquet de noblesse d'épée, à laquelle le surintendant et les siens rattachent abusivement leur lignée. Il singerait ainsi le style de cette grande noblesse bien possessionnée dans les provinces, où les domaines qu'elle détient, les ressources qu'elle conserve, les fidélités qu'elle entretient lui assurent une large indépendance. A ces ambitions sociales, s'ajoutent toutefois des motivations économiques. Au XVIIe siècle, la Bretagne est l'un des principaux points de départ des aventures maritimes et coloniales et Fouquet, impliqué dans l'essor du grand commerce océanique, y renforce tout naturellement ses positions. Il arme ainsi une

flotte de navires qu'il emploie à la course et au commerce, Belle-Île devant alors leur servir de base arrière pour des expéditions lointaines et fructueuses. Les investissements de Fouquet dans l'Ouest sont cependant susceptibles d'une ultime interprétation. Jean-Christian Petitfils attire l'attention de son lecteur sur les velléités séditieuses du surintendant, qui verrait dans ses possessions bretonnes la garantie de sa sûreté et la parade à une éventuelle disgrâce. Dans un petit mémoire, le fameux « plan de Saint-Mandé », rédigé avec fébrilité et retouché ensuite dans les moments de doute, il s'efforce en effet d'organiser la mobilisation de ses alliés dans le cas où il serait arrêté sur ordre du roi. Des places d'armes en révolte, Belle-Île qui se transformerait en refuge inexpugnable, le projet a un parfum de Fronde et de conspiration. Retrouvé derrière une glace après la chute du surintendant, il sert de pièce à charge dans son procès et justifie aux yeux de ses adversaires une accusation de crime de lèse-majesté, même s'il n'a pas connu le moindre commencement d'exécution.



TALLANDIER

La Cour en 1665, quatre ans après l'arrestation de Fouquet ourdie par Colbert. A droite : le roi et son frère, Monsieur. Tout à gauche, assise sur un fauteuil, la reine Marie-Thérèse et le dauphin Louis (futur Grand Dauphin), âgé de quatre ans. Les princesses royales n'ont droit qu'à un tabouret. Au second rang, debout, les filles d'honneur de la souveraine, centre des intrigues, où se confondent parfois la politique et l'amour. Sur cette gravure, le roi semble portraituré en dompteur.

Le scandale d'un procès fabriqué

La chute du surintendant est sans doute l'épisode le mieux connu de son existence. La soudaineté de sa disgrâce et la brutalité du monarque à son égard ont frappé les imaginations et suscité parfois des interprétations hasardeuses. Dans les derniers chapitres de son ouvrage, Jean-Christian Petitfils rétablit les faits avec minutie. Colbert, qui s'acharne à ruiner le crédit de Fouquet dans l'esprit de Mazarin, puis dans celui de Louis XIV, apparaît comme l'infatigable artisan de sa perte. Décidée dès le mois de juin 1661 et préparée dans le plus grand secret, son arrestation a lieu à Nantes le 5 septembre suivant, durant la réunion des États de Bretagne. Toutes les mesures ont été prises pour briser une éventuelle résistance du surintendant ou de ses partisans, mais elles ne sont pas vraiment nécessaires : l'événement surprend Nicolas qui s'est aveuglé jusqu'au bout sur les véritables intentions de son maître et a multiplié les maladresses.

Colbert semble de plus l'instigateur et le grand organisateur d'un procès fabriqué dont Jean-Christian Petitfils démonte les mécanismes. Fouquet est traduit devant une juridiction d'exception dont les membres, soigneusement triés, font l'objet de constantes pressions du pouvoir. Ses droits à la défense sont bafoués : on ne lui accorde l'usage de la plume et du papier qu'après plusieurs mois d'instruction ; il attend plus d'un an avant d'avoir accès aux pièces qui composent son dossier. Peu à peu, cependant, la révélation des irrégularités de la procédure, allant jusqu'à la falsification de documents, la défense véhémente opposée par Fouquet à ses adversaires, les supplications de sa mère et de sa femme, la mobilisation des amis qui lui sont restés fidèles finissent par ébranler la conviction des magistrats et favorisent un retournement de l'opinion en faveur du surintendant. Aussi, au bout de trois ans, les efforts de Colbert et de ses partisans pour le faire condamner à mort pour prévarication et crime de lèse-majesté se soldent-ils par un échec. La disproportion manifeste entre la peine qu'ils réclament et la réalité des exactions de Fouquet déconsidère leur cause, si bien que la chambre se prononce finalement pour le bannissement et la confiscation des biens.

Il faut voir dans le geste du roi qui commue aussitôt la sentence en réclusion perpétuelle une manifestation supplémentaire de la sévérité du monarque pour son ancien serviteur, mais aussi une mesure de bon sens, justifiée par la crainte de voir un personnage aussi puissant s'installer à l'étranger et y comploter contre son maître. Commencent alors quinze longues années d'une détention rigoureuse dans la forteresse de Pignerol que Jean-Christian Petitfils retrace avec soin. L'isolement dans lequel il est maintenu, la surveillance permanente à laquelle il demeure soumis, l'interdiction qui le frappe de correspondre avec l'extérieur révèlent à quel point, à tort ou à raison, le surintendant déchu ne cesse d'être considéré comme un danger pour la monarchie. Ses conditions de détentions ne s'améliorent qu'à l'extrême fin des années 1670 : en janvier 1679, sa famille est même autorisée à venir le rejoindre, mais Nicolas, qui disparaît l'année suivante, en profite bien peu. Jean-Christian Petitfils entraîne le lecteur au terme de son récit avec une grande vivacité de plume, sans jamais se départir d'une érudition scrupuleuse : il apporte de nombreuses précisions sur la mort du surintendant et sur sa sépulture et dissipe des hypothèses fumeuses qui liaient le masque de fer à l'histoire de Fouquet. C'est cette double qualité d'écrivain et d'historien qui lui a permis d'écrire une biographie qui fera certainement autorité.

L. P.

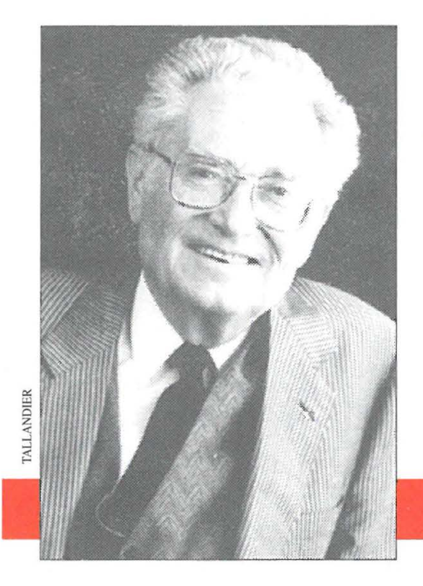
Notes bibliographiques :

Jean-Christian Petitfils, *Fouquet*, Paris, 1998. Autres ouvrages de l'auteur cités dans cet article : *Le Véritable d'Artagnan*, Paris, 1981 ; *Lauzun ou l'insolente séduction*, Paris, 1987 ; *Louise de La Vallière*, Paris, 1990 ; *Louis XIV*, Paris, 1995.

Sur Fouquet, deux ouvrages importants du XIXe siècle : Adolphe Chéruel, *Mémoires sur la vie publique et privée de Foucquet*, Paris, 1862 ; Jules Lair, *Nicolas Fouquet, procureur général, surintendant des Finances, ministre d'État de Louis XIV*, Paris, 1890.

Paul Morand a consacré un essai au surintendant : *Fouquet ou le soleil offusqué*, Paris, 1961.

Les ouvrages de Daniel Dessert demeurent d'un grand intérêt, notamment pour les questions économiques, voir *Argent, pouvoir et société au Grand Siècle*, Paris, 1984 ; *Fouquet*, Paris, 1987.


TALLANDIER

LE REPORTER DE L'HISTOIRE

André Castelot, biographe de Marie-Louise

PROPOS RECUEILLIS PAR ADRIEN BROCARD

S'appuyant sur des documents inédits, André Castelot publie la première grande biographie de la jeune impératrice. Une tentative de réhabilitation.

Enquête sur l'histoire : André Castelot, vous venez de publier une biographie de Marie-Louise, la seconde épouse de Napoléon Ier. Comment avez-vous approché ce personnage, qu'éclipse le plus souvent l'immense aura de l'Empereur ?

André Castelot : J'ai d'abord eu la chance d'avoir jadis pu consulter un large ensemble de documents, réunis en vue d'une vente à laquelle s'opposa finalement le gouvernement autrichien. Ainsi pris-je connaissance de quelque 300 lettres importantes qui éclairent sa personnalité. A l'origine, l'idée de consacrer un livre à Marie-Louise n'est pourtant pas de moi, elle m'a été suggérée.

Loin de souhaiter devenir impératrice des Français, Marie-Louise concevait au contraire, à 19 ans, une crainte terrible que le choix de celui qu'elle appelait « l'antéchrist » tombe sur elle. Elle obéit à son père en acceptant ce mariage, mais c'est en larmes qu'elle partit pour la France. Napoléon s'étant porté au-devant d'elle, leur première rencontre eut lieu sur la route, avant Compiègne. Elle avait un visage agréable, de belles mains, le teint frais : l'Empereur la trouva charmante et elle-même fut conquise. Ayant publié son journal intime, je peux affirmer qu'elle adora Napoléon. Pour cette femme d'une grande sensualité – elle devint nymphomane à la fin de sa vie – la nuit de noces avait été une extraordinaire révélation.

On lui a injustement reproché d'avoir tourné le dos à l'Empereur après sa chute : elle voulait au contraire le rejoindre à l'Ile d'Elbe, mais on l'en empêcha et l'on poussa dans ses bras un véritable amant, le général Adam von Neipperg, qui lui fit oublier Napoléon.

ESH : On lui a aussi tenu rigueur d'avoir délaissé l'Aiglon...

A. C. : Autre reproche injuste. Les deux enfants qu'elle eut de Neipperg passaient avant l'Aiglon, mais elle ne l'oublia pas et la mort du duc de Reichstadt lui causa un chagrin énorme. Elle souffrait de ne pas pouvoir le visiter plus souvent à Vienne, mais elle était, comme je vous le disais, victime d'une effroyable nymphomanie. Toujours enceinte, elle ne trouvait la possibilité de se rendre à Vienne qu'entre deux fausses couches : elle en fit entre huit et dix !

ESH : Princesse autrichienne, Marie-Louise était la nièce de Marie-Antoinette. Fut-elle aussi impopulaire ?

A. C. : Marie-Antoinette était très coupable, mais quel charme ! Et elle a payé si cher !... Marie-Louise n'a pas eu le temps de devenir impopulaire. Les Français étaient surtout peinés pour Joséphine, qu'ils aimaient beaucoup. Les deux impératrices ne se rencontrèrent jamais. Marie-Louise refusa même de visiter la Malmaison, marquée par la présence de Joséphine. Pour parler de Marie-Louise, il faut en revanche connaître Schönbrunn et le Wienerwald...

Il me paraît impossible de faire revivre le passé sans aller voir à quoi ressemblait le décor dans lequel ont vécu les personnages qu'on étudie. Comment évoquer Napoléon sans s'être rendu à Sainte-Hélène ? Imaginez un caillou d'une hauteur de 300 mètres, un rocher au milieu de l'océan, à 1 900 kilomètres des côtes d'Afrique et 3 000 de celles d'Amérique. Pas de port, un escalier large de deux mètres pour y accéder. J'y suis allé deux fois, d'abord sur la *Jeanne-d'Arc*, puis sur le *France*, d'où je dictais quotidiennement un article pour *Le Figaro*. Rien n'a bougé là-bas depuis la mort de l'Empereur : j'y ai vu la mappemonde que Napoléon frappait du doigt, à l'endroit où figure l'île : *« Ils m'ont mis là ! »* Elle porte encore les traces de son ongle.

Aux gens qui sortent des Chartes, les archives suffisent. Pour moi, qui suis venu à l'histoire par le journalisme, j'ai besoin de situer le cadre de l'action. Ainsi me suis-je intéressé au temps qu'il faisait à Paris lorsque Marie-Antoinette fut guillotinée, le 16 octobre 1793. Il ressort de documents conservés à l'Observatoire qu'à 10 h 30, ce jour-là, avant que parte la charrette qui emmena la reine à l'échafaud, une légère brume noyait Paris ; et que deux heures plus tard, alors qu'on venait de l'exécuter, de lourds nuages noirs commençaient à envahir le ciel. C'est à partir de tels signes qu'on restitue une atmosphère.

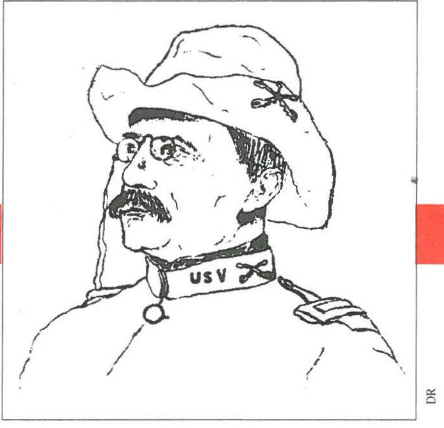
ESH : Avez-vous déjà un autre livre en projet ?

A. C. : Je songe à en écrire un qui pourrait s'intituler : *« Mes rendez-vous avec l'histoire »*, où je raconterai ce que j'ai vu et parlerai des personnages que j'ai approchés, comme le précepteur français de la grande-duchesse Anastasia, qui la quitta quatre jours seulement avant le massacre de la famille impériale. C'est évidemment une grande chance que d'avoir pu rencontrer de tels témoins.

André Castelot, *Marie-Louise, Impératrice malgré elle*. Perrin, 250 pages, 139 F.

Quand l'impérialisme américain chassait l'Espagne de Cuba...

PAR PHILIPPE CONRAD



DR

Theodore Roosevelt (1858-1919). Portrait réalisé lors de son intervention à Cuba en 1898.

Voici un siècle, en 1898, éclatait la guerre de Cuba contre l'Espagne. Une guerre américaine « altruiste et morale ». Par cette guerre qui fit appel aux ressources de la désinformation et du bourrage de crâne, les États-Unis entamaient leur carrière de puissance mondiale.

« *Tout est tranquille ici ; il n'y a pas de problèmes et il n'y aura pas de guerre, je veux rentrer* »... « *Reste où tu es, s'il te plaît, et envoie-nous des images, je me charge de préparer la guerre...* » Cet échange de télégrammes entre Frederic Remington, le reporter-dessinateur du *New York Journal*, et son patron, William Randolph Hearst, à la veille du conflit hispano-américain de 1898, résume bien la situation du moment et montre la part qui revient, dans le déclenchement de cette guerre, à la manipulation de l'opinion publique américaine. Il faudra attendre la Première Guerre mondiale pour que les gouvernements, ceux des pays anglo-saxons en tout premier lieu, en viennent à recourir, à une telle échelle, aux artifices de la propagande. Mais l'enjeu était de taille puisqu'il s'agissait de chasser définitivement l'Europe, plus précisément une Espagne qui n'était plus que l'ombre d'elle-même, de l'hémisphère américain afin de parfaire l'hégémonie des États-Unis sur l'ensemble du Nouveau Monde.

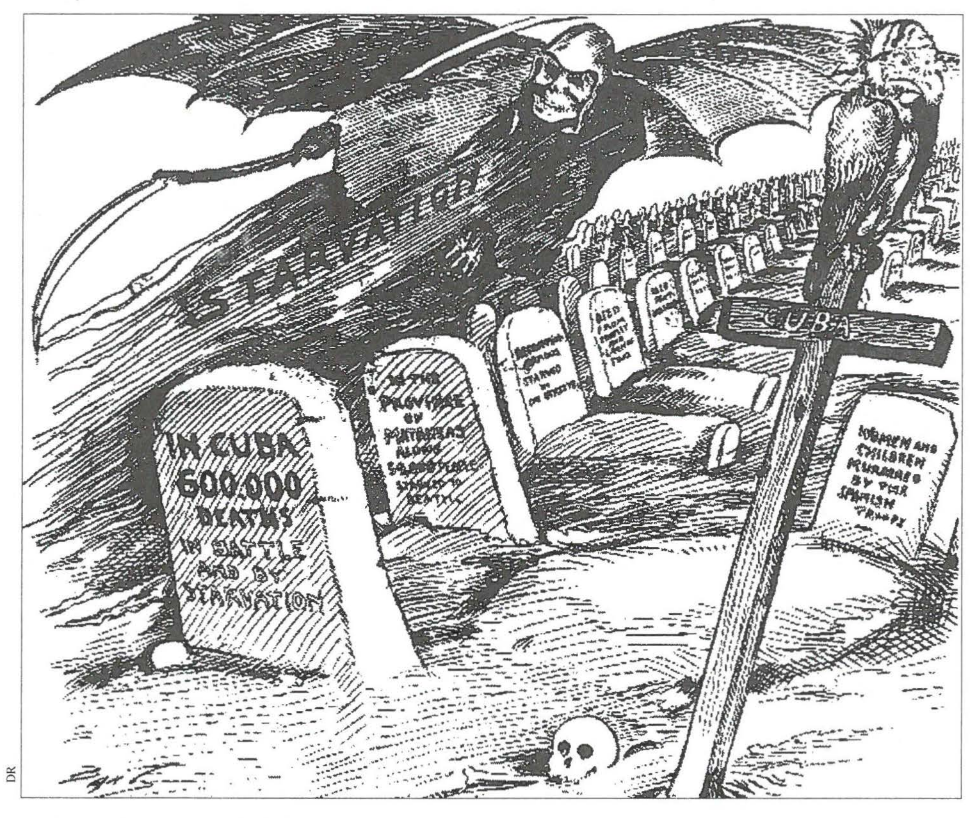
Les ambitions manifestées par le gouvernement de Washington n'étaient pas nouvelles et l'insurrection déclenchée à Cuba contre l'Espagne ne fut qu'un simple prétexte. Dès 1823, le président Monroe et son secrétaire d'État John Quincy Adams avaient clairement indiqué aux Européens, à la faveur de la rébellion des colonies espagnoles, que l'Amérique devait demeurer désormais la chasse gardée des Américains et il ne fait aucun doute que cette dernière dénomination désignait alors les citoyens de la jeune république devenue indépendante en 1783...

L'achat de la Louisiane et de la Floride avaient déjà révélé les projets expansionnistes du nouvel État. De 1846 à 1848, la guerre contre le Mexique donne aux États-Unis les immenses territoires du sud-ouest qui s'étendent de la Californie au Texas. L'achat de l'Oregon à l'Angleterre et de l'Alaska aux Russes leur ont donné une façade sur le Pacifique, où leur marine affirme rapidement sa présence. En 1867, une fois surmontée la crise terrible que fut la guerre de Sécession, Washington ne peut que se féliciter de l'échec des projets français au Mexique.

Le droit à la possession du monde

Les visées américaines sur Cuba et sur la mer des Antilles ne font que compléter tout naturellement le grand dessein géopolitique qui doit faire du nouvel État une puissance de dimension continentale, ouverte sur les deux océans et en situation d'imposer sa domination à l'ensemble de l'hémisphère occidental. Elles sont claires dès les années 1820 puisque John Quincy Adams considère déjà que Cuba constitue la clé des Caraïbes et que sa proximité avec la Floride et les bouches du Mississippi imposera un jour ou l'autre, par la « *simple loi de la gravitation politique* » la mainmise américaine sur elle. Ce qui retient alors Washington, c'est la crainte des réactions anglaises car Londres pourrait alors s'inquiéter du sort réservé ensuite à la Jamaïque. Pour les responsables américains, il est préférable de patienter, de laisser Cuba aux mains d'une Espagne très affaiblie plutôt que d'engager une action susceptible de justifier une opposition britannique. Il suffit d'attendre le moment où les circonstances apparaîtront les plus favorables à la réalisation de ce que l'historien John Fiske appelle, en 1885, le « *destin manifeste* » des États-Unis.

Les projets de percement de l'isthme méso-américain, à hauteur du Nicaragua ou de Panama, redonnent, au cours des dernières années du siècle, une nouvelle actualité aux convoitises déjà anciennes du gouvernement de Washington. Plusieurs théoriciens justifient alors les ambitions américaines et, derrière eux, tout un clan « impérialiste » s'organise au Congrès pour réclamer une politique extérieure à la mesure du dynamisme industriel qui est en train de faire des USA la première puissance économique du monde. Dès 1885, le pasteur Josuah



DR

Dessin de propagande de la presse populaire américaine. L'Espagne est accusée d'un véritable génocide à Cuba. Pas moins de 600 000 morts ! Provoqués par la famine **(starvation)** *et la répression des révoltes. Ainsi se trouve justifiée l'intervention de 1898.*

Strong exalte, dans *Our country*, « *la supériorité de la race anglo-saxonne* ». Cinq ans plus tard, John W. Burgess, professeur de sciences politiques à l'université Columbia, insiste sur les droits que possèdent les Anglo-Saxons à la domination du monde : « *Ils ont la mission de diriger la civilisation politique dans le monde moderne et d'apporter cette civilisation aux races barbares* [...] *puisqu'il est de l'intérêt de la civilisation mondiale que la loi, l'ordre et la vraie liberté, qui en est le corollaire, règnent partout dans le monde...* » La même année, l'amiral Alfred T. Mahan publie son *The Influence of Sea Power upon History*, qui annonce l'impressionnante montée en puissance des forces navales américaines. Les États-Unis doivent prendre le contrôle de la mer des Antilles et du futur canal interocéanique appelé à joindre les eaux de l'Atlantique à celles du Pacifique. Ils doivent également pousser leur expansion dans le Pacifique, notamment dans l'archipel des îles Hawaii. Sous la présidence du républicain Benjamin Harrison (1889-1893), le secrétaire d'État James Blaine prépare la voie pour la réalisation de ces différents projets mais l'élection du démocrate Stephen G. Cleveland semble leur donner un coup d'arrêt, au moins temporaire.

La guerre de Cuba et la désinformation de la presse « jaune »

Certains journaux de la presse new-yorkaise ont joué un rôle déterminant dans la préparation de l'opinion publique pour lui faire accepter l'intervention américaine à Cuba. Il s'agit notamment du *New York Journal*, acheté en 1895 par William Randolph Hearst, et du *World* de Joseph Pulitzer, auxquels il convient d'ajouter le *Sun* et le *Herald*. Cette presse a cultivé le sensationnalisme au point de pratiquer, pour « devancer l'événement », une véritable désinformation. Un choix des plus rentables puisque les ventes du *Journal* sont passées de 750 000 exemplaires au début de 1897 à un million en avril 1898, au moment de la déclaration de guerre, alors que celles du *World* progressaient de 400 000 au début de 1895 à 820 000 en 1898. Ces journaux entretenaient des correspondants permanents à Cuba, tels que W. S. Bowen ou J. Creelman, ainsi que des dessinateurs comme Frederic Remington, chargés de mettre en images le contenu des articles, à travers des dessins souvent présentés abusivement comme inspirés par des photographies saisies au « *péril de leur vie par nos courageux reporters* ». Les articles et les dessins parus dans la grande presse new-yorkaise étaient revendus dans tout le pays à de nombreux journaux locaux et disposaient ainsi d'une diffusion nationale. Les deux grandes agences de l'époque, l'*Associated Press* et l'*United Press*, étaient par ailleurs très liées aux deux grands titres de la presse populaire. Ceux-ci se livraient une compétition sans merci. Hearst avait ainsi débauché du *World* de son rival Pulitzer le dessinateur Richard Outcault, créateur du *Yellow Kid*, ce personnage vulgaire et antipathique représentatif des mauvais garçons des faubourgs, qui apparaissait en quatrième de couverture. Cette sorte de Bibi Fricotin à la sauce new-yorkaise était présenté comme le porte-parole des milieux populaires plus ou moins misérables, issus de l'immigration la plus récente, qui lui assurèrent rapidement un énorme succès. Pulitzer embaucha alors un autre dessinateur, George Luks, qui représenta le même personnage vêtu d'une sorte de tunique jaune, ce qui valut aux journaux à sensation la dénomination de « presse jaune », un qualificatif significatif du mépris dans lequel la tenait le public cultivé et informé.

Pour cette presse populaire, avide d'événements spectaculaires susceptibles de séduire l'imagination des masses, Cuba va fournir une matière particulièrement riche. Un manichéisme des plus élémentaires présente ainsi les Espagnols comme des brutes incultes et sadiques, représentants d'un pays attardé, sujets d'une monarchie anachronique et corrompue. On leur attribue une multitude de crimes et d'atrocités les plus diverses, ce qui complète heureusement la fameuse « légende noire » développée par l'historiographie anglo-saxonne à propos de la conquête de l'Amérique par les sujets de Charles Quint et de Philippe II. Un procédé bien utile pour faire oublier le traitement réservé à leurs propres Indiens par les colonisateurs anglo-saxons de l'Amérique du Nord. Terreur, violence et famine sont la règle à Cuba pour une presse qui se contente trop souvent de reproduire les communiqués de la *Junta cubana*, le conseil d'exilés installés à New York. Des « témoignages » de victimes viennent étoffer des dossiers entièrement fabriqués, qui détaillent par le menu les turpitudes espagnoles. Les femmes et les filles des courageux indépendantistes sont soumises à un « *sort pire que la mort* ». Des

Ses opposants républicains ne se découragent pas pour autant et Henry Cabot Lodge, porte-parole de la commission de la marine à la Chambre des Représentants, prononce en mars 1895 un discours dans lequel il revendique pour les États-Unis, Cuba et les îles Hawaii. Tout un courant « impérialiste » se constitue alors, inspiré par la sensibilité « jingoiste » qui soutient à la même époque, en Angleterre, la politique d'un Joseph Chamberlain.

Au sein de cette mouvance, on remarque déjà le jeune Theodore Roosevelt qui n'hésite pas à écrire à Cabot Lodge, son mentor en politique, que *« le pays a besoin d'une guerre »*. Les élections de 1897, qui voient la victoire du républicain William Mac Kinley, fournissent l'occasion au jeune Roosevelt de devenir, en avril 1897, sous-secrétaire d'État à la marine. Deux mois plus tard, il explique aux élèves officiers du Naval College *« que le diplomate doit être le serviteur et non le maître du soldat »*. Dès novembre de la même année, il écrit à un officier de marine qu'il souhaite la guerre contre l'Espagne *« pour secourir les Cubains dans un souci humanitaire »*, mais surtout *« pour assurer une complète liberté de l'Amérique à l'égard de la domination européenne... Cette guerre, ce sera une grande leçon et nous en tirerons grand profit. »* En décembre 1897, alors que les milieux d'affaires et la presse économique manifestent leur opposition à une guerre pour Cuba, le bouillant sous-secrétaire d'État affirme que *« nous aurons cette guerre pour la liberté de Cuba, en dépit de la timidité des intérêts commerciaux... »*

Campagnes de presse et envois d'armes

La grande île des Caraïbes a déjà été, à plusieurs reprises, depuis 1843, l'objet d'une proposition d'achat présentée par les États-Unis à l'Espagne mais, à chaque fois, le gouvernement de Madrid a repoussé ces offres de cession à l'amiable. Dès 1850, l'administration américaine a donc favorisé l'installation à New York d'un conseil cubain favorable à l'indépendance de l'île et, à partir de 1865, Washington a appuyé ces rebelles, en leur fournissant armes et argent. Entre 1868 et 1878, une première guerre d'indépendance n'aboutit pas mais l'intérêt des États-Unis pour l'île ne cesse de grandir, dans la mesure où ils achètent la quasi-totalité du sucre exporté depuis l'île et où les capitaux américains s'investissent, jusqu'à hauteur de cinquante millions de dollars, dans l'économie insulaire. Fondé en 1892, le parti révolutionnaire cubain de José Marti est soutenu financièrement par Edwin F. Atkins, le « roi » américain du sucre. Quand une nouvelle insurrection éclate dans l'île en février 1895, le président démocrate Cleveland et son secrétaire d'État Bryan ne souhaitent pas s'en mêler directement. La mort de Marti, tué au combat au mois de mai, ne met pas un terme à la révolte. La presse nord-américaine entreprend alors de dresser l'opinion publique contre l'Espagne. Elle s'indigne de la mort de plusieurs révolutionnaires cubains, dénonce le fait que des citoyens américains soient incarcérés dans l'île, exalte le courage d'Evangelina Cisneros, la fille d'un chef insurgé que W. R. Hearst fait enlever à Cuba pour que New York lui réserve ensuite un accueil triomphal... Elle publie enfin une fausse lettre de Dupuy de Lôme, l'ambassadeur espagnol à Washington, dans laquelle Mac Kinley est présenté comme un *« politicien de bas étage »*. Pendant ce temps, de juin 1895 à mai 1897, quarante-deux convois navals ont apporté des armes aux insurgés depuis les côtes américaines.

orphelines sont vendues sur la place publique. On inocule le virus de la variole aux prisonniers pour les libérer ensuite et contaminer ainsi toute la population. Comme on le voit, Saddam Hussein a eu des prédécesseurs en matière de guerre bactériologique... Les suspects sont torturés, mutilés, assassinés et le général espagnol Blanco met en personne la main à la pâte. Des centaines de « citoyens américains » pourrissent dans les geôles cubaines (il s'agit en fait de révolutionnaires cubains naturalisés américains). Les Espagnols jouent au ballon avec les têtes des victimes décapitées et les bourreaux n'hésitent pas à couper les oreilles de leurs victimes pour les envoyer, tels des toreros, à leurs fiancées restées en Espagne... La presse « jaune » joue de toute la gamme des cruautés les plus malsaines pour emporter l'adhésion de ses lecteurs. Les touristes américaines inévitablement violées par la soldatesque espagnole font naturellement partie de ce répertoire macabre.



DR

La sanguinaire « brute » espagnole que dépeint la presse à sensation des États-Unis en 1898.

Le rassemblement des populations en camps de regroupement a entraîné, chez les prisonniers, du fait des épidémies qui frappent aussi les soldats espagnols, une très lourde mortalité mais Hearst et ses journalistes ne lésinent pas sur les chiffres. Six cent mille morts, pas un de moins, à peu près un tiers de la population de l'île, autant dire que l'on a affaire à un véritable génocide avant la lettre. En fait, les études les plus sérieuses réalisées au cours des décennies suivantes par les chercheurs américains ont révélé que les pertes humaines correspondant à la période 1895-1898 et incluant les victimes espagnoles ne dépassaient pas le chiffre de cent mille. Le mensonge a éclaté lors de la publication en 1932, à l'initiative de l'université de Baton Rouge, en Louisiane, d'un ouvrage intitulé *Public opinion and the spanish-american war. A study in war propaganda.* Tout cela n'avait plus guère d'importance une quarantaine d'années plus tard. Hearst et Pulitzer, en chauffant à blanc l'opinion populaire américaine, en exploitant la fausse lettre de l'ambassadeur Dupuy de Lôme, en accréditant le mythe d'un attentat responsable de l'explosion du *Maine*, avaient rempli leur office et permis de justifier la mainmise américaine sur Cuba.

ARNAUD IMATZ

Sur place, le général Blanco, nouveau représentant de l'Espagne, parvient toutefois à constituer un gouvernement réunissant des réformistes et des autonomistes, à l'exclusion des indépendantistes soutenus par les USA. C'est quelques jours plus tard, à la suite des émeutes qui se sont produites à La Havane, que le cuirassé *Maine* pénètre dans le port, pour une visite de « courtoisie ».

On sait aujourd'hui très précisément que la décision de faire la guerre à l'Espagne si elle persistait dans son refus de vendre Cuba était acquise dès 1896. Un récent congrès d'histoire militaire, tenu en mars 1998, a révélé le détail des plans préparés en ce sens. Le scénario est dès lors écrit. Le 25 janvier 1898, le cuirassé *Maine* pénètre donc dans le port de La Havane, suivi, quinze jours plus tard, par le croiseur *Montgomery* qui vient mouiller dans le port de Matanzas. Trois semaines plus tard, le 15 février, l'explosion accidentelle d'une mine sous-marine fait couler le *Maine* dans le port de La Havane. Deux cent soixante marins américains sont tués dans l'explosion, dont tout le monde s'accorde à reconnaître aujourd'hui qu'elle fut ou purement accidentelle ou même, pour certains, carrément provoquée par les Américains (il est intéressant de noter qu'aucun officier ne compte au nombre des victimes, tous se trouvant alors à une réception en ville). Le rapport officiel américain n'en accuse pas moins l'Espagne. Madrid propose de confier l'enquête à une commission mixte mais Washington refuse. Le gouvernement espagnol se tourne vers ses homologues européens, sollicite l'arbitrage du pape Léon XIII mais n'obtient rien, même quand il accepte, le 10 avril, l'armistice immédiat que lui impose Mac Kinley. Le Sénat américain vote bientôt les crédits nécessaires pour la guerre *« altruiste et morale qui permettra la libération de Cuba »* et celle-ci est déclarée le 24 avril. Une *« splendid little war »* pour le secrétaire d'État John Hay, une guerre qui venait relancer celle menée par les Espagnols contre les insurgés cubains, un conflit qui *« sans la malveillance américaine était,* selon le général Blanco, *en voie de se terminer ».*

C'est aux Philippines que les Américains portent d'abord leurs premiers coups puisque l'amiral Dewey détruit devant Cavite, en rade de Manille, la flotte de l'amiral Montojo. La conquête de Porto Rico n'est qu'une promenade militaire et, à Cuba, la flotte de l'amiral Cervera, totalement surpassée sur le plan technique par les navires américains, est détruite le 5 juillet devant Santiago. Débarqués à la fin du mois de juin, quinze mille Américains doivent pourtant livrer de furieux combats aux troupes des généraux Linares et Vara del Rey mais, le 1er juillet, les *Rough Riders* du colonel Theodore Roosevelt – qui a mis ses actes en accord avec ses discours en venant participer aux combats – emportent les défenses de la colline de San Juan. Le 17 juillet, Santiago de Cuba capitule. Le 12 août, la médiation française permet la conclusion d'un armistice, prélude à des négociations de paix qui aboutissent au traité de Paris, signé le 10 décembre suivant.

L'Espagne était contrainte d'abandonner toute souveraineté sur Cuba, perdait également Porto Rico et devait céder les Philippines et Guam aux USA pour vingt millions de dollars. Elle devait également céder un peu plus tard au vainqueur – qui s'est emparé des îles Hawaii au cours du mois d'août – les archipels des Mariannes, des Carolines et des Palaos. Une paix qui apparaissait comme une deuxième mort de l'Empire espagnol et qui ouvrait la voie d'une montée en puissance spectaculaire des États-Unis. Theodore Roosevelt va pouvoir agiter son *big stick*, son « gros bâton » dans les Caraïbes. Cuba, Saint-Domingue, le Nicaragua et le Panama, séparé de la Colombie en 1903, deviennent des quasi-protectorats américains. Annexées, les Philippines sont le théâtre d'une révolte qui va durer plus de quatre ans et coûter cinq mille morts aux nouveaux occupants. Cuba va connaître une occupation militaire de quatre ans et ce n'est qu'après avoir accepté un traité la plaçant dans un état de sujétion complète vis-à-vis de Washington que l'île pourra se voir reconnaître sa « souveraineté ». Le « corollaire » Roosevelt à la doctrine Monroe réserve désormais aux États-Unis un droit d'intervention dans les affaires des pays voisins s'il paraît nécessaire d'y rétablir l'ordre. Le sénateur Beaveridge, de l'Indiana, peut alors considérer que *« Dieu n'a pas préparé les peuples de langue anglaise et teutonique pendant mille ans pour une vaine et passive admiration de leurs propres personnes. Non, il a fait de nous les maîtres organisateurs du monde afin d'instituer l'ordre là où règne le chaos. Il nous a donné l'esprit du progrès pour vaincre les forces de la réaction dans le monde entier. Il a placé en nous le don de gouverner afin que nous donnions un gouvernement aux peuples sauvages et séniles. Sans une telle force, le monde retomberait dans la barbarie et la nuit. Et de toute notre race, il a désigné le peuple américain comme sa nation élue pour commencer la régénération du monde. »*

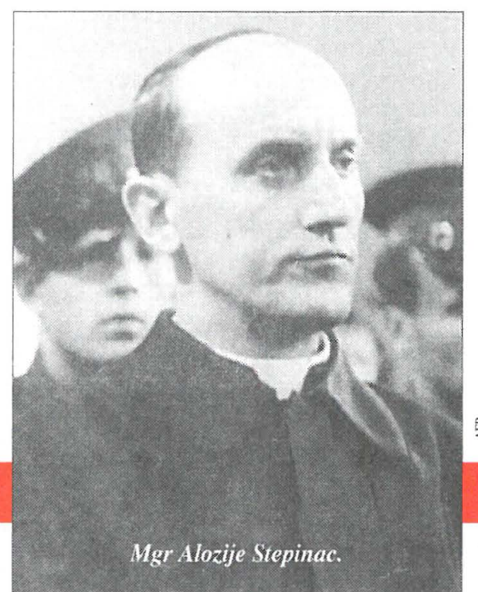
Ph. C.



Le président Theodore Roosevelt et son ***big stick*** *(gros bâton), symbole de la politique qu'il préconise pour dominer le « lac » des Caraïbes, en attendant mieux.*

L'AFFAIRE STEPINAC

Le Vatican au cœur de la polémique


AFP

Mgr Alozije Stepinac.

ENTRETIEN AVEC BERNARD LORY

Au cours du voyage qu'il a entrepris en Croatie les 3 et 4 octobre dernier, le pape Jean-Paul II a procédé à la béatification de Mgr Alozije Stepinac, archevêque de Zagreb pendant la Seconde Guerre mondiale. La cérémonie a suscité de nombreuses et vives polémiques. La figure du prélat croate est souvent associée au régime oustachi d'Ante Pavelic. Certains lui imputent même une part de responsabilité dans les massacres perpétrés entre 1941 et 1945 dans l'État indépendant croate (NDH) sur les civils serbes, tziganes et juifs (1). Qu'en est-il exactement ? Maître de conférence à l'Institut national des Langues orientales, auteur en 1996 de *L'Europe balkanique de 1945 à nos jours* (éditions Ellipses), Bernard Lory répond à nos questions.

ESH : La décision de béatifier Mgr Stepinac ne risquait-elle pas d'être ressentie par les Serbes comme une provocation ? Surtout au lendemain du conflit qui les a opposés aux Croates ?

Bernard Lory : Mgr Stepinac est né en 1898. Si la béatification a lieu cette année, c'est aussi parce que c'est le centenaire de sa naissance. Et puis, ce n'est pas tant l'archevêque de Zagreb de 1941 à 1945 qui a été béatifié. C'est l'archevêque résistant au communisme dans les années cinquante que Karol Wojtyla, lui-même farouche opposant aux régimes communistes, a souhaité honorer. La statue historique de Mgr Stepinac n'est pas monolithique. J'aurais même envie de dire qu'il y a deux Stepinac successifs, qui sont néanmoins une même personne : le Stepinac de la guerre, et celui de l'après-guerre. Leur figure historique n'est pas du tout la même.

ESH : En tout cas le Stepinac de la guerre est plutôt controversé !

B. L. : Mgr Stepinac est un personnage à part. Il est un des rares Croates à s'être battu sur le front de Salonique aux côtés de l'armée serbe pendant la Première Guerre mondiale. De ce fait, il était l'un des rares ecclésiastiques catholiques bien vus des Karadjordjevic, la dynastie serbe qui présidait aux destinées de la Yougoslavie. Il est devenu archevêque de Zagreb en 1937 alors qu'il n'avait pas encore 40 ans, dans un contexte très troublé, juste après la crise du Concordat. C'était l'époque à laquelle l'église orthodoxe serbe venait de torpiller le projet de Concordat entre le royaume de Yougoslavie et le Vatican.

ESH : Mais Mgr Stepinac ne reniait-il pas son identité croate ?

B. L. : Il faut comprendre que même s'il est bien vu de la dynastie régnante, Mgr Stepinac est un patriote croate. Quand arrive la Seconde Guerre mondiale, et la désintégration du royaume de Yougoslavie, il accueille avec enthousiasme la création d'un État croate indépendant. Cela ne veut pas dire pour autant qu'il accueille avec le même enthousiasme l'idéologie oustachie. En avril 1941, quand en l'espace de quelques jours la Yougoslavie est démantelée, Mgr Stepinac reçoit les nouveaux dirigeants de cette Croatie libre avec chaleur. Ce qui ne va pas l'empêcher de se trouver progressivement en désaccord avec les Oustachis.

ESH : Justement, quand a commencé à se manifester ce désaccord ?

B. L. : C'est une question très ambiguë. En avril 1941, Mgr Stepinac accorde aux Oustachis un soutien très net, mais comme le régime oustachi dérape vite (du reste on est étonné de la vitesse avec laquelle il sombre dans la brutalité et les excès), Mgr Stepinac commence à lui adresser des remontrances. Mais de façon feutrée. Ce n'est pas quelqu'un qui fulmine publiquement. Il a toujours été adepte des conversations discrètes. Les coups d'éclat lui sont étrangers. Mgr Stepinac entre surtout en conflit avec la politique des Oustachis en matière religieuse. Il y a deux exemples frappants. Le cas des Juifs convertis au catholicisme, que les Oustachis considèrent toujours comme des Juifs. Pour l'Église catholique, un converti devient un chrétien. Mgr Stepinac considérait comme de son devoir de protéger ces convertis et de s'opposer à ce qu'ils soient persécutés. Il y a aussi la question des conversions forcées

d'orthodoxes. Seule l'Église catholique est habilitée à donner le baptême, et le baptême ne peut être pratiqué qu'avec le consentement du candidat. Aux yeux de la hiérarchie catholique, les baptêmes forcés ne sont donc pas valides. Mais, à partir du moment où l'on est entré dans un univers de massacres ethnico-religieux, le prêtre qui convertit rapidement des Serbes au catholicisme leur sauve la vie. Il exerce une violence sur un plan moral, mais il leur sauve la vie. En France aussi beaucoup de prêtres ont distribué des certificats de baptême à des Juifs pour leur sauver la vie. Autour de ces baptêmes forcés, il y a eu un conflit entre Stepinac et les Oustachis. Conflit n'est d'ailleurs pas le terme puisque tout s'est déroulé en coulisses.

ESH : Est-il arrivé à Mgr Stepinac de prendre clairement position contre les Oustachis ?

B. L. : Il a prononcé des sermons dans lesquels il condamnait la violence d'une façon générale – les documents existent. On sait aussi qu'il est intervenu personnellement pour sauver des personnes. Au cas par cas. Au bout du compte cela peut aboutir à des centaines d'individus. Mais c'est vrai qu'il n'a pas clairement et nettement dénoncé les violences du régime oustachi. Tandis que d'autres évêques catholiques, comme l'évêque de Mostar, Mgr Misic, n'ont pas hésité, eux, à dénoncer l'inhumanité de ce régime.

ESH : Quelle a été l'attitude de Mgr Stepinac à la fin de la guerre ?

B. L. : Mgr Stepinac a soutenu le régime jusqu'au bout. Non pas par amour de l'oustachisme, mais pour sauver la Croatie indépendante. On sait qu'au printemps 1945 il a essayé de négocier l'abdication de Pavelic au profit de Macek, le chef du Parti paysan croate qui n'était pas compromis avec le régime oustachi, pour tenter de sauvegarder la grande Croatie. Mais il s'agissait encore de négociations feutrées, en coulisse. C'est la manière autrichienne d'ailleurs. L'Autriche-Hongrie a toujours été un pays où les négociations se menaient discrètement, sans publicité, sans tapage. C'est tout un style. À l'opposé du style serbe, qui préfère la prise de parole individuelle, et n'hésite pas à assener ses opinions à la face du monde.

ESH : Quelles relations le Vatican entretenait-il avec le Poglavnik ?

B. L. : Le Vatican n'a jamais reconnu officiellement le régime oustachi. Il y avait un représentant du Vatican à Zagreb, mais ce n'était pas un nonce. Il n'y avait donc pas de relations diplomatiques entre l'État indépendant croate (NDH) et le Vatican. Durant la guerre, Pavelic s'est rendu à Rome, et a rencontré le pape. Mais comme un simple chrétien. Pas en tant que chef d'État.

ESH : Que devient Mgr Stepinac quand le parti communiste arrive au pouvoir en 1945 ?

B. L. : Tito éliminait tous ceux qui étaient susceptibles de s'opposer à l'hégémonie du parti communiste. Il a cherché à briser l'Église catholique. Dès l'automne 1945 Mgr Stepinac a voulu convoquer une conférence épiscopale. Il fallait à tout prix défendre les droits de l'Église catholique face au nouveau pouvoir. Les biens du clergé catholique étaient menacés par la réforme agraire. Les monastères possédaient de vastes domaines qui tous étaient en passe d'être confisqués. D'autre part, le régime instauré par Tito prônait l'athéisme. Il convenait d'organiser une résistance. Il y avait aussi de la part de l'Église catholique croate la volonté de ressouder son unité. Certains membres de son clergé, en particulier dans l'ordre franciscain, s'étaient lourdement compromis avec les Oustachis. D'autres avaient combattu activement avec les communistes. Il était nécessaire de redonner son homogénéité au clergé catholique croate. Peu après l'envoi de la lettre pastorale résultant de cette conférence, Mgr Stepinac a été arrêté.

ESH : Le procès de Mgr Stepinac a eu un large écho en France. François Mauriac, par exemple, a pris publiquement sa défense.

B. L. : Mgr Stepinac a été jugé en 1946 sur des chefs d'accusation boiteux. On lui reprochait pêle-mêle d'avoir accueilli les Oustachis, d'avoir cautionné le régime de Pavelic, de s'être opposé ensuite aux communistes, d'avoir fomenté un complot, etc. Mais tandis que dans les autres procès communistes de l'époque, les accusés s'effondraient et avouaient tout ce qu'on voulait, Mgr Stepinac, au contraire, a fait front de façon admirable. C'est en cela qu'il est un grand homme. Dans cette Europe de l'Est qui capitule devant le communisme, il tient tête pendant son procès avec une étonnante dignité. Il est condamné à seize ans de travaux forcés, mais il n'accomplit pas sa peine. Au bout de quelques années il est assigné à résidence dans son village natal. C'est en quelque sorte une retraite forcée.

ESH : Le Vatican n'était-il pas intervenu auprès des autorités yougoslaves pour commuer la peine de Mgr Stepinac ?

B. L. : En 1952, Mgr Stepinac est élevé à la dignité de cardinal par Rome. Le régime titiste a voulu profiter de l'occasion pour se débarrasser de lui, mais il a refusé de quitter la Yougoslavie. Et les relations diplomatiques entre la Yougoslavie et le Vatican sont aussitôt rompues. Elles ne reprendront qu'en 1966. C'était une situation inconfortable pour un pays auquel Tito s'efforçait de donner une apparence d'ouverture. Le sort de Mgr Stepinac représentait en 1952 un véritable enjeu. Le Vatican le soutenait car il voyait en lui un pasteur défendant la cause de l'Église. Et cela jusqu'à sa mort en 1960.

ESH : Comment la figure de Mgr Stepinac est-elle devenue aujourd'hui l'un des emblèmes de l'identité croate ?

B. L. : Quelles figures les Croates pouvaient-ils choisir pour symboliser leur identité dans la seconde moitié du XX[e] siècle ? Évidemment pas Pavelic. Quant à Tito, il n'en a bien sûr pas été question. D'autant que le personnage n'a jamais cultivé sa « croacité ». C'est donc Mgr Stepinac qui est devenu le héros de la nation croate. Sa figure est aujourd'hui utilisée dans le discours national croate. D'une figure religieuse on a fait une figure explicitement nationale et croate.

ESH : Ne pouvait-on pas choisir une figure moins ambiguë ?

B. L. : C'est triste à constater, mais les Croates ne disposent pas dans leur histoire de héros très exaltants. Jelacic, Strossmayer, Radic (2)... sont des personnalités intéressantes, subtiles, mais aucun d'eux n'a accompli d'action d'éclat. Il leur manque un certain panache. Il y a une espèce de déficit en héroïsme dans l'histoire croate. Pour le compenser les Croates ont recours à des personnages qui ne s'y prêtent pas très bien. Quand on tient un discours héroïque, on est forcément noir et blanc. On doit être un héros à cent pour cent. Mgr Stepinac est un personnage trop nuancé qui devient un peu caricatural dans cette approche-là... Je crois que ce n'est pas lui rendre service que de le transformer en monument national. Et je crains que la béatification n'accentue cette héroïsation simplificatrice d'un personnage dont le rôle historique a été complexe.

PROPOS RECUEILLIS PAR VIRGINIE TANLAY

---

(1) *Le Génocide occulté. État indépendant de Croatie, 1941-1945*, par Marco Aurelio Rivelli. L'Age d'Homme, 1998.

(2) Jelacic : ban de Croatie qui a conduit les troupes croates au secours de la monarchie des Habsbourgs en 1848. Mgr Strossmayer (1815-1905) : évêque de Djakovo, promoteur de la culture croate dans une approche yougoslaviste. Radic : chef du Parti paysan croate et principal opposant au régime yougoslave entre 1918 et 1928, date de son assassinat en plein parlement.

Bilan critique des rapports franco-allemands

PAR LOUIS MONPEZAT



L'ancien chancelier Helmut Kohl.

En Allemagne d'abord et donc en Europe, l'époque est aux changements. Fin de l'ère Kohl, débuts d'une nouvelle période encore inconnue. L'occasion s'impose d'un retour sur le passé et d'un bilan critique des rapports franco-allemands débarrassés des légendes.

Se féliciter de l'excellence des rapports politiques et stratégiques entre la France et l'Allemagne demeure le point de passage obligé de la rhétorique diplomatique française ; l'axe Paris-Bonn est le support de représentations angéliques dont on ne peut comprendre le sens sans retour à l'histoire. Dans certains milieux et depuis la chute du mur de Berlin, il est pourtant de rigueur de dénoncer le « danger allemand » et la récente élection de Gerhard Schröder à la chancellerie semble effectivement marquer une rupture dans le cours des relations entre Paris et Bonn. Ministre-président du land de Basse-Saxe, le nouveau chancelier de la « République fédérale de Berlin » incarne l'Allemagne du Nord, protestante et tournée vers le monde anglo-saxon. La Basse-Saxe, faut-il rappeler, est l'ancien électorat de Hanovre, autrefois lié à l'Angleterre par une union dynastique. Au sortir de l'ère Kohl, un rapide bilan critique des rapports franco-allemands, depuis la fin de la « *guerre civile européenne* » (Ernst Nolte), s'impose donc.

En 1945, l'heure n'est pas encore à la réconciliation. Ruinée, occupée et humiliée, l'Allemagne n'est plus un sujet du droit international mais une proie et le Gouvernement provisoire de la République française poursuit des objectifs très durs : rattachement de la Sarre, internationalisation de la Ruhr, contrôle de la Rhénanie et démembrement du Reich. Cette politique échoue du fait de l'opposition anglo-américaine. Comme aux lendemains de la Première Guerre mondiale – on se souvient des avertissement de John Maynard Keynes – les nécessités de la reconstruction économique européenne excluent en effet l'écrasement définitif de l'Allemagne. D'autre part, la guerre froide se profile et chacune des deux superpuissances entend bien instrumentaliser une Allemagne unie. En 1949, la fin du blocus de Berlin débouche sur la fondation de la République fédérale allemande à l'ouest, avec pour pendant oriental la République démocratique allemande, fondation qui marque l'échec du revanchisme français.

La vision gaullienne d'une restauration de l'ancien espace franc

Dans un second temps, les dirigeants français utilisent le thème européen, en vogue depuis le discours de Winston Churchill à Zurich (1946), pour encadrer et se subordonner la RFA. Tel est le sens de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), mise en place en 1951, puis du traité sur la Communauté européenne de défense (CED), signé l'année suivante. La CED autorise le réarmement de la RFA, conformément aux exigences des États-Unis, tout en noyant les contingents allemands dans une armée européenne dont Paris prendrait la direction. La « construction européenne », on le voit, est pour le moins ambiguë et c'est là son vice constitutif. La CED est pourtant rejetée par le Parlement français (30 août 1954) et la RFA intègre directement l'OTAN. La solution lui agrée : la tutelle du lointain protecteur américain est préférable à celle de la France et l'OTAN permettra à la RFA de retrouver de la souveraineté. Objectif à terme, l'égalité de statut avec la France. C'est dans ce cadre atlantique et sous l'égide des États-Unis que les deux pays se réconcilient.

Le rapprochement entre Paris et Bonn commence donc sous la IVe République, avec le règlement du problème de la Sarre, rattachée à la RFA en 1956. Dès lors sont lancés d'ambitieux projets, un temps contrariés par le retour du général de Gaulle au pouvoir. De 1958 à 1960, la Ve République naissante cherche à obtenir la mise en place d'un directoire tripartite – États-Unis, Grande-Bretagne, France – à la tête de l'Alliance atlantique. Ce projet ainsi que celui d'une union politique européenne (plan Fouchet) ayant échoués, le général de Gaulle et Konrad Adenauer conçoivent une communauté politique franco-allemande (traité de l'Élysée, 22 janvier 1963). Cet axe Paris-Bonn ne va pas sans arrière-pensées mais il s'inscrit dans une claire perception des enjeux géopolitiques. En 1943, relate Otto de Habsbourg, le général de Gaulle avait déjà esquissé son projet carolingien : « *Si l'on veut vraiment établir en Europe repos et bien-être,* expliquait-il alors, *cela n'est possible que par une révision du traité de Verdun et la réunification des Francs de l'Ouest et de l'Est* » (1). Le traité de l'Élysée vise à restaurer cette « communauté d'espace franc », territoire-noyau et pays-tronc du continent européen. Les pressions de Washington amènent le Bundestag à voter un préambule rappelant le primat des solidarités transatlantiques et occidentales sur l'axe franco-allemand et le traité de l'Élysée est vidé de sa substance. Suit une phase de *statu quo* et



DR

Visite à Paris du chancelier Adenauer en 1963 pour la signature avec le général de Gaulle du « traité de l'Élysée ».

sous Pompidou (1969-1974), les choses ne s'améliorent pas. Méfiant vis-à-vis du deutsche mark et de l'Ostpolitik de Willy Brandt, le nouveau président français entame un rapprochement avec la Grande-Bretagne.

Viennent ensuite les temps du « couple franco-allemand ». De 1974 à 1981, Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt relancent la « construction européenne » (système monétaire européen, élection au suffrage universel direct du Parlement européen). Allant au-devant des souhaits de la RFA, la France se rapproche sur les plans stratégique et opérationnel de l'OTAN. Sans grand succès, rappelle Georges-Henri Soutou, une partie de l'opinion publique allemande, suivie par le SPD, évoluant vers un neutralisme antinucléaire (2). François Mitterrand et Helmut Kohl prennent le relais et dans les années quatre-vingt, le resserrement des liens franco-allemands est spectaculaire. Dans un contexte de nouvelle guerre froide, le président français vient au Bundestag soutenir l'installation des euromissiles américains en RFA (1983). Suivent la réactivation de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), la poursuite du projet européen et la signature d'un protocole venant compléter le traité de l'Élysée (22 janvier 1988). C'est à la fin de la décennie que le cours de l'histoire bifurque et vient contrarier cet itinéraire soigneusement balisé.

A l'automne 1989, les événements se précipitent. Sous l'effet des contradictions du gorbatchévisme, la RDA se délite. A Berlin-Est comme dans toute l'Allemagne de l'Est, les manifestants scandent *« Wir sind ein Volk »* et le mur de Berlin tombe. Prenant acte de la nouvelle doctrine de non-intervention de l'URSS (doctrine Sinatra), Helmut Kohl saisit l'instant propice (le Kaïros des Anciens) et propose un plan de réunification. A l'Élysée, la perspective de l'unité allemande, bien que prévue par les accords de Londres et de Paris (1954), est difficilement vécue. François Mitterrand se précipite à Kiev le 6 décembre 1989, pour y jouer un mauvais remake de l'alliance franco-russe, puis à Berlin-Est le 20 du même mois. Mikhaïl Gorbatchev est déjà moribond et cette diplomatie erratique échoue à maintenir un *statu quo* qui n'existe plus. En droit international, la réunification intervient le 3 octobre 1990 et depuis, l'axe franco-allemand est soumis aux paradoxes éléatiques (3).

Une alliance incertaine

La réunification a de fait modifié les paramètres géopolitiques continentaux. Principale puissance économique européenne, la nouvelle Allemagne a désormais recouvré sa pleine souveraineté. Elle a pris du poids et ne saurait être utilisée comme levier d'Archimède par la France. Cette reconfiguration géopolitique a déjà produit ses effets en termes de politique étrangère et de relations franco-allemandes. Bonn a joué un rôle majeur dans l'élargissement à l'Est de l'OTAN, élargissement essentiel à la stabilisation de la Mitteleuropa. La nouvelle Allemagne revendique depuis 1992 un siège de membre permanent au sein du Conseil de sécurité de l'ONU et en 1995, pour marquer le retour à la normalité, elle a renoué avec les interventions militaires extérieures (envoi de troupes en Bosnie dans le cadre de la SFOR). Sur le plan européen, l'intégrationnisme inconditionnel n'est plus de mise. *« La meilleure politique étrangère,* souligne Wolfgang Schaüble, *est celle qui défend les intérêts nationaux »* et lors du conseil européen d'Amsterdam (1997), Helmut Kohl a défendu le principe du vote à l'unanimité dans un certain nombre de secteurs considérés comme vitaux. Exit le fédéralisme et les « États-Unis d'Europe » ! Les gouvernements français tardant à prendre acte de ces nouvelles réalités, la coopération entre les deux principales nations européennes piétine. Inversement, aux marges de l'arc politico-institutionnel français, les « nationaux-républicains » entretiennent une vision fantasmatique de l'Allemagne qui ne peut que conduire à des impasses (mirage de l'union latine par exemple).

Au terme de quatre décennies de rapports politiques et stratégiques entre la France et l'Allemagne, il apparaît que l'alliance entre ces deux États demeure incertaine. Pour le plus grand profit des États-Unis, chacun des deux partenaires a constamment cherché à se placer à l'intersection du système européen et du système atlantique. La réunification allemande a cependant sonné le glas du projet gaulliste d'« Europe française » ; là est la vraie rupture. D'aucuns évoquent le bel avenir de l'axe germano-américain, Bill Clinton mettant en avant le thème du *« partnership in leadership ».* C'est faire bon marché des rivalités géopolitiques qui, à moyen terme, mettront aux prises Berlin et Washington en Europe centrale et orientale.

Dans cette perspective, l'alliance franco-allemande demeure incontournable mais il faut remettre l'ouvrage sur le métier. Prendre la juste mesure du partenaire – un sujet politique et stratégique pleinement constitué mais pas une superpuissance, dans le cas de l'Allemagne – et procéder à l'inventaire de quelques quarante années d'intenses relations. Actif et passif. Et l'on peut à bon droit estimer que le retour de l'Allemagne à la normalité permettra de refonder l'alliance des Francs de l'Ouest et des Francs de l'Est non plus sur des rites conjuratoires mais sur la base de volontés de puissance ouvertes et assumées.

L. M.

(1) Cité par Pierre Maillard, *De Gaulle et l'Europe*. Tallandier, 1995, p. 99. Du même auteur, voir *De Gaulle et l'Allemagne. Le rêve inachevé.* Plon, 1990.

(2) Georges-Henri Soutou, *L'alliance incertaine*. Fayard, 1996, p. 351-369.

(3) Nous empruntons cette expression à Pierre Hassner, auteur de « La coopération franco-allemande : Achille immobile à grands pas », *Le couple franco-allemand et la défense de l'Europe,* sous la direction de Karl Kaiser et Pierre Lellouche. Institut français des relations internationales, 1986.

Le grand bouleversement

PAR PATRICK JANSEN

Novembre 1918. La France est victorieuse mais exsangue. Proportionnellement à sa population et à sa démographie, la guerre est plus lourde pour la France que pour tout autre pays. Le coût matériel lui aussi est immense. Les classes moyennes sont ruinées. Le prix moral est plus lourd encore. La société est bouleversée. Bilan de quatre années qui ont brisé la civilisation européenne.

Le 11 novembre 1918, la France sort victorieuse d'une guerre de plus de quatre ans qui l'a obligée d'aller à l'extrême limite de ses ressources propres. Elle l'a finalement emporté, mais sans avoir pu écraser militairement un adversaire pourtant affaibli par ses désordres intérieurs. La France a donc d'autant plus le sentiment de sa faiblesse que le succès n'a pu être acquis qu'avec le concours d'alliés puissants, l'Angleterre bien sûr, mais aussi, et ceci est radicalement nouveau, les États-Unis d'Amérique et leur puissance industrielle. La célèbre formule du général Pétain, *« j'attends les Américains et les chars »*, montre que la France a sans doute gagné pour avoir, mieux que les Empires centraux, compris, *et toléré*, que l'arbitrage d'une guerre européenne échappe dorénavant à l'Europe.

Matériellement, physiquement et spirituellement, la France et son peuple porteront longtemps les stigmates de l'épreuve.

Au plan démographique, d'abord. Comme l'écrit Maurice Garden, (*Histoire de la population française*, PUF), *« la population française sort épuisée de la Première Guerre mondiale... Elle prolonge presque mécaniquement les tendances qui s'étaient dégagées depuis la fin du XIXe siècle : basse fécondité, basse natalité, vieillissement de la pyramide des âges, appel à la main-d'œuvre étrangère, accentuation des déséquilibres territoriaux ».*



Je songe à vos milliers de croix de bois, alignées tout le long des grandes routes poudreuses, où elles semblent guetter la relève des vivants, qui ne viendra jamais faire lever les morts. Croix de 1914, ornées de drapeaux d'enfants, qui ressembliez à des escadres en fête, croix coiffées de képis, croix casqués, croix des forêts d'Argonne qu'on couronnait de feuilles vertes, croix d'Artois, dont la rigide armée suivait la nôtre, progressant avec nous de tranchée en tranchée, croix que l'Aisne grossie entraînait loin du canon et vous, croix fraternelles de l'arrière, qui vous donniez, cachées dans la taillis, des airs verdoyants de charmille, pour rassurer ceux qui partaient. Combien sont encore debout, des croix que j'ai plantées ?

Roland Dorgelès, Les Croix de bois, *Albin Michel, 1919.*

LA BARBARIE INDUSTRIALISÉE

Cette guerre universelle, aux origines principalement économiques et financières, se termina finalement par la famine, la banqueroute et le bouleversement de tout l'ordre social dans les pays vaincus. Le blocus y fut l'arme maîtresse, ce qui ne manque jamais d'arriver quand le temps est suffisant pour lui permettre d'agir efficacement, car « le volume » de son « pouvoir d'attaque » est total, frappe chaque homme, chaque femme et chaque enfant ; comme chaque manufacture et souvent chaque ferme du territoire assiégé. Derrière le blocus vint le tank, dont l'effet moral dépassait de beaucoup les effets matériels, parce qu'en face de ses assauts, le soldat allemand se sentait, comme il l'était en fait, impuissant. Et Ludendorff eut raison de baptiser la grande victoire des tanks à Amiens, le 8 août 1918, *« le jour de deuil de l'armée allemande »*.

La révolution qui suivit la guerre fut complète. Politiquement elle détruisit trois empires, l'Allemagne, la Russie et l'Autriche. Économiquement et financièrement, elle ruina les nations vaincues, et à l'exception des États-Unis, elle saigna à blanc les vainqueurs.

Dans son caractère même, cette guerre fut aussi révolutionnaire que dans ses résultats. La moralité et la plus élémentaire décence y furent jetées par-dessus les moulins. A cet égard, elle différa essentiellement à la fois des guerres napoléoniennes et de la guerre de 1870, car dans ces derniers conflits, les adversaires avaient réussi à se protéger contre les foyers révolutionnaires. L'emploi des atrocités comme arme de propagande devint universel. *« Terrifier pour terrifier et détruire. Le but immédiat du combat est de tuer et de continuer à tuer, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus rien à tuer »*, telle fut la thèse soutenue par un militaire français dès avant-guerre, et mise en pratique pendant celle-ci. Comme le capitaine anglais Charles Ross l'avait fait remarquer des années plus tôt : *« La guerre est un retour à la barbarie. Il n'y a pas de déloyauté dans la guerre sauf celle qui défend d'épargner ; pas de moralité, sauf qu'il faut finir vite. Dans la lutte pour la vie, il n'y a place ni pour l'amour ni pour le sentiment. La barbarie la plus farouche est à l'ordre du jour. Les atrocités sont les dernières ressources de la stratégie dans ses efforts pour mettre l'ennemi à genoux »*.

Les moyens de combat eux aussi étaient révolutionnaires, car pour la première fois dans l'histoire de la guerre les batailles furent aussi bien des luttes entre usines concurrentes qu'entre armées rivales. La production des armes fut un facteur plus décisif dans la bataille que la conscription. Dieu marcha avec les plus grandes industries plutôt qu'avec les gros bataillons, et avec le tank et le canon, plus qu'avec le fusil et la baïonnette. Comme l'écrit J.-T. Shotwell : *« Durant les années de 1914 à 1918* [...] *la guerre passa définitivement dans la phase industrielle de l'histoire économique* [...]. *L'industrie de la guerre combine deux techniques : la technique de paix qui alimente la guerre avec ses ressources, et la technique de destruction »*. Pendant ce temps, les profits pécuniaires de la guerre passèrent du pillage par le général et ses troupes aux bénéfices faits par les financiers, les entrepreneurs et les industriels.

Comme presque toujours dans les grandes guerres, c'est le côté battu qui apprit le plus. Tandis que les vainqueurs regardaient la guerre comme un incident liquidé, les vaincus la regardèrent comme la conséquence de graves erreurs. Pour l'URSS, l'Allemagne, et à un degré moindre l'Italie, les quatre leçons suprêmes de la guerre furent la nécessité croissante :
a) d'une autorité politique de guerre ;
b) d'une discipline de guerre nationale ;
c) d'une économie autarcique de guerre ;
et d) d'une technologie de guerre.
Valables pour le temps de guerre, ces leçons l'étaient aussi pour le temps de paix, si l'on voulait être prêt pour la guerre.

Tout ceci conduisit à l'autocratie, à l'enrégimentement, à l'autarcie et à la mécanisation, en somme, à une nouvelle conception de la civilisation. En URSS et en Allemagne, la puissance militaire ne fut plus regardée comme la protectrice de l'existence nationale, mais comme l'élément de sa régénération.

JOHN F. C. FULLER
L'influence de l'armement sur l'histoire,
Payot, Paris, 1948.

Le général F. C. Fuller (1878-1964) fut le théoricien militaire le plus novateur et le plus profond de la première moitié du XXᵉ siècle. Il avait fait ses premières armes pendant la guerre des Boers. Membre de l'état-major britannique en 14-18, il fut le premier à comprendre l'importance des chars. Il conçut et planifia leur utilisation dans la bataille de Cambrai (20 novembre 1917) qui fut la première grande offensive de l'histoire appuyée sur des blindés. Théoricien de la guerre mécanisée après 1919, il vit ses théories reprises par l'état-major allemand qui les fit triompher en 1940. Auteur de très nombreux ouvrages, John F. C. Fuller était à la fois un historien aux vues hardies et un philosophe de l'histoire.

La guerre, c'est, immédiatement perceptible, la quasi-disparition d'une génération : en 1 560 jours de guerre, il y eut 1 397 000 tués dans l'armée française, frappés de manière très inégale : certains jours d'offensive, on compta jusqu'à 10 000 tués. Dans la France de 1919 on voit des jeunes et des plus de 50 ans mais la génération intermédiaire a été frappée à mort : la classe 1914, la plus touchée, a eu 29,2 % de pertes, les classes 1907 à 1915 chacune plus de 20 %. Les conséquences seront durables : déficit des naissances et appel à des populations étrangères pour le combler ; ces dernières restent fondamentalement d'origine européenne : à eux seuls, Italiens, Espagnols, Belges et Polonais représentent 72 % des étrangers en 1921, comme encore en 1936. Ainsi, le caractère « hexagonal » de la population française s'affaiblit, mais nullement sa spécificité européenne.

Exode rural et ruine des classes moyennes

La répartition géographique des pertes est très inégale : l'Ouest et le Centre ont été les plus durement touchés. Aujourd'hui encore, un simple coup d'œil aux monuments aux morts révèle l'ampleur de la catastrophe. En Bretagne, en Normandie, mais aussi en Corse, il y a parfois davantage de noms sur le monument que d'habitants dans le village. Pourtant, ce ne sont pas les communes les plus petites qui sont les plus frappées, mais les plus représentatives de la France d'alors, celles de 500 à 1 000 habitants. Le visage traditionnel de la France change définitivement.

La répartition sociale est tout aussi inégale. Les officiers et sous-officiers, l'élite de la bourgeoisie comme les instituteurs ont eu proportionnellement davantage de victimes que les simples fantassins : 19 % chez les officiers, 16 % chez les soldats, 12 % « seulement » chez les hommes de troupe indigènes (contrairement à ce que voudrait faire croire à des fins de propagande idéologique la récente remise en lumière de leur rôle), 7 % chez les marins. Les paysans, qui représentaient plus de 40 % de la population active à la veille de la guerre (contre 16 % en Allemagne) comptent, selon le rapport de Louis Marin, outre 700 000 tués, plus de 500 000 blessés si graves que devenus inaptes aux travaux des champs et à la charge des familles.

Mécontents de ne pas voir la reconnaissance de leur sacrifice, ils sont de surcroît victimes des préjugés citadins, comme auteurs de

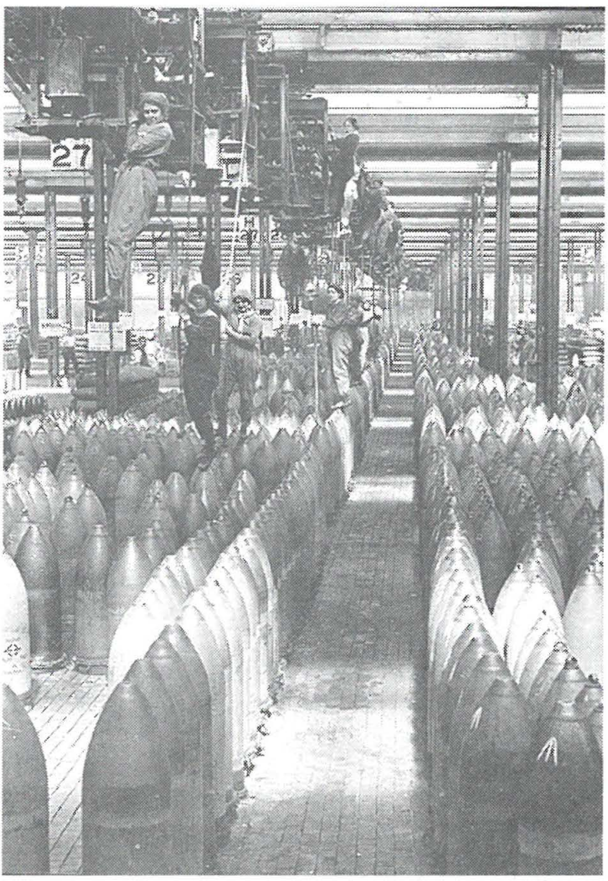
la « vie chère ». Pourtant, leur enrichissement n'est souvent qu'une apparence, du fait de la baisse relative de la valeur de la terre. L'exode rural se poursuit et s'accentue, en particulier celui des journaliers : en une quinzaine d'années plus de 500 000 viennent grossir les villes. Les inégalités paysannes subsistent, le déséquilibre entre un Nord moderne et un Sud traditionnel ou parfois archaïque en matière agricole s'amplifient.

Comme le coût humain, le coût matériel de la guerre est immense. Dans son *Histoire économique de la France entre les deux guerres*, Alfred Sauvy l'estime à 55 milliards de francs-or, soit 15 mois de revenu national de 1913 ou encore l'équivalent des investissements de 11 années.

L'effondrement monétaire qui suit l'armistice vient mettre fin à plus d'un siècle de stabilité relative du franc Germinal, déclaré inconvertible légalement au début de la guerre. Voté en 1914 à l'approche de la guerre, l'impôt sur le revenu est introduit en fait en 1916. A assez court terme, il provoquera l'érosion, pour ne pas dire la disparition de la bourgeoisie oisive, mais, dans un pays où une part si grande de la population est mobilisée, il ne finance l'effort de guerre que dans des proportions dérisoires. D'où la nécessité de faire marcher « la planche à billets ». Cela fut particulièrement vrai sous le ministère Clemenceau, le ministre des Finances, Louis-Lucien Klotz, étant beaucoup moins prudent que son prédécesseur Alexandre Ribot. La couverture de la masse monétaire passe ainsi de 70 % en 1914 à 21,5 % en 1919.

L'emprunt, principalement les bons de défense nationale à 5 % (taux considérable en période de stabilité monétaire) couvre à lui seul plus de la moitié des dépenses de guerre. En fait la guerre fut surtout financée par l'inflation : la valeur réelle des obligations en 1920 ne représente plus que 40 % de celle de 1914. Les valeurs étrangères ayant de surcroît perdu la moitié avec la chute des Empires russe et ottoman, la fortune mobilière est divisée par 6 ou 7 ; 85 % des rentiers sont ruinés et avec eux l'esprit d'épargne et d'individualisme. La voie est ouverte pour les grand mouvements de masse du XXe siècle, pour les divers socialismes, nationaux ou internationaux.

Mais dans les classes moyennes qui ont massivement payé la guerre triomphe aussi de l'esprit de consommation immédiate, même si le mot est un peu anachronique. Cet état d'esprit résumé par la formule : *« l'Allemagne paiera »*, durera et contribuera à éloigner la France des réalités.



DR

Femmes au travail dans une usine de munitions. Au fil de la guerre, il a fallu remplacer les hommes mobilisés. Quantité de femmes sont aussi contraintes de travailler en l'absence d'un mari. De nouvelles activités s'offrent à elles et pas seulement dans les hôpitaux militaires. La généralisation de la machine à écrire donne naissance pour longtemps à l'universelle dactylo.

Le pacifisme des anciens combattants

Le travail reprend. Si l'effort de guerre a quelque peu favorisé l'émergence d'un nouveau patronat technicien, ayant observé la mutation des États-Unis, il ne faut pourtant pas, sur la foi du monde de l'automobile, Renault ou Citroën, exagérer l'ampleur du phénomène : la France reste le pays de la petite entreprise, 4 entreprises industrielles sur 5 ont moins de 6 salariés en 1926.

La modernité se manifeste davantage dans l'urbanisme. Comment reconstruire les cités détruites ? A l'identique, ou selon de nouveaux schémas permettant de mettre en pratique l'idéalisation de la vie sociale ? La crise du logement et de la construction consécutive au moratoire sur les loyers de 1914 est à l'origine directe du délabrement progressif des centres urbains. (Ce phénomène sera aggravé, après la Seconde Guerre mondiale, par la loi de 1948). Comme l'écrit Marcel Roncayolo, *« ce choix politique accentue certaines tendances : la division du marché immobilier entre l'immeuble de standing et l'habitation ouvrière, le neuf et l'ancien ; le désintérêt du capital privé à l'égard du logement populaire ; la dégradation sans entretien du patrimoine »*.

La distinction territoriale entre quartiers riches et pauvres commencée sous Haussmann et destructrice du sentiment d'appartenance à une même communauté de peuple se poursuit tandis que les pouvoirs publics s'investissent massivement dans la création des offices municipaux d'habitations à bon marché : dès 1919 à Caen et à Lyon, en 1920 à Bordeaux, 1921 à Grenoble et Saint-Étienne, etc. Mais c'est dans les banlieues qu'on trouve désormais les nouveaux arrivants, et avec elles un nouveau visage des grandes villes.

Pourtant, les ruptures se situent davantage au niveau des mentalités qu'à celui des structures matérielles.

Au plan des institutions, le système démocratique a fonctionné à peu près, en particulier en ce qui concerne la soumission de la sphère du militaire au pouvoir civil. Le retour à la France de l'Alsace et de la Moselle a posé quelques problèmes, plutôt bien résolus, pour certaines lois promulguées depuis un demi-siècle, en particulier, la loi de 1905 sur la séparation de l'Église et de l'État. En matière coloniale, l'entre-deux-guerres semble l'âge d'or de l'Empire français, mais ce n'est qu'un trompe-l'œil. Le déclin de l'homme blanc a commencé. Pierre Benoit en a fait une description subtile dans l'un de ses meilleurs romans, *Monsieur de la Ferté*, où deux officiers français et allemand refusent d'en découdre par troupes indigènes interposées.

Les mentalités, donc, évoluent. La politique de Briand, la mise hors la loi de la guerre, l'esprit de Locarno, l'adoption de la stratégie défensive du bouclier (en place de celle du glaive) qui aboutira peu après à l'édification de la ligne Maginot, sont la face visible d'un pacifisme qui naît et se développe même parmi les anciens combattants les plus glorieux. La France se couvre de 36 000 monuments aux morts, dont l'étude attentive,

celle par exemple d'Antoine Prost dans la remarquable somme sur *Les Lieux de mémoire* parue chez Gallimard, montre les sentiments variés et contradictoires, allant de l'exaltation de l'héroïsme le plus guerrier jusqu'à un total pacifisme : « *Que maudite soit la guerre* » porte pour simple inscription le monument d'Équeurdreville (Manche).

Le pacifisme a pour principaux vecteurs les paysans, les instituteurs (le SNI a lutté contre les manuels scolaires nationalistes) et les intellectuels. Pendant la guerre et l'union sacrée, les rarissimes grandes voix comme celle de Romain Rolland, qui s'étaient élevées contre le conflit étaient demeurées sans écho. Il s'agit dorénavant d'empêcher l'oubli des horreurs de la guerre. La littérature de guerre mêle pages de gloire et pages d'horreur, du *Feu* de Barbusse aux *Croix de bois* de Dorgelès, même s'il faudra sans doute attendre la décennie suivante et les premières pages du *Voyage au bout de la nuit* pour avoir le véritable chef-d'œuvre sur le sujet.

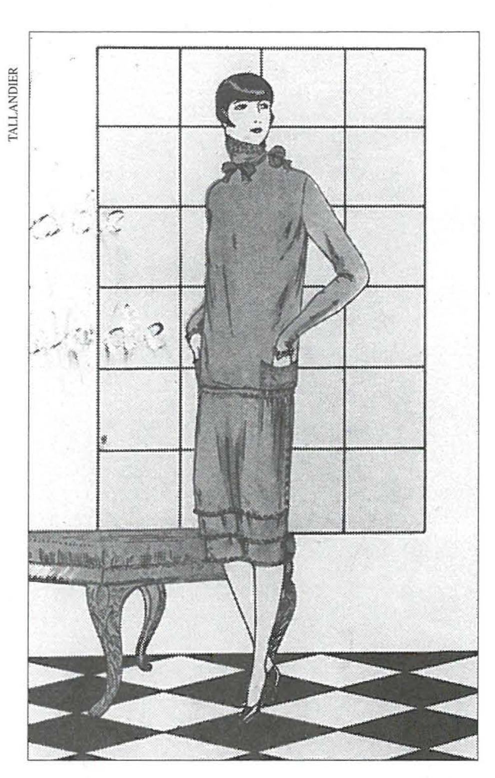
Ce pacifisme total et sans nuances, se retrouvera encore, à l'approche du second conflit, chez un Giono : *Refus d'obéissance* est bien la conséquence et la suite du *Grand troupeau.* D'autres suivront les fluctuations communistes et abandonneront le pacifisme quand il s'agira de défendre non point la France, mais l'URSS, pays et paradis des travailleurs.

Le pacifisme d'après-guerre permet aussi, et avec justesse, de chercher les responsabilités de la guerre également en France et pas seulement du côté du méchant Kaiser, d'incriminer le nationalisme français autant que le nationalisme allemand. A cet égard, les manifestations violentes à la suite de l'acquittement, le 29 mars 1919, de Raoul Villain, le meurtrier de Jaurès, sont autant un symbole que son acte l'avait été cinq ans auparavant.

Une analyse rigoureuse des adhésions au parti socialiste juste après l'armistice, plus par haine de la guerre que par enthousiasme social révolutionnaire montre de même que c'est la guerre plus que l'état de la société qui a en France été responsable de la naissance du parti communiste.

Après la saignée de la guerre, le rapport à la violence et à l'emploi des armes change. Ainsi, on constate la quasi-disparition du duel, si fréquent avant la guerre en matière de presse, par exemple. Cette façon de régler ses comptes n'est, d'une certaine façon, plus tolérée.

Si les hommes inclinent au pacifisme, les femmes sans céder massivement au féminisme, s'installent dans un rôle auquel la guerre et l'absence des hommes les a contraintes. Ainsi, en 1918, plus de 3 millions d'agriculteurs sont mobilisés. Dans le *Cheval d'orgueil*, Pierre-Jakez Hélias montre que, même dans un pays aussi attaché aux traditions que la Bretagne, quand l'homme revient de guerre, il ne recommencera pas à commander despotiquement la femme, « *chef d'exploitation par nécessité* ». « *Quelques héros couverts de médailles n'arriveront jamais plus à commander* ».



TALLANDIER

La mode « garçonne », symbole de l'émancipation féminine dans les années vingt.

L'esprit de l'Europe frappé au cœur

Anne-Marie Sohn, dans la grande *Histoire des femmes* dirigée par Georges Duby et Michelle Perrot, affirme pourtant, avec une nuance de regret, que « *si les années vingt présentent les signes d'une émancipation féminine, cheveux courts, garçonnes et droit de vote pour les Anglaises, la vie quotidienne des femmes évolue peu ; l'idéal de la femme au foyer semble, plus que jamais, incontesté, comme le partage des rôles qu'il implique* ».

Peut-être ce point de vue est-il excessif. Au-delà de l'aspect visible de la femme « libérée » : robes Chanel et coiffures courtes, il y a aussi l'arrivée de la machine à écrire comme outil de travail. Les femmes jadis vouées au textile ou à la couture se transforment ; le règne de la dactylo commence : elles sont déjà un million au début des années 1920, et la syndicalisation féminine se développe : en 1920, il y a déjà 239 000 adhérentes soit une femme pour sept hommes.

Par ailleurs, si les infidélités commises pendant la guerre, peintes par *Le Diable au corps* et prouvées par les statistiques (8,4 % de naissances illégitimes à la veille de la guerre, 14,2 % en 1917) appartiennent peut-être au passé, l'âge du mariage perd simultanément de son influence et de sa spécificité, et « *fait passer au premier plan le rôle de la contraception, désormais seul contrôle efficace de la fécondité* » (Hervé Le Bras).

Deux grands artistes, chacun à leur façon, montrent la radicalité des changements de mentalité dont la première guerre fut le vecteur.

Proust, dans le dernier volume de la *Recherche du temps perdu*, peint l'extraordinaire accélération du déplacement des élites : à terme, il n'y a plus de hiatus entre le côté de Guermantes et le côté de chez Swann, entre l'aristocratie de lignage et le monde moderne de l'argent, le second remariage de Mme Verdurin devenant princesse de Guermantes le symbolise.

Ernst Jünger, lui, a bien vu le caractère radicalement nouveau de la Grande Guerre, la *Mobilisation totale* qu'elle entraînait et le caractère désormais obsolète de distinctions venues souvent de la nuit des âges : état de guerre et de paix, front et arrière, forces matérielles et spirituelles, économie et institutions, ruralité et vie urbaine, rôles respectifs du guerrier et de la gardienne du foyer, du jeune combattant et du responsable politique expérimenté.

Les hommes qui ont fait cette guerre ont tenu malgré la peur, la faim, la misère, la boue, les rats, les poux, etc. Désormais, ils n'en auront globalement plus la force. Car en France comme ailleurs en Europe, la guerre ne finit pas vraiment avec l'armistice. Les suites sont telles, dans tous les domaines, qu'il ne faudra même pas l'espace complet d'une génération pour aller au bout des « conséquences politiques de la paix ». Les deux guerres mondiales, au moins sur ce plan, apparaissent à l'observateur attentif comme les deux actes, indissolublement liés même s'ils sont séparés par un bref et inquiet entracte, de la guerre civile européenne au cours de laquelle non seulement l'élite, mais l'esprit même du Vieux Continent a reçu un coup mortel.

P. J.

DES PROMESSES DE RÉGÉNÉRATION

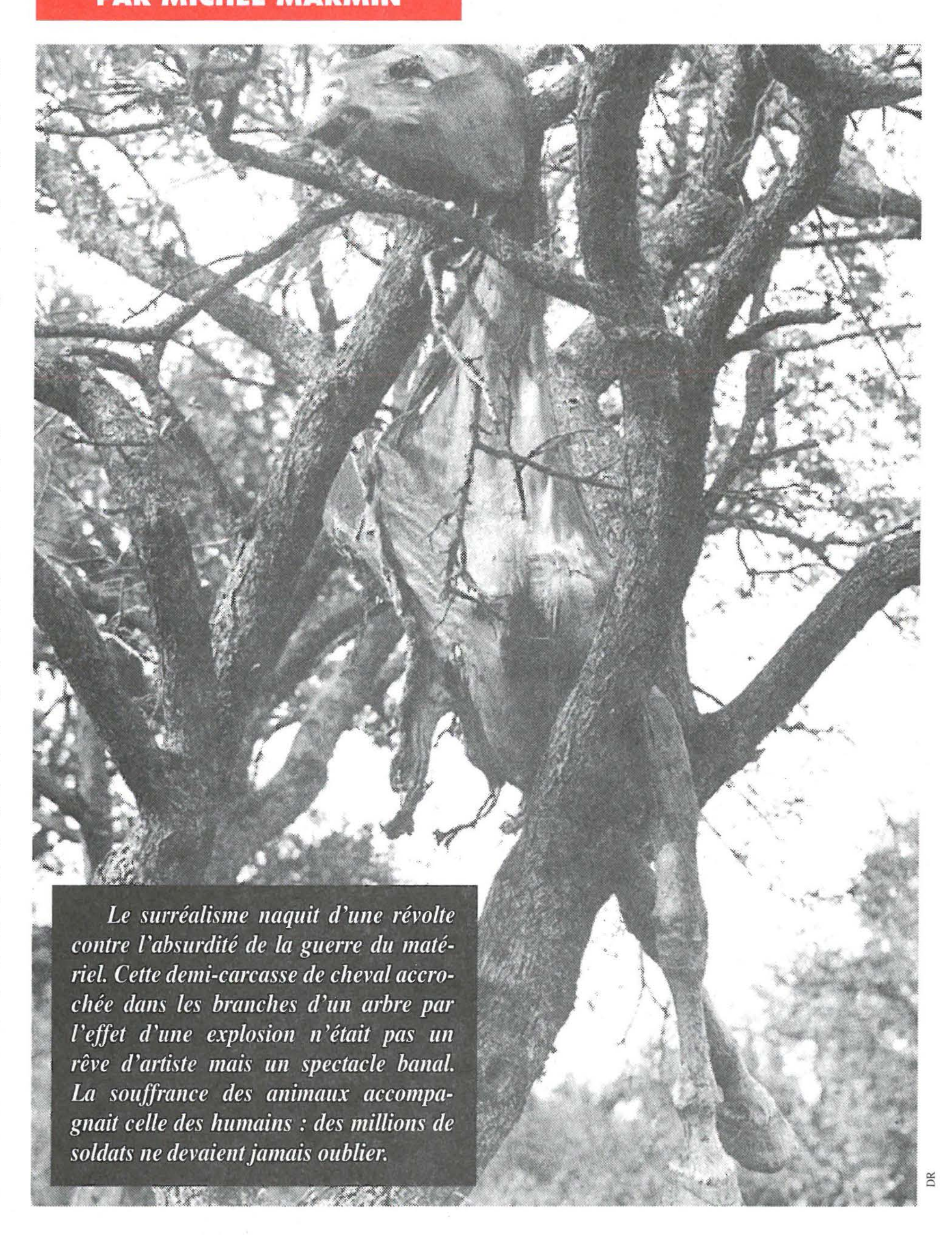
Le traumatisme dans le miroir de l'art

PAR MICHEL MARMIN

Dès le tournant du siècle l'œuvre des artistes annonce la fin d'un monde exténué. Dans le retour de l'élémentaire, une régénération est en marche. Mouvement que la guerre précipitera, amplifiera jusqu'au délire.

Comme toujours, les artistes et les poètes avaient été les meilleurs prophètes. Et comme toujours, aussi, personne ne les avait écoutés. Pourtant, ceux qui, au lendemain de la Première Guerre mondiale, réalisèrent avec stupéfaction que toute une civilisation s'était écroulée, auraient pu, dès le début du siècle, s'apercevoir que la fin était proche, très proche. Il leur aurait suffi de fréquenter les galeries d'art et les salles de concert, à Paris, à Vienne, à Berlin, à Moscou. Ils auraient vu que, pour certains cerveaux hardis, le vieux monde n'avait plus rien à dire, qu'il était exténué, et que seul un formidable retour aux sources pourrait le régénérer. Ces artistes, ces musiciens, n'avaient cependant pas la passion de détruire – le vieux monde se mourait très bien tout seul –, mais au contraire de construire en déchirant l'épais tissu des conventions dans lesquelles s'était enlisée la tradition et en libérant les flots d'une énergie primordiale, en appelant aux couleurs même de la vie.

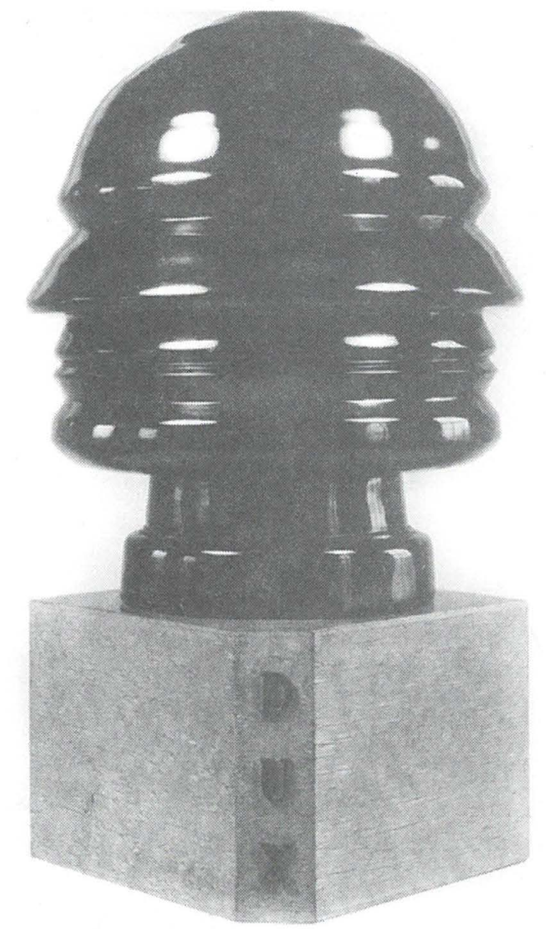
Tel avait été notamment le propos des fauves, ainsi joliment qualifiés par un critique d'art en 1905. Les Matisse, les Vlaminck, les Derain, n'étaient pas des iconoclastes. Mais la



Le surréalisme naquit d'une révolte contre l'absurdité de la guerre du matériel. Cette demi-carcasse de cheval accrochée dans les branches d'un arbre par l'effet d'une explosion n'était pas un rêve d'artiste mais un spectacle banal. La souffrance des animaux accompagnait celle des humains : des millions de soldats ne devaient jamais oublier.

DR

DR



Exemple du futurisme italien. Tête de Mussolini en terre cuite noire par R. A. Bertelli.

civilisation occidentale étant atteinte de leucémie, une formidable transfusion sanguine s'imposait. Les rouges les plus éclatants, les jaunes les plus ensoleillés, les verts les plus crus viendraient se substituer à l'affreuse et morbide grisaille des apparences, chanter, hurler la vie dans son expression la plus élémentaire. Ce fut incontestablement un magnifique espoir, relayé un peu partout en Europe, et plus particulièrement en Allemagne avec la Nouvelle Sécession et *Die Brücke*. Les Allemands ne faisant jamais rien à moitié, ils renoncèrent à ce que les Français avaient d'encore trop « civilisé » à leurs yeux pour pousser jusqu'à son paroxysme ce déferlement dionysiaque. Revendiquant même une certaine *« barbarie »*, Emil Nolde ferait ainsi surgir sur la toile des rythmes et des transes venus du fond des âges, comme dans son extraordinaire et très nietzschéenne *Danse du veau d'or* de 1912.

C'est un peintre Russe, mais membre du groupe munichois *Das Blaue Reiter*, qui devait porter jusqu'à ses conséquences les plus radicales ce mouvement de régénération. Dans l'un de ses tableaux les plus justement célèbres, *Avec l'arc noir*, également de 1912, Wassily Kandinski abandonnait en effet le support de la représentation pour exprimer l'énergie à l'état pur. Ce fut un coup de tonnerre – autrement plus profond que les séduisants jeux iconographiques des futuristes italiens – que personne, malheureusement, n'entendit, mais dont on peut se hasarder à considérer rétrospectivement qu'il préfigurait singulièrement ceux qui, deux ans plus tard, assommeraient l'Europe...

Autre coup de tonnerre, passé toutefois moins inaperçu, la création du *Sacre du printemps* à Paris, le 29 mai 1913. Accoutumés aux subtilités lymphatiques de l'impressionnisme ou aux boursouflures cadavériques de l'académisme, les bons Parisiens furent pour le moins secoués par cette espèce de cérémonie sauvage et païenne qu'Igor Stravinski ramenait du tréfonds d'une Russie immémoriale, par ses stridences et par ses pulsations telluriques. Ils furent secoués mais, à quelques notables exceptions près, nullement troublés. Ils ne virent pas que, dans ce prodigieux incendie musical, se consumaient déjà leurs vaines certitudes.

Il ne s'agissait cependant pas, répétons-le, de détruire, mais de construire. Le cubisme eut au premier chef cette ambition, plus apollinienne, en l'occurrence, que dionysiaque. Les Braque, les Gleizes, les Picasso, les Metzinger, cherchaient moins, en effet, à capter le mouvement du monde, à en faire resurgir les forces originelles, qu'à en dégager les structures essentielles. Mais comme les fauves, comme les premiers expressionnistes allemands, ces géomètres assez platoniciens s'étaient néanmoins convaincus que la renaissance de l'art occidental devait passer par une sorte de « primitivisme », d'où leur émerveillement devant les puissantes architectures formelles de ces arts africains et océaniens qui devaient tant les influencer, devant la pureté rigoureusement abstraite de la statuaire des Cyclades, devant les simples et lumineuses solutions plastiques de l'art roman. Ces artistes croyaient profondément que, le vieux monde étant déjà derrière eux, un monde nouveau était possible, fondé sur des bases premières retrouvées. Il y avait même là comme une ivresse sans doute un peu naïve, mais comment n'aurait-on pas été enivré par une telle perspective ? Cette ivresse, Arnold Schönberg devait bien la connaître aussi, lui qui, à la même époque, travaillait à arracher la musique occidentale à son épuisement harmonique et à la « refonder » avec le système dodécaphonique, ce à quoi il parvint largement d'ailleurs.

Ni Matisse, ni Stravinski, ni Nolde, ni Braque, ni Schönberg n'avaient évidemment prévu la catastrophe, encore moins ne l'avaient appelée ! Et on ne peut songer sans un serrement de cœur à la destinée du jeune sculpteur français Henri Gaudier-Brezska, ce génial novateur, obsédé par les grandioses conceptions architectoniques des âges archaïques, qui devait tomber le 5 juin 1915 devant Neuville-Saint-Vaast, totalement inconnu et incompris, sinon de son ami Ezra Pound, ni à celle de Franz Marc, dont les volcaniques *Chevaux rouges* (1912) avaient embrasé la peinture allemande et qui fut tué devant Verdun en 1916. Ce qui avait été semé serait-il perdu dans les boues et les orages d'acier, dévoré par la bête dont le réveil a été si brutalement raconté par Liam O'Flaherty ?

La tentation de la table rase

Si, après le 18 novembre 1918, toutes ces avant-gardes, dispersées par la guerre, se sont plus ou moins reconstituées, leurs horizons avaient changé. Il n'était plus seulement question de rénover les formes par ces audacieux et salutaires retours aux sources que nous avons évoqués, mais encore d'inscrire cette démarche dans un processus révolutionnaire total. Un monde s'étant écroulé, il était urgent d'en bâtir un autre ! En Russie, la révolution bolchevique donna ainsi naissance au constructivisme, mouvement passionnant qui eut le tort de croire que l'art socialiste ne pouvait être que révolutionnaire. Ce ne fut donc qu'un éblouissant feu de paille, que le nouveau pouvoir établi s'empressa d'éteindre en faveur d'une esthétique résolument académique et éculée. Comme l'a écrit Robert Poulet dans *J'accuse la bourgeoisie*, quand *« on vit sortir les dirigeants soviétiques accoutrés comme des notaires bourguignons assistant à une noce de campagne, on comprit que le marxisme-léninisme avait échoué »*. Les futuristes italiens furent un peu plus heureux, que la révolution fasciste favorisa d'abord avant de les marginaliser, c'est-à-dire quand le fascisme « en chemise blanche » succéda au fascisme « en chemise noire » et quand les grotesques et musculeuses parodies de la statuaire antique –


TALLANDIER

André Breton (1896-1966), fondateur et pape du surréalisme. Une protestation fondamentale contre la modernité.

avec feuilles de vigne pour cacher ce que l'on ne saurait voir, bien sûr – parurent mieux adaptées à la respectabilité du régime que les dynamismes expérimentaux d'un Giacomo Balla qui, du reste, renoncera.

Dans l'Allemagne en proie au chaos, les divers courants très approximativement réunis sous l'appellation globale d'« expressionnisme » ne résistèrent pas, dans l'ensemble, à la tentation de la table rase et se teintèrent volontiers de rouge. Il s'agissait toujours de construire, bien sûr, mais aussi et même d'abord, pour nombre d'entre eux, d'accélérer la décomposition d'une société bourgeoise dont le cadavre avait encore des réflexes d'autodéfense : le « démocrate » Konrad Adenauer, alors maire de Cologne, n'aura pas besoin d'être nazi pour faire condamner à la destruction une œuvre de George Grosz en raison de son caractère *« blasphématoire »*, et la création de *Sancta Susanna* de Paul Hindemith à l'Opernhaus de Francfort, le 26 mars 1922, s'achèvera par l'intervention des forces de police.

La véhémence critique de l'avant-garde allemande, dont témoignent par exemple les terribles charges picturales d'Otto Dix ou l'effrayant et magnifique *Wozzeck* d'Alban Berg, créé le 14 décembre 1925 au Staatstheater de Berlin, ne doit pas masquer l'essentiel. La politique de la table rase ne consistait pas à nier la tradition, mais au contraire à la restaurer en débarrassant le paysage des miasmes fétides de l'avant-guerre. Plus même qu'un retour aux sources, ce fut alors, pour beaucoup d'artistes et de musiciens, et non des moindres, un ressourcement, un réensemencement. Dès 1920, l'un des rares observateurs français avisés, Raymond Lenoir, écrivait dans *L'Esprit nouveau* : *« Comme autour de 1800, l'Allemagne rejette l'imitation étrangère ; elle tente de rejoindre ses instincts profonds et avoue, dans l'expressionnisme, ses aspirations confuses, son besoin de communier avec les forces naturelles, son panthéisme latent* [...] ». Tandis que Schönberg, avec la série des douze sons, prétendait assurer la prééminence de la musique allemande pour cent ans, le très bolchevique George Grosz déclarait vouloir *« en finir une fois pour toutes avec le flou de cette tradition française qui domine presque entièrement la peinture allemande »*. Et quand Anton Webern, dans ses rigoureuses et marmoréennes miniatures sérielles, visait à rétablir un ordre musical gangrené par la décadence de la tonalité, renouant ainsi avec le Bach de *L'Art de la fugue*, Otto Dix retrouvait ses racines dans les retables de l'école de Cologne ou dans les gravures de Dürer.

Cette avant-garde de l'immédiat après-guerre fut bel et bien une réaction contre la décadence. Emil Nolde en était tellement convaincu qu'il fut l'un des premiers adhérents du parti national-socialiste de Silésie du Nord. Il en fut bien mal récompensé puisque, après 1933, mille cinquante-deux de ses œuvres furent confisquées, et qu'il se vit même notifier officiellement l'interdiction de peindre ! Il eut alors la faiblesse – ou le courage ? – de s'en ouvrir à Goebbels dans une lettre qui demeure comme l'un des documents les plus pénibles et les plus douloureux de l'histoire de l'art occidental : *« Quand le national-socialisme m'a accolé, à moi aussi et à mon art, les termes dégénéré et décadent, j'ai eu le sentiment d'être profondément méconnu, car il n'en est pas ainsi : mon art est un art allemand, vigoureux, dur, ardent. »* Mais dans l'Allemagne hitlérienne comme dans la Russie stalinienne et, dans une moindre mesure il est vrai, dans l'Italie mussolinienne, la révolution triomphante révélait dans ses choix esthétiques ses soubassements irrémédiablement petits-bourgeois.

L'avant-garde dans l'impasse

En France, il faut bien dire qu'il n'était guère question de révolution. Anesthésiées par la victoire, les illusions briandistes ou les mouvements de menton de Poincaré, les avant-gardes multiplièrent, avec esprit certes, les acrobaties et les pieds de nez, mais tout cela restait très parisien, très « civilisé », et l'on était loin des promesses du fauvisme ou du premier cubisme. On ne construisait plus, mais on jouait, dans le meilleur des cas dans ce climat de nihilisme aimable et cultivé qui conduisait, par exemple, les dadaïstes à jongler avec les *« tessons misérables d'une culture périmée »*, selon la formule de l'un des fondateurs du groupe, Hugo Ball. Il y eut là comme une régression, dont Vlaminck et Derain furent si conscients qu'ils préférèrent encore en revenir à un certain classicisme, mais ceci est un autre chapitre de l'histoire de l'art de l'après-guerre.

Incontestablement, le surréalisme fut en France le seul courant à proposer autre chose que des frissons à un public déprimé. Par-delà des siècles, voire des millénaires de rationalisme stérile, André Breton entendait rien moins que de ressusciter les antiques sapiences paniques, de préparer le retour de *« l'Androgyne primordial dont toutes les traditions nous entretiennent »*, bref de relever le défi lancé par Nietzsche dans *Ainsi parlait Zarathoustra*. La relecture du premier *Manifeste du surréalisme* de 1924 et, bien entendu, de ceux qui le suivront, ne laisse aucun doute : le surréalisme, souvent plus exaltant, toutefois, dans son expression théorique que dans ses manifestations strictement artistiques, fut une protestation fondamentale, absolue, contre les temps modernes. Et ce n'est pas fortuitement que Breton fait référence aux traditions et aux mythes primordiaux. Au tout début des années vingt, il avait passionnément suivi les travaux de René Guénon, sollicitant même sa collaboration à la revue *La Révolution surréaliste*. Trente ans plus tard, il fera cet aveu : *« Parmi les collaborations souhaitées, je n'en vois qu'une autre (en dehors de celle de Raymond Roussel) qui nous manqua : ce fut celle de René Guénon.* [...] *Cela suffirait à montrer que, dès ce moment, nous étions attirés par la pensée dite traditionnelle et prêts à l'honorer en lui. »*

L'œuvre d'un Georges Bataille, la peinture d'un André Masson, la poésie d'un Michel Leiris, attesteront dans les années trente que la brèche ouverte par le surréalisme n'était pas une impasse. Mais comme lors de la création du *Sacre du printemps*, nous étions alors à la veille d'une nouvelle catastrophe. Cette fois-ci, l'avant-garde ne s'en relèverait pas. Et depuis, le monde est resté désespérément gris, gouverné par des momies.

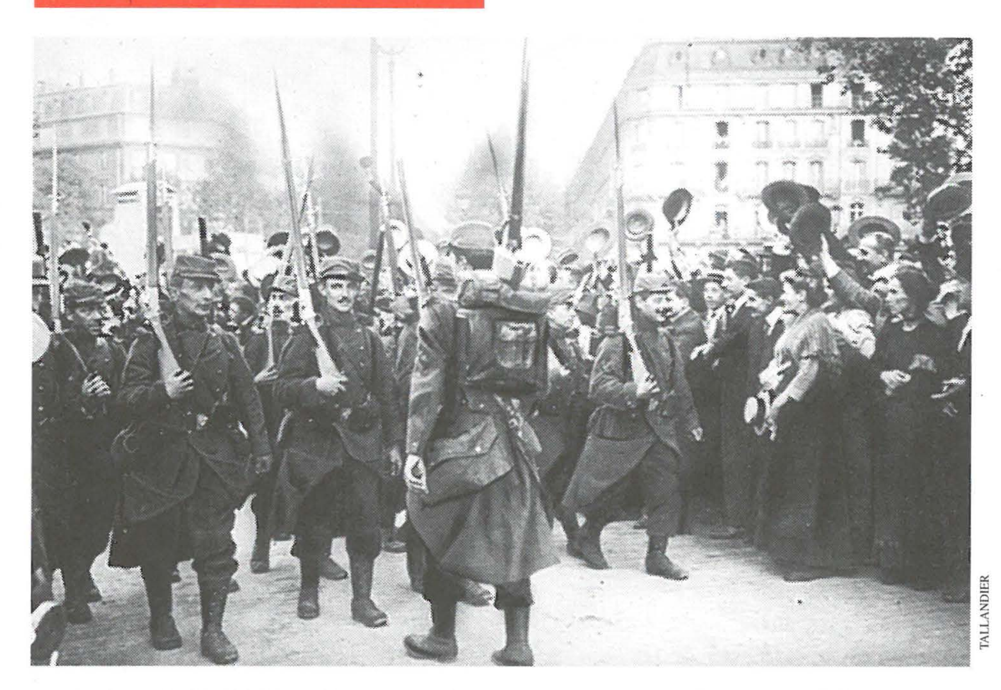
M. M.

LES ÉTAPES ET LES FRONTS DE 1914 À 1918

La Grande Guerre

PAR PHILIPPE CONRAD

Déclenchée pour venger un archiduc inconnu assassiné à Sarajevo par d'obscurs terroristes, cette guerre a embrasé la planète. Pourtant, c'est l'Europe qui fut le cœur des combats. Chacun croyait à une guerre courte, elle a duré 51 mois et fait 9 millions de morts chez les seuls combattants. Récapitulatif des grandes étapes d'un conflit qui a changé le monde.


TALLANDIER

Paris, août 1914. Départ des troupes dans l'enthousiasme populaire. On croit à une guerre courte, « fraîche, joyeuse » et victorieuse. Les fantassins portent encore l'ancienne tenue bleue, les pantalons garance et le képi. La tenue « horizon » et le casque « Adrian » ne viendront qu'en 1915. Seul subsistera le fusil Lebel modèle 1886 calibre 8 mm et sa baïonnette, dite « Rosalie ».

C'est au cours de l'été de 1914 qu'éclate en Europe le premier conflit mondial. Il va durer plus de quatre ans, entraîner la mort de plusieurs millions d'hommes, ruiner les économies les plus prospères et bouleverser les rapports de forces qui prévalaient encore au début du XX[e] siècle.

Des causes profondes ont préparé cet affrontement catastrophique. La France n'a pas oublié l'annexion par l'Allemagne, en 1871, de l'Alsace-Lorraine et deux générations ont été élevées, de ce côté-ci des Vosges, dans l'espoir de la « Revanche ». L'opinion allemande est persuadée pour sa part, que l'alliance franco-russe a été conclue pour encercler et étouffer le Reich. La Grande-Bretagne, elle aussi alliée de la France depuis « l'Entente cordiale » de 1904, s'inquiète pour sa part des progrès du commerce extérieur allemand et de la montée en puissance de la Kriegsmarine, instrument pour l'Allemagne d'une politique « mondiale » voulue par l'empereur Guillaume II. Au cours des premières années du siècle, les rivalités coloniales, notamment à propos du Maroc, ont contribué à tendre davantage les relations internationales et elles ont préparé les opinions publiques à l'éventualité d'un conflit.

Partout en Europe, les États renforcent leurs moyens militaires et s'engagent dans une « course aux armements » elle aussi porteuse de lourdes menaces. Enfin les rivalités qui opposent dans la péninsule balkanique Autrichiens et Russes font de cette région une véritable poudrière où n'importe quelle crise locale est susceptible de déclencher un embrasement général. L'étincelle va survenir le 28 juin 1914 quand un étudiant nationaliste serbe assassine, à Sarajevo, en Bosnie-Herzégovine, l'archiduc héritier d'Autriche-Hongrie, François-Ferdinand. Le gouvernement de Vienne voit dans cette affaire l'occasion d'en finir avec la Serbie et adresse à ce pays un ultimatum inacceptable. Le 28 juillet, la guerre éclate entre l'Autriche et la Serbie qui se tourne vers son allié russe. Les mesures de mobilisation décidées par le gouvernement russe entraînent l'intervention de l'Allemagne, alliée de l'Autriche, qui déclare la guerre à la Russie le 1[er] août. La France alliée de la Russie, mobilise le 1[er] août et se voit déclarer la guerre par l'Allemagne deux jours plus tard. Entre-temps, les Allemands ont violé la neutralité de la Belgique pour pouvoir envahir la France, ce qui déclenche l'intervention de l'Angleterre, qui déclare la guerre à l'Allemagne le 4 août.

Les deux coalitions qui s'affrontent paraissent de force à peu près égale, dans un premier

temps tout du moins. Le nombre de combattants disponibles est à peu près le même de part et d'autre. Les Centraux (Allemagne, Autriche et Hongrie) vont devoir se battre sur deux fronts, à l'ouest et contre la Russie, mais ce dernier pays va se trouver isolé de ses propres alliés, surtout après l'entrée en guerre de la Turquie, qui rejoint à partir d'octobre le camp des puissances centrales. L'entente franco-anglaise dispose de la maîtrise des mers mais cet atout, qui lui permet d'imposer un blocus naval à l'Allemagne, ne pèsera de tout son poids qu'en cas de guerre longue. Dans les deux camps on est persuadé que la guerre sera courte et les opinions publiques sont généralement optimistes quant à l'issue du conflit.

1914, échec aux frontières et victoire de la Marne

L'état-major allemand a prévu de conduire à l'ouest une « guerre éclair » qui lui permettra de vaincre en six semaines les armées françaises. Une fois cet objectif atteint, il compte se retourner contre le géant russe, en évitant ainsi d'avoir à mener la guerre trop longtemps sur deux fronts. Du côté français, le général Joffre qui est le « patron » de l'armée depuis 1912 prévoit de déclencher deux offensives, en Lorraine et dans les Ardennes. Après quelques succès initiaux, à Mulhouse et Sarrebourg, les Français doivent se replier sous la pression des armées allemandes. Ils doivent surtout faire face à une vaste manœuvre de débordement par l'ouest, rendue possible par la violation de la neutralité belge.

Quand il apparaît, le 23 août, que la « bataille des frontières », est perdue dans la région de Charleroi, il faut se résoudre à faire retraiter toute l'aile gauche des armées françaises, poursuivie par les armées de l'aile droite allemande. Durement éprouvés, les soldats français se replient en bon ordre et une nouvelle armée est constituée autour du camp retranché de Paris. On craint un siège de la capitale et le gouvernement part s'installer à Bordeaux. A ce moment les généraux de l'aile droite allemande, toujours lancés à la poursuite des armées françaises qu'ils espèrent encercler et réduire, commettent l'erreur d'infléchir leur marche vers le sud-est en laissant sur leur droite le camp retranché de Paris confié au commandement du général Gallieni. Le commandant en chef allemand, Moltke commet également une grave erreur en expédiant des renforts sur le front Est menacé par les Russes.



TALLANDIER

Les généraux Joffre et Foch en 1915. Le nom du premier reste attaché à la victoire de la Marne en septembre 1914. Celui du second à la victoire de 1918 qu'il a conduit comme généralissime allié, le général Pétain étant commandant en chef des armées françaises.

Il affaiblit ainsi son aile droite sur laquelle devait reposer tout le sort de la bataille. Quand le commandement français prend conscience de la situation nouvelle qui est ainsi créée, il décide d'arrêter la retraite et de déclencher une contre-attaque contre le flanc droit dangereusement étiré des armées allemandes.

C'est ainsi que s'engage, à partir du 4 septembre, la bataille de la Marne. Les armées françaises de l'Est (généraux Dubail et Castelnau) contiennent la poussée allemande sur les Vosges et au nord de Nancy ; de Verdun à Paris l'ensemble des forces qui retraitaient depuis quinze jours s'arrêtent pour faire front, alors que la VIe armée (général Maunoury) vient se jeter depuis Paris dans le flanc de la 1ère armée allemande. C'est à cette occasion que plusieurs régiments sont transportés vers la zone des combats par les célèbres « taxis de la Marne » réquisitionnés par Gallieni. La bataille fait rage sur l'Ourcq et au sud de la Marne. Il en va de même à l'ouest de Verdun où les armées Sarrail et Langle de Cary parviennent à stopper la ruée de l'ennemi. Au centre, ce sont les armées Foch et Franchet d'Esperey qui, par leur résistance, emportent la décision. Quand l'état-major allemand constate qu'une brèche inquiétante est en train de s'ouvrir entre les deux armées de son aile droite, il ordonne la retraite, engagée à partir du 9 septembre. Le « miracle de la Marne » dû au coup d'œil et au sang froid dont surent faire preuve Joffre et Gallieni sauve Paris et signifie l'échec du plan de guerre éclair imaginé par l'ennemi. Celui-ci se replie sur l'Aisne, poursuivi par une armée française que la victoire a ressuscitée. La poursuite bute cependant sur des positions défensives très solides au Chemin des Dames et, à partir de ce moment, les deux armées qui s'affrontent vont tenter de se déborder par l'ouest en engageant une véritable « course à la mer » dont l'enjeu est le contrôle des ports de la Manche et de la mer du Nord qui doivent permettre à l'Entente de maintenir une liaison étroite entre la France et l'Angleterre.

La lutte va se poursuivre sans discontinuer jusqu'au mois de novembre. A ce moment les troupes françaises, belges et anglaises vont réussir à contenir sur les rives de l'Yser, une petite rivière de Flandre maritime, la poussée furieuse des forces allemandes. C'est à ce moment que sont livrés les terribles combats de Ramscapelle, Ypres et surtout Dixmude où s'illustrent les fusiliers marins de l'amiral Ronar'ch, ainsi que les troupes noires de la division coloniale.

Quand la pression allemande se relâche, la guerre a changé de visage. De la mer du Nord à la Suisse, sur plus de sept cents kilomètres de front, les adversaires se font face à l'abri de tranchées puissamment fortifiées, protégées par des feux d'artillerie meurtriers. La « guerre de positions » a succédé à la « guerre de mouvement » et aucun des deux adversaires ne paraît désormais en mesure de l'emporter rapidement.

A l'est en effet, les Allemands ont vaincu à Tannenberg et aux lacs Mazuriques deux armées russes, avant-gardes malheureuses du « rouleau compresseur », tant attendu des Français. Pour les différents belligérants, il faut s'installer maintenant dans la « guerre longue » en organisant l'économie en conséquence, en cherchant de nouveaux alliés susceptibles de faire pencher la balance en faveur de l'un des deux camps. Des deux côtés, le moral demeure solide et, malgré les pertes déjà subies, on demeure persuadé « qu'on les aura ».

Le nouveau commandant en chef allemand, le général von Falkenhayn, entend donner la priorité au front de l'Est et adopter une attitude strictement défensive à l'ouest où les armées du Kaiser occupent le Luxembourg et

ATROCITÉS ALLEMANDES ET BOURRAGE DE CRÂNE

Les allégations concernant les atrocités commises par les Allemands commencèrent avec la violation de la neutralité belge par les Allemands en août 1914. Les Allemands – racontaient les Occidentaux – avaient violé des femmes et même de jeunes enfants, empalé et crucifié des hommes, coupé des langues et des seins, arraché des yeux et brûlé jusqu'au sol des villages entiers. Ces bruits circulaient dans les journaux à sensations mais se retrouvaient également sous la plume d'éminents écrivains, de John Buchan et Arthur Conan Doyle à Arnold Toynbee, pour ne citer que quelques-uns d'entre eux. Cette propagande se poursuivit en 1914 et 1915, perdit un peu de son intensité en 1916, mais atteignit un nouvel apogée en avril 1916 lorsque la presse britannique commença à publier des informations et des commentaires sur l'utilisation par les Allemands des cadavres de soldats pour la production de lubrifiants comme la glycérine et le savon. Réflexion faite, on ajouta (probablement à l'intention de la Chine et des pays musulmans) que les cadavres servaient également à fabriquer de la nourriture pour les cochons. Il y avait effectivement des installations de ce genre en Allemagne, mais on y transformait des cadavres d'animaux et non pas des cadavres humains. Même des journaux extrêmement estimables comme le *Financial Times* colportait des histoires selon lesquelles le Kaiser lui-même aurait ordonné de torturer des enfants de trois ans en précisément personnellement le genre de tortures à appliquer. Le *Daily Telegraph* rapportait en mars 1916 que les Autrichiens et les Bulgares avaient tué 700 000 Serbes à l'aide de gaz asphyxiants.

Au milieu des années vingt, Austen Chamberlain, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, reconnut devant le Parlement que l'histoire de l'usine à cadavres était sans fondement. Et en février 1938 encore, à la veille d'une autre guerre, Harold Nicolson déclarait, également à la Chambre des Communes, que *« nous avions menti odieusement »*, que ces mensonges avaient beaucoup desservi la Grande-Bretagne, et qu'il espérait ne jamais assister à nouveau à de telles campagnes de propagande.

WALTER LAQUEUR
The Terrible Secret, Le Terrifiant secret.
Gallimard, Paris, 1981,
traduit de l'anglais, p. 15-17.



DR

Artillerie russe de montagne. L'année 1915 est celle des épreuves pour l'armée russe qui doit évacuer la Pologne avec de lourdes pertes. Elle prendra une revanche partielle en 1916 lors des grandes offensives de Broussilov en Volhynie, en Galicie et en Bucovine.

la Belgique, ainsi qu'une partie non négligeable du territoire français. Cette stratégie sera d'ailleurs profitable aux Allemands puisqu'ils vont infliger aux Russes de nouvelles défaites, sanctionnées par la conquête de la Pologne, réalisée au cours de l'été.

1915 et les revers de l'Entente

Du côté de l'Entente, Français et Anglais n'entendent pas demeurer passifs et ils imaginent dès le début de 1915 une opération de « diversion » en direction de la Turquie, considérée comme le ventre « mou » de l'alliance centrale. L'objectif est de prendre le contrôle des détroits turcs, les Dardanelles et le Bosphore, afin de s'installer à Constantinople pour pouvoir, à partir de là, s'ouvrir la route de la mer Noire et rétablir la liaison avec l'allié russe, laissé à lui-même alors que son potentiel industriel encore insuffisant ne lui permet pas de soutenir un effort de guerre prolongé. L'action navale déclenchée contre les Dardanelles se solde par un échec et il faut la compléter par un débarquement en bonne et due forme dans la presqu'île de Gallipoli. La résistance inattendue des troupes turques instruites par des officiers allemands va entraîner l'échec complet de cette manœuvre de diversion et à la fin de 1915 les rescapés de l'« enfer des Dardanelles » devront évacuer la région du détroit pour se replier sur le camp retranché établi à Salonique, sur le territoire grec.

L'Entente pouvait espérer en revanche de brillants résultats de l'intervention italienne à ses côtés. Alliée de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie au sein de la Triple Alliance (ou Triplice) en 1914, l'Italie avait proclamé sa neutralité lors du déclenchement de la guerre. Elle entendait en fait s'engager dans la lutte au moment qui lui paraîtrait le plus favorable, en faisant payer au prix fort son intervention. Les promesses que lui fit l'Entente finirent par la décider et en mai 1915 elle déclara la guerre à l'Autriche-Hongrie. Malheureusement pour l'Entente, l'intervention italienne pesa peu sur la situation militaire. Malgré des offensives répétées, les forces italiennes ne purent obtenir aucun succès significatif et l'économie du pays apparut rapidement trop fragile pour soutenir un effort de guerre prolongé. Enfin, des secteurs entiers de l'opinion publique italienne demeuraient très réservés quant à l'entrée du pays dans le conflit.

Sur le front de l'Ouest, le général Joffre, qui avait tiré de sa victoire de la Marne un immense prestige, espérait « rompre » le front adverse en lançant contre lui des offensives de grande ampleur. Les troupes françaises purent

ainsi obtenir quelques succès locaux en Artois et en Champagne mais aucune victoire véritable ne fut remportée. Nulle part le front allemand ne fut entamé sérieusement et le « grignotage » de l'ennemi imaginé par le généralissime français coûtait en fait fort cher à ses propres troupes, déjà éprouvées par les conditions de vie épouvantables des tranchées où il fallait affronter quotidiennement, outre le risque constant d'une mort aveugle, la boue, la vermine et le froid. On ne dira jamais assez ce que durent endurer les « poilus » pour « tenir » ainsi mois après mois, sans que la perspective d'une issue prochaine ne se dessine.

Pendant ce temps, les Centraux continuaient à marquer des points. En octobre ils entraînent la Bulgarie dans leur camp ce qui signifie l'arrêt de mort de la petite Serbie qui continuait courageusement la lutte contre l'ennemi autrichien depuis l'été de 1914. Il ne reste aux rescapés de l'armée serbe qu'à s'enfuir à travers les montagnes du sud-ouest du pays pour être récupérés par des navires français et anglais afin d'être conduits à Salonique où ils vont contribuer, aux côtés des combattants des Dardanelles, à la formation de l'armée d'Orient.

L'année 1915 se terminait donc sur un avantage incontestable aux Centraux mais ceux-ci n'étaient pourtant pas en mesure d'emporter la décision.



La guerre des tranchées, grande réalité du front français dès 1915. Quand cessent les tirs d'artillerie, les pluies transforment la vie des hommes en une autre sorte d'enfer.

TALLANDIER

1916, l'année de Verdun

Du côté de l'Entente, l'effort industriel réalisé en France et surtout en Angleterre allait permettre, en 1916, d'obtenir la parité avec les Centraux dans le domaine clé de l'artillerie lourde. La même année, l'établissement de la conscription en Angleterre allait compenser les pertes énormes subies depuis 1914. Toutes ces raisons faisaient que l'on demeurait optimiste à Paris et à Londres, le blocus infligé à l'Allemagne devant finir par ailleurs à l'asphyxier économiquement. Dès la fin de 1915, les Français, les Anglais et les Russes prévoient donc de déclencher au cours de l'été une offensive conjuguée de grande ampleur.

Avant que celle-ci ne soit entamée, ce sont les Allemands qui prennent l'initiative à Verdun. Avec ses effectifs limités, Falkenhayn sait qu'il ne peut espérer une « rupture » décisive, il imagine donc de recourir à une stratégie d'usure qui doit amener plus sûrement à la victoire des armées allemandes.

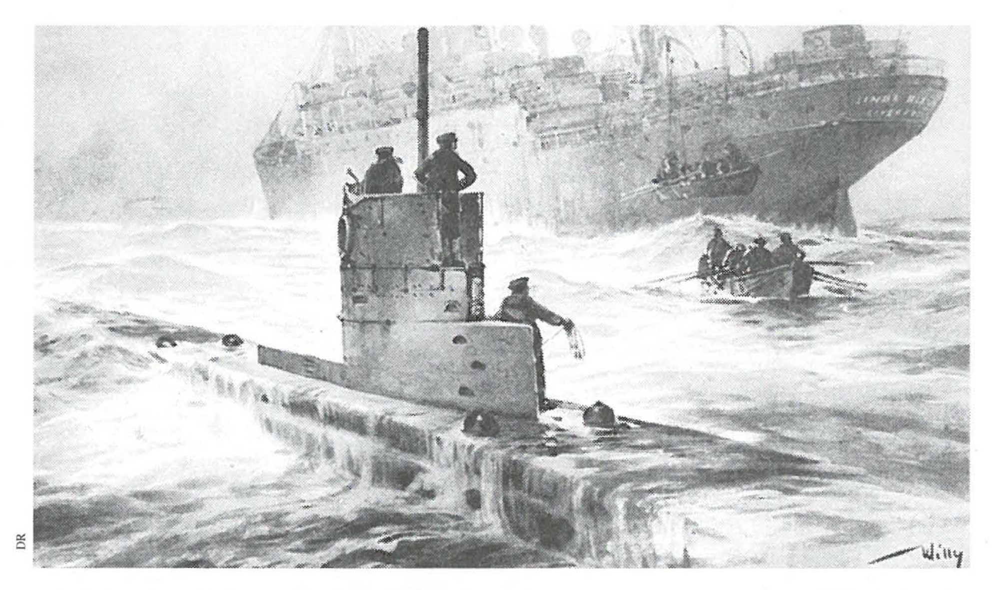
Il suffit, selon lui, de choisir un endroit du front que les Français voudront absolument défendre pour des raisons stratégiques et psychologiques évidentes, et de lui infliger des bombardements d'artillerie d'une ampleur sans précédent. Le commandement français sera obligé de consentir des pertes énormes et d'alimenter constamment en renforts cette bataille gigantesque. Au bout d'un certain temps, il deviendra possible de « saigner à blanc » l'armée française, bientôt contrainte de céder, ce qui entraînera immédiatement une négociation avec l'Angleterre désormais contrainte, après avoir perdu son « épée sur le continent », d'accepter un compromis favorable à l'Allemagne.

C'est le 21 février 1916 que l'enfer se déchaîne sur Verdun. Une formidable concentration d'artillerie écrase les positions françaises mais les chasseurs du colonel Driant se sacrifient au bois des Caures pour freiner la progression de l'ennemi. Les Allemands prennent le fort de Douaumont mais ils échouent à la côte 304 et au Mort-Homme. Commandant de la II[e] armée, le général Pétain fait preuve du plus grand sang-froid et conduit au mieux la bataille en organisant le renforcement du front et la relève régulière des unités soumises aux assauts de l'ennemi. Cela implique l'arrivée continuelle d'hommes et de moyens, transportés par une véritable noria de camions sur la célèbre « Voie sacrée ». Les renforts expédiés par Joffre à Verdun compromettent le projet d'offensive prévu pour l'été. Mais le généralissime doit céder aux demandes de Pétain, d'autant plus que l'Allemand, après avoir ralenti son effort à la fin du mois de mars, « rallume » la bataille au mois de juin, qui voit le siège et la chute du fort de Vaux. La résistance admirable opposée par les défenseurs du fort de Souville va cependant sauver Verdun au début de l'été et, à partir de ce moment, l'ennemi relâche sa pression. A la fin de l'année 1916, tous les forts tombés de février à juin sont d'ailleurs repris par de vigoureuses offensives françaises. Bien que les pertes françaises fussent supérieures aux pertes allemandes, Falkenhayn avait vu l'échec de son plan. Terriblement éprouvée, l'armée française n'avait pas craqué et le fait « d'avoir tenu » à Verdun allait être un stimulant considérable pour le moral des soldats et des civils.

Sur le front austro-italien, l'offensive « d'usure » déclenchée par les Autrichiens ne rencontre pas plus de succès.

Entre-temps l'Allemagne avait subi un échec décisif sur mer. Le 31 mai, la Kriegsmarine avait en effet affronté la flotte de haute mer britannique dans la bataille du Jütland. Les pertes anglaises avaient été nettement supérieures mais il n'était plus possible aux vaisseaux de l'amiral von Scheer d'offrir une nouvelle fois le combat à ceux de l'amiral Jellicoe. L'orgueilleuse flotte de guerre construite par l'amiral von Tirpitz ne sortira plus de ses ports jusqu'à la fin du conflit.

Quelques semaines plus tard, Français et Anglais déclenchent sur un front d'une quarantaine de kilomètres la bataille de la Somme qui sera la réponse à celle de Verdun. Pendant trois mois, les forces allemandes vont subir un feu d'enfer. Leur front ne sera pas enfoncé mais elles seront terriblement éprouvées et perdront une bonne partie de leur encadrement. Les Alliés ont surtout livré à cette occasion une bataille de matériel et su profiter de la parité à laquelle ils étaient arrivés dans ce domaine avec leurs adversaires.



A partir de 1915, la guerre sous-marine contre les navires de commerce alliés devient la réponse allemande au blocus anglais qui affame l'Allemagne. Une centaine de sous-marins entrent en action. L'une de ses conséquences sera l'entrée en guerre des États-Unis.

DR

LE PRIX DE LA « GUERRE DU DROIT » 9 MILLIONS DE MORTS

NATIONS BELLIGÉRANTES	MOBILISÉS	MORTS
France	8 317 000	1 393 000
Afrique du Sud	136 000	9 000
Allemagne	13 000 000	1 950 000
Australie	413 000	60 000
Autriche-Hongrie	9 000 000	1 047 000
Belgique	380 000	44 000
Bulgarie	950 000	100 000
Canada	630 000	62 000
États-Unis	3 800 000	114 000 (1)
Grande-Bretagne (2)	6 000 000 (env.)	776 000
Grèce	200 000	12 000
Inde	1 500 000	75 000
Italie	5 615 000	530 000
Nouvelle-Zélande	128 000	18 000
Portugal	60 000	8 000
Roumanie	1 000 000	158 000
Russie	15 000 000 (?)	1 700 000 (?)
Serbie	450 000	40 000
Turquie	2 850 000	400 000
Total	70 millions (environ)	8 856 000 (environ)

(1) Dont 60 000 de maladie.
(2) Y compris les colonies de la Couronne.

En dehors des pertes militaires (dont aujourd'hui encore les chiffres demeurent souvent approximatifs), il convient de ne pas oublier les victimes civiles de la guerre. On pensera notamment à la Belgique et aux territoires français envahis, à la Pologne, à la Roumanie, où périrent 500 000 à 600 000 personnes en 1917, et à l'Arménie où, aux massacres des Turcs (plus de 500 000 victimes) s'ajoutent les épidémies et la famine. En 1918, la grippe espagnole causa la mort de plusieurs millions de personnes.

A l'est, les Russes se réveillent enfin et l'offensive Broussilov va percer profondément les lignes autrichiennes. Malheureusement les insuffisances de l'armée russe ne lui permettent pas de tirer un réel avantage du succès initial et l'offensive va rapidement s'essouffler. Les Centraux vont même avoir l'occasion de prendre leur revanche. Grisée par le succès russe, la Roumanie est entrée en guerre aux côtés de l'Entente. Mal lui en a pris car Allemands et Austro-Hongrois vont l'envahir à l'automne 1916 et la conquérir complètement, ce qui leur assure avec le blé et le pétrole que produit ce pays la possibilité de limiter au moins en partie les effets du blocus allié.

1917, USA en guerre et révolution en Russie

L'échec de la stratégie d'usure avait entraîné la mise à l'écart de Falkenhayn, remplacé par Hindenburg et Ludendorff. Ceux-ci imaginent, pour 1917, de recourir à la « guerre sous-marine à outrance » pour obliger l'Angleterre à négocier un compromis favorable à l'Allemagne. Le but est d'isoler complètement une Angleterre très dépendante de ses importations pour nourrir sa population et pour faire fonctionner son industrie. L'ampleur des pertes subies amènera les Anglais à céder. Il existe un risque, c'est celui d'entraîner dans la guerre les États-Unis d'Amérique. Mais une éventuelle intervention américaine en Europe ne pourrait devenir effective avant dix-huit mois et, à cette date, l'Allemagne aurait réduit depuis longtemps la Grande-Bretagne à sa merci. Quand le déclenchement de la guerre sous-marine est annoncé, Wilson se contente dans un premier temps de rompre les relations diplomatiques, mais quand plusieurs navires américains sont coulés, il se résigne à déclarer la guerre, au début du mois d'avril. Cette intervention américaine dans le conflit est décisive à plus d'un titre. Elle n'entraînera pas avant l'été 1918 l'intervention en Europe de forces militaires américaines mais la puissance économique et financière des États-Unis se trouvent immédiatement au service de l'Entente. Sur le plan psychologique, la perspective de l'arrivée prochaine des « *Sammies* » allait encourager soldats et civils à « tenir ». Enfin, l'engagement de la flotte marchande des USA et de ses alliés allait réduire considérablement les effets de la guerre sous-marine allemande, redoutablement efficace au cours des premiers mois, beaucoup moins à partir de l'automne 1917.



La réalité d'une guerre impitoyable. Cadavres de soldats. Au premier plan, un corps mutilé par l'artillerie. Pour la génération des tranchées, dans toute l'Europe, la souffrance, la destruction et la mort sont devenues choses familières. Beaucoup d'hommes verseront dans le désespoir et la résignation. D'autres sortiront de cette épreuve immunisés contre la peur et la faiblesse, dénués d'égards, débarrassés de toute pitié.

Sur le front Ouest, les Français, encouragés par les succès obtenus sur la Somme et à Verdun, entendent lancer une nouvelle offensive. Le général Nivelle a remplacé, à la fin de 1916, Joffre promu au rang de maréchal. Il espère enfin réaliser la « rupture » qui n'avait pu être obtenue en 1915. Il se méprend sur la capacité de résistance des Allemands et lance l'attaque le 16 avril 1917. C'est un échec total pour les troupes engagées dans les pires conditions, alors que les premiers chars ne répondent pas aux espoirs mis en eux.

Nivelle est destitué et c'est Pétain, le vainqueur de Verdun, qui devient commandant en chef de l'armée française. Sa doctrine est simple. Il entend rester sur la défensive et *« attendre les Américains et les tanks »*. Il se préoccupe également de rétablir le moral bien entamé de la troupe, agitée en mai-juin par la crise des mutineries, heureusement passagère. A l'arrière, on observe aussi un certain flottement. Des grèves touchent l'industrie, certaines voix s'élèvent contre la poursuite d'une guerre devenue absurde, on parle d'une éventuelle paix de compromis. Il convient donc de « reprendre en main » un pays qui risque de se laisser aller, épuisé par trop d'efforts et de sacrifices. Ce sera le rôle de Clemenceau, devenu président du Conseil en novembre 1917, avec la ferme intention de conduire le pays à la victoire. Celle-ci paraît alors bien compromise car les événements survenus en Russie risquent fort d'offrir à l'Allemagne une chance de succès inespérée.

Le régime tsariste a en effet été renversé, en février 1917, par la révolution qui a éclaté à Petrograd, la capitale de l'Empire. Le gouvernement provisoire qui se met alors en place

BIBLIOGRAPHIE 1914-1918

ÉTUDES HISTORIQUES

– S. Audouin-Rouzeau et A. Becker, *La Grande Guerre 1914-1918.* Gallimard-Découvertes, 1998.
– J.-J. Becker, *L'Europe dans la Grande Guerre.* Belin, 1996.
– W. Beumelburg, *La guerre de 1914-1918 racontée par un Allemand.* Bartillat, 1998.
– J.-B. Duroselle, *La Grande Guerre des Français, 1914-1918.* Perrin, 1994.
– P. de Gmeline, *Le 11 novembre 1918.* Presses de la Cité, 1998.
– M. Hérubel, *La Bataille des Dardanelles 1914-1916.* Presses de la Cité, 1998.
– P. Miquel, *La Grande Guerre illustrée.* Tallandier, 1998.
– J. Norton Cru, *Essai d'analyse et de critique des souvenirs des combattants.* PUN, 1993.
– G. Pedroncini, *Les Mutineries de 1917.* PUF, 1967.
– id., *Pétain, le soldat 1914-1940.* Perrin, 1998.
– P. Renouvin, *La crise européenne et la Grande Guerre.* PUF, 1962.
– G.-H. Soutou, *L'Or et le sang, les buts de guerre économique de la Première Guerre mondiale.* Fayard, 1989.
– J. Winter et B. Baggett, *14-18, Le Grand bouleversement.* Presses de la Cité, 1998.

TÉMOIGNAGES MAJEURS

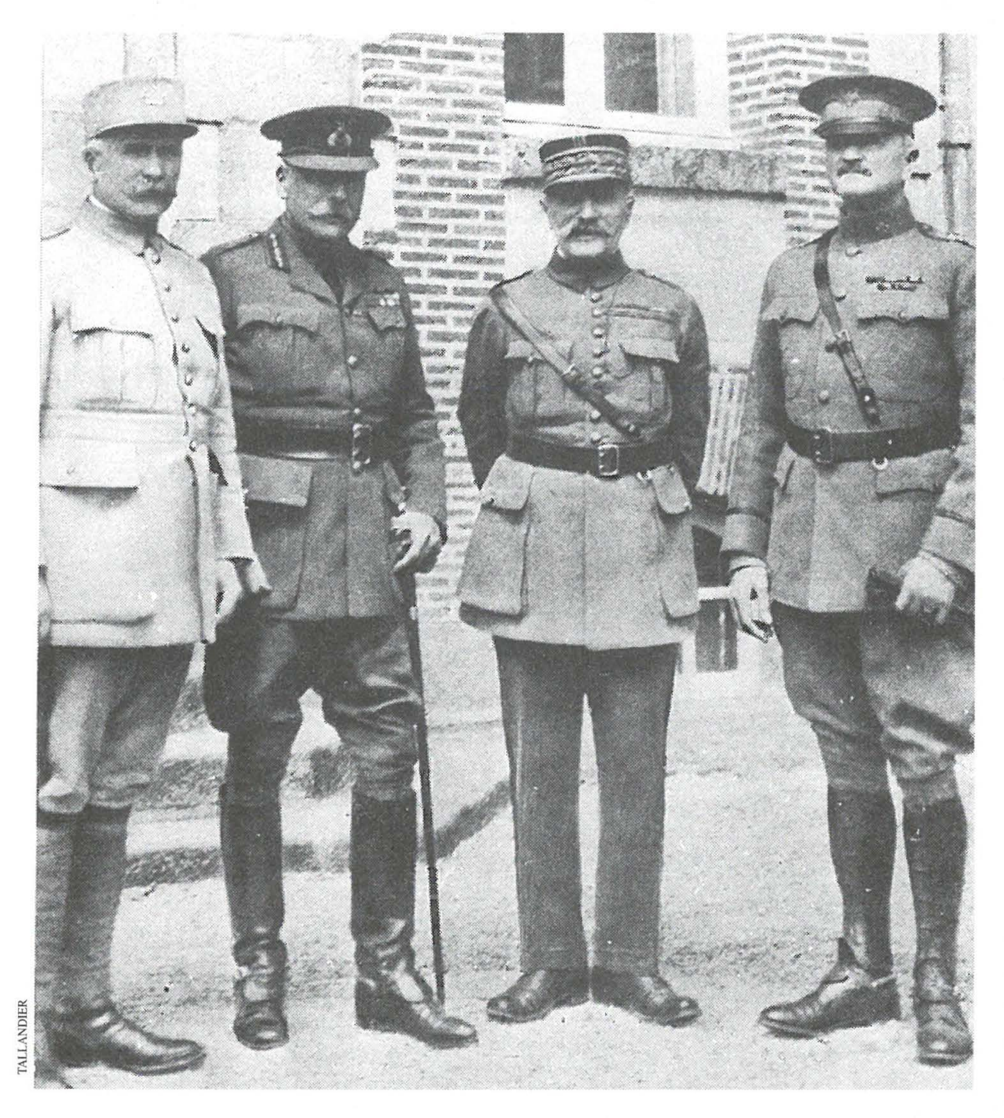
– R. Dorgelès, *Les Croix de bois.* Réédition Albin Michel, 1996.
– E. Jünger, *Orages d'acier.* Réédition Ed. Christian Bourgois, 1995.
– René Quinton, *Maximes de la guerre.* Réédition Le Porte-Glaive, 1989.

« ENQUÊTE SUR L'HISTOIRE » A PUBLIÉ :

– n°12. *La Grande Guerre, 1914-1918.* Numéro entièrement consacré au sujet.
– Le général Pétain, stratège de la Grande Guerre, par Guy Pedroncini. (n°4. *Pétain devant l'histoire*).
– La droite intellectuelle en France et en Allemagne à la veille de 1914, par Thierry Buron. (n°6. *L'Age d'or de la droite*).
– Le drame de Sarajevo. Un coup de pistolet, dix millions de morts, par Alain Decaux. (n°7. *Les Crimes politiques, 1889-1989*).
– Verdun, dernière grande victoire française, par Guy Chambarlac. (n°18. *La France et son armée*).
– L'abdication de Nicolas II. La fin du tsarisme, par Dominique Venner. (n°22. *Les Révolutions de 1917*).
– L'histoire diplomatique de 1919 à 1938. De Versailles à Munich, par Philippe Conrad. (n°28. *Munich, 1938, Hitler*).

SUR ERNST JÜNGER

– Le Mythe Jünger, par Dominique Venner. (n°12. *La Grande Guerre, 1914-1918*).
– Un Destin allemand, par Isabelle Rozet. (n°20. *L'Allemagne de Charlemagne à Helmut Kohl*).
– Retour à Wilflingen, par Pierre Wanghen. (n°26. *De mai 58 à mai 68*). Etc.

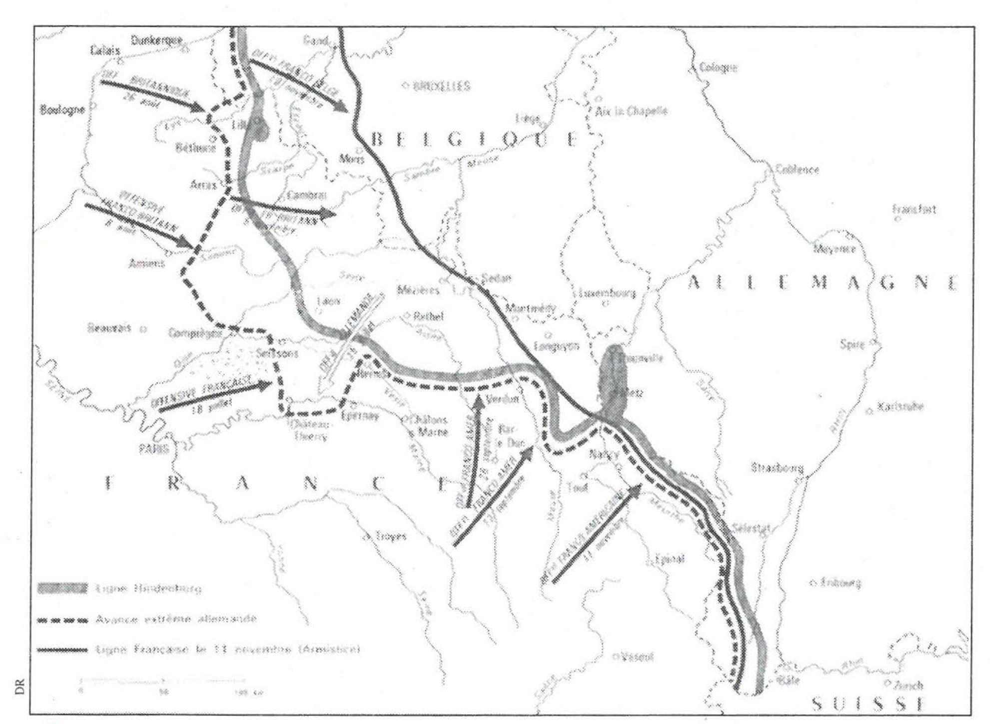


TALLANDIER

Les commandants en chef des armées françaises, britanniques et américaines réunis en juillet 1918 au GQG du commandant en chef des armées alliées. De gauche à droite, général Pétain, maréchal sir Douglas Haig, maréchal Foch (généralissime) et général Pershing.

entend bien continuer la lutte aux côtés des alliés de l'Entente mais il doit compter avec une situation économique catastrophique et avec une agitation sociale de grande ampleur entretenue par la minorité révolutionnaire bolchevique, dirigée par Lénine et Trotski. En octobre, c'est cette minorité qui parvient à s'installer au pouvoir à la faveur d'une deuxième révolution et l'une des premières mesures qu'elle annonce est l'ouverture des négociations d'armistice avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. L'accord est signé à Brest-Litovsk le 15 décembre et, le 3 mars suivant, c'est la paix qui est conclue entre les Centraux et la Russie nouvelle.

Cette paix est sévère pour les vaincus mais ceux-ci n'en ont cure, persuadés qu'ils sont que la révolution va gagner toute l'Europe et remettre immédiatement en cause ce qu'ils ont été contraints d'accepter. Les conséquences de cette situation nouvelle sont dramatiques pour l'Entente. L'Allemagne va en effet être en mesure de retirer du front de l'Est une bonne partie des forces qu'elle y maintenait pour les engager à l'Ouest et y disposer ainsi pendant plusieurs mois d'une nette supériorité en effectifs.



DR

Ci-dessus, carte des lignes successives du front de l'Ouest, montrant l'extrême avance des offensives allemandes de 1918 jusqu'au recul sur la ligne d'armistice.

1918, victoire pour les uns, défaite pour les autres

Hindenburg et Ludendorff comptent obtenir la victoire à l'Ouest avant l'été de 1918 car, à partir de ce moment, l'arrivée massive des troupes américaines sur le continent européen inversera inéluctablement le rapport des forces en faveur de l'Entente. Près de deux cents divisions d'infanterie allemandes, appuyées par cinq cents batteries lourdes sont donc concentrées sur le front de l'Ouest pour y lancer la grande offensive qui doit décider du sort de la guerre.

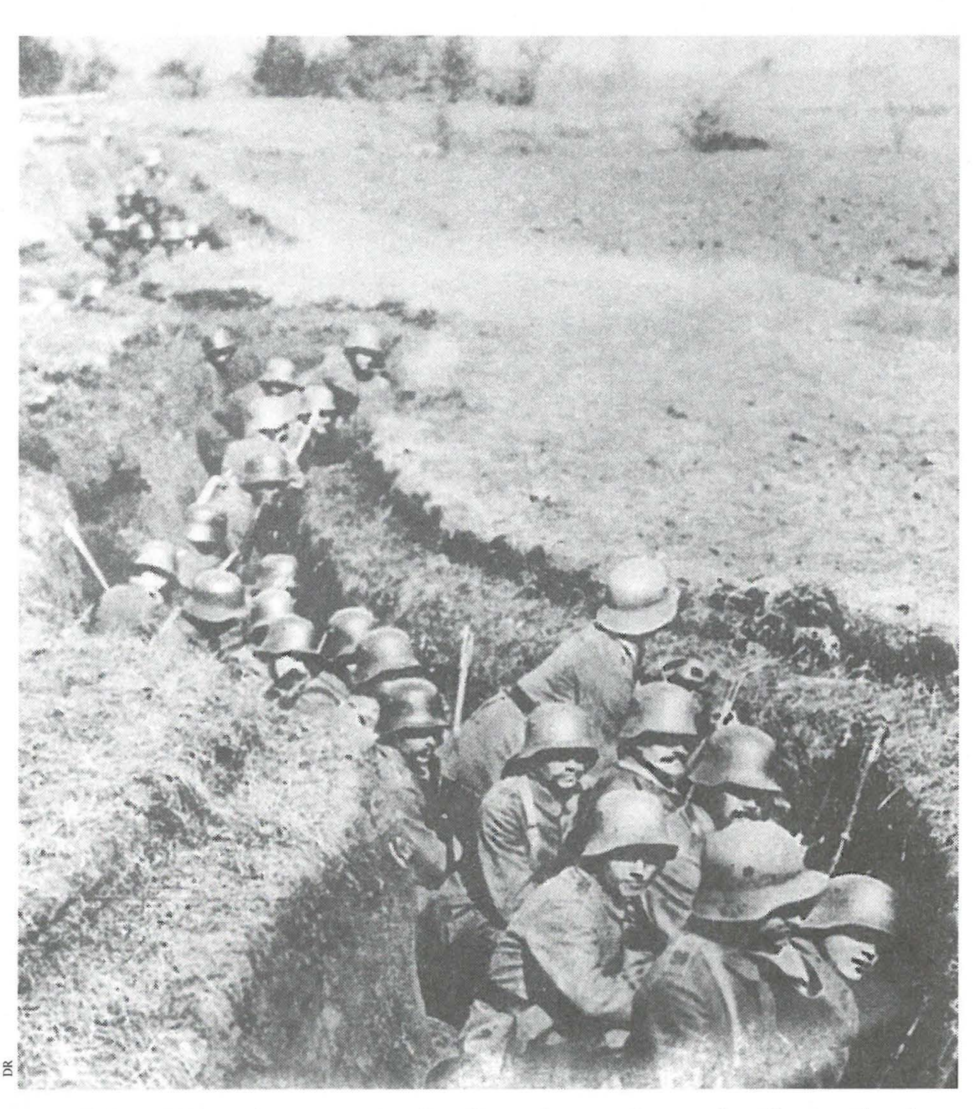
Le 21 mars 1918, Ludendorff lance sa première offensive dans la région de Saint-Quentin, à la charnière des fronts français et anglais. En quarante-huit heures, la percée est obtenue et la brèche s'élargit entre Français et Anglais. Pétain souhaite en priorité couvrir Paris et n'accorde qu'une importance secondaire au maintien de la liaison avec les Anglais. De son côté, le commandant en chef britannique, Dou-

glas Haig, se préoccupe surtout de conserver ses possibilités de retraite vers les ports de la Manche et de la mer du Nord. Privilégiant leurs intérêts immédiats, les deux commandants en chef risquent ainsi de ruiner les chances de l'Entente. C'est la raison pour laquelle, le 26 mars, la conférence de Doullens aboutit à la désignation de fait du général Foch comme « coordonnateur » des armées alliées. Devant le risque d'une défaite majeure, les gouvernements se sont résignés à admettre un commandement unique.

Foch ordonne immédiatement de rétablir la jonction entre Français et Anglais et d'arrêter l'ennemi devant Amiens, ce qui, grâce aux moyens fournis par Pétain, est obtenu au cours des jours suivants.

Après ce premier coup de boutoir qui a permis d'obtenir des succès tactiques considérables, les Allemands lancent une nouvelle attaque, en Flandre cette fois, le 9 avril dans le secteur d'Armentières. Le front britannique est sérieusement ébranlé et des renforts français sont dépêchés par Foch pour soutenir nos alliés. C'est dans cette région que Ludendorff sent le point faible de l'Entente et c'est là qu'il compte produire son effort décisif. Il faut cependant que les renforts français ne puissent intervenir. Pour encourager Foch et Pétain à les ramener vers le front de Champagne, le commandement allemand lance une troisième offensive, à partir du Chemin des Dames cette fois, en direction de la Vesle et de la Marne. Le 27 mai, la surprise est totale dans le camp français et l'attaque allemande est poursuivie jusqu'au-delà de la Marne. On se croit revenu aux sombres jours d'août-septembre 1914. Avant de porter le coup de grâce en Flandre, Ludendorff entend encore modifier le tracé de son front, trop exposé en Champagne. C'est l'objet de l'offensive lancée le 15 juillet. Cette fois, Pétain attend le choc et imagine une manœuvre défensive qui va décider du sort de la guerre. Les troupes françaises déployées à hauteur de la Marne subissent l'assaut ennemi mais parviennent à faire front pendant que la Xe armée du général Mangin, déployée dans la forêt de Villers-Cotterêts, se lance le 18 juillet sur le flanc droit des Allemands. Ceux-ci sont obligés de retraiter trois jours plus tard.

Le commandement ennemi pense qu'il va pouvoir se rétablir sur la ligne de l'Aisne, mais le 8 août, *« jour de deuil de l'armée allemande »* selon Ludendorff, une vaste attaque alliée est lancée en Picardie, appuyée par de nombreux chars. Le succès est total et l'issue de la guerre ne fait plus de doute, dans la mesure où les Américains arrivent maintenant en Europe au rythme de 250 000 par mois. Dans le camp adverse, les généraux allemands voient fondre leurs effectifs et ne sont plus en mesure de les remplacer. A la fin août, les Français avancent irrésistiblement entre Oise et Aisne alors que les Anglais lancent l'offensive en direction de Cambrai. A la mi-septembre, c'est dans le secteur de la Meuse où les Américains réduisent la « hernie » de Saint-Mihiel que les Alliés contraignent l'ennemi à se replier.



DR

Préparation pour l'assaut des troupes allemandes avant les grandes offensives du printemps 1918. Pour la première fois depuis trois ans, elles parviendront à percer le front occidental, mais elles seront finalement arrêtées par l'étendue des défenses en profondeur.

Au même moment, l'armée d'Orient de Franchet d'Esperey se lance à l'attaque et enfonce le front bulgare. Le succès est total et la Bulgarie signe l'armistice dès la fin du mois de septembre. En Palestine, puis en Syrie, les troupes anglaises du général Allenby l'emportent sur les Turcs, bientôt contraints de signer à leur tour l'armistice de Moudros. Face aux Autrichiens, les armées italiennes vont prendre à Vittorio Veneto une éclatante revanche sur la défaite subie un an plus tôt à Caporetto. Dès le 3 novembre, l'Autriche-Hongrie est contrainte de cesser le combat alors que la révolution éclate à Vienne, Prague, Budapest et Zagreb. En Allemagne, les mutineries déclenchées dans la flotte donnent le signal d'une révolution générale qui, de Kiel et Hambourg, gagne rapidement Cologne, Munich et Berlin, où Guillaume II doit abdiquer et où la république est proclamée le 9 novembre.

A la veille de subir de nouvelles offensives alliées sur le front de l'Ouest, menacée d'être attaquée par le sud du fait de l'effondrement de son allié austro-hongrois, l'Allemagne est contrainte de signer l'armistice à son tour le 11 novembre à Rethondes, dans une clairière de la forêt de Compiègne.

Ph. C.

Philippe Conrad a publié en 1989 *La Grande Guerre* aux éditions EPA.

L'heure de Hindenburg

PAR WERNER BEUMELBURG

Voici un document remarquable sur la guerre vue d'Allemagne par un historien allemand. On découvre l'importance pour les Allemands de l'interdépendance des fronts : occidental, oriental et balkanique. On les voit contraints de parer aux déficiences constantes de leurs alliés austro-hongrois. Une grande leçon d'histoire européenne.

Falkenhayn n'était pas homme à perdre la tête et à s'effondrer. Le changement terrible de situation, qui s'était abattu de toutes parts en quelques semaines sur l'Allemagne comme un orage gigantesque, le trouva à son poste comme aux temps plus heureux de son commandement suprême qu'il exerçait maintenant depuis plus de deux ans.

Il n'eut pas le temps de faire des comparaisons entre la situation qu'il avait trouvée jadis au départ de Moltke et la situation qui venait de se développer.

Savait-il encore dans quelles circonstances on l'avait alors appelé de son poste de ministre de la Guerre prussien ? (1) A l'Ouest, le plan génial de Schlieffen venait de s'effondrer deux semaines avant sa réalisation complète... les armées allemandes venaient d'être arrêtées à grand-peine après une retraite terrible qui les avaient frappées comme un coup de tonnerre en pleine décision victorieuse... les Français et les Anglais, poussés par l'enthousiasme de leurs peuples, étaient sur le point de porter le coup de grâce à l'armée allemande vacillante en la débordant par le nord... A l'Est, malgré Tannenberg et les lacs Mazures, l'armée russe partie de la Pologne centrale était en marche, avec ses millions d'hommes vers l'Allemagne ; les Autrichiens, battus à plate couture et repliés derrière les Carpates, appelaient désespérément les Allemands à leur secours... Les Serbes eux-mêmes se préparaient à envahir la plaine hongroise...

Autant de souvenirs, autant de cauchemars.

Puis ce furent les batailles de débordement du front Ouest qui trouvèrent à Ypres leur point culminant et leur fin ; la période où il fallut repousser les attaques furieuses de l'Entente, la bataille d'hiver de Champagne, les batailles de prin-



Le maréchal Paul von Hindenburg (1847-1934). Sous-lieutenant en 1866, capitaine en 1878, général en 1900, il prend sa retraite peu avant 1914. Le 23 août 1914, il est rappelé pour prendre le commandement de la VIII[e] armée sur le front oriental enfoncé par les Russes. Il a pour adjoint Ludendorff et obtient de brillants succès à Tannenberg, aux lacs de Mazurie, en août et septembre, puis à Lodz en novembre. Après le départ de Falkenhayn, le 26 août 1916, il est nommé chef d'état-major général avec Ludendorff toujours comme adjoint. Il conduira les armées allemandes jusqu'à la fin de la guerre. De nouveau arraché à la retraite en 1925, il est élu président de la République allemande.

TALLANDIER

temps en Artois, les batailles d'été et d'automne à Arras et encore une fois en Champagne ; la série des victoires formidables de Hindenburg dans l'Est, la Russie presque terrassée ; la campagne de Serbie qui ouvrit la route de la Turquie, campagne modèle par sa conception et son exécution.

Il avait fallu un an et demi à Falkenhayn pour rétablir les conditions préalables du succès qui avaient été perdues sur la Marne. Tant qu'il ne fut pas entièrement persuadé qu'il ne pouvait plus être menacé sur aucun autre point du théâtre de la guerre par un coup qui mettrait en danger son opération contre son ennemi principal, il se refusa à donner l'ordre de déclencher la bataille décisive.

Mais dès que sa conviction fut faite, il donna cet ordre. L'attaque de Verdun commença.

Alors survint ce que Falkenhayn avait voulu précisément éviter par son travail stratégique d'une année et demie. Le front oriental fut ébranlé. Chose plus grave encore, il se disloqua. Son effondrement enleva au grand plan de décision de Falkenhayn à l'Ouest sa base la plus indispensable.

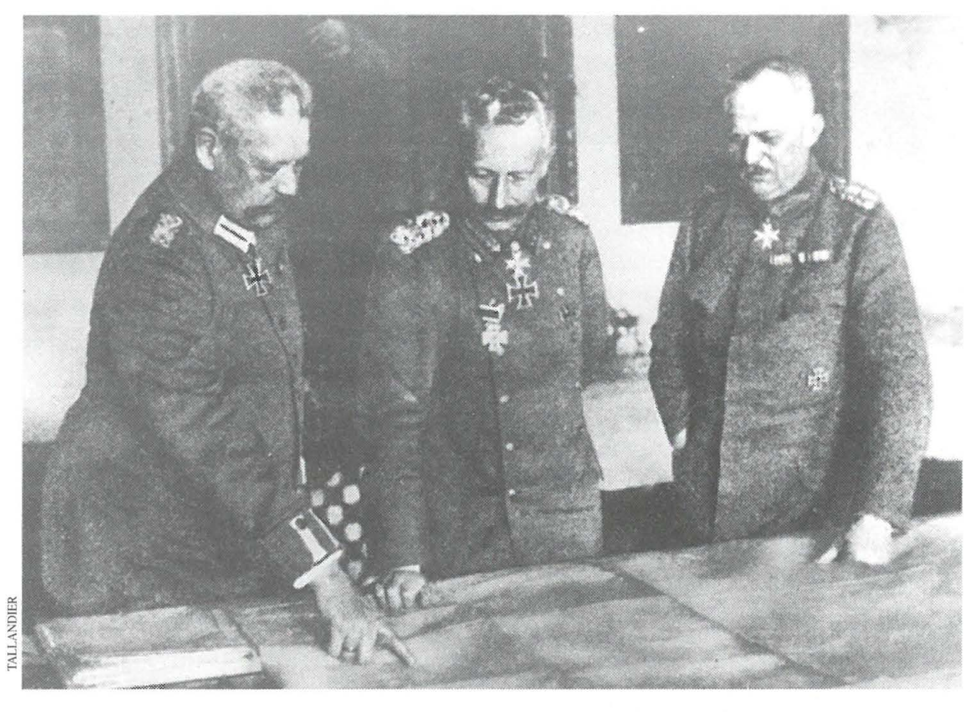
Et tandis que la base de sa bataille décisive chancelait, cette bataille elle-même commençait, elle aussi, à devenir incertaine. Il devint évident que ses lois invisibles ne répondaient plus aux calculs du chef d'état-major général, bien qu'en apparence tout parût aller pour le mieux. Mais ce fut précisément cette concordance apparente avec les prévisions qui l'amena à maintenir opiniâtrement et malheureusement son plan initial.

Et il en fut ainsi jusqu'en cette matinée qui avec un fracas semblable à celui du tonnerre révéla l'erreur de calcul que l'on avait faite, troisième coup pour Falkenhayn et le plus dur. Matinée du 1er juillet 1916 où, à 10 h 30, 37 divisions ennemies déclenchèrent la bataille de la Somme.

Dix jours plus tard Falkenhayn dut ordonner l'arrêt provisoire de l'attaque de Verdun. Il se vit obligé de prendre lui-même cette mesure qui jetait à l'abîme son grand plan, couronnement de son travail de deux années.

La bataille de la Somme était au zénith de sa fournaise terrible. En août – deux ans après le début de la guerre ! – le front allemand de l'Ouest trembla. Un frémissement traversa ses membres. La pression s'accrut de jour en jour. Quelques pierres se détachèrent de son édifice. Des fissures apparurent. Les coups de marteau continus de l'ennemi relâchèrent ses joints. La pression des Français augmenta également devant Verdun. Il fallut envisager qu'ils allaient passer à de grandes attaques pour reprendre le terrain qu'ils avaient perdu au printemps.

A l'Est Broussilov continuait ses assauts. On parvint momentanément à se défendre en colmatant de plus en plus le front autrichien avec des troupes allemandes. Mais il fallut le faire aux dépens du front occidental. La crise parut du moins surmontée dans l'Est.


TALLANDIER

Le 28 août 1916, devant la menace que fait courir aux Centraux l'entrée en guerre de la Roumanie aux côtés de l'Entente, Guillaume II (au centre) nomme le général Hindenburg chef d'état-major général, avec son adjoint Ludendorff (à droite) comme quartier-maître général.

Soudain, les Balkans sont pris à revers

Par contre, dans la partie sud du front oriental ce ne fut pas seulement une crise, mais une catastrophe brutale qui devint menaçante.

On savait que la Roumanie allait exploiter la détresse effroyable des puissances centrales pour provoquer, par une campagne de courte durée, la décision de la guerre tout entière au profit de l'Entente et s'assurer ainsi une place de choix dans la répartition du butin. La Transylvanie tout entière était ouverte à ce nouvel ennemi. Il n'était même pas possible d'amener des forces pour organiser une couverture si modeste qu'elle fût face à la Roumanie. Trois divisions allemandes, que Falkenhayn avait expédiées de l'Ouest malgré Verdun et la Somme, durent être orientées en toute hâte vers le front des Carpates pour protéger les Autrichiens. La situation dans le sud, pour employer un mot brutal, était désespérée.

Restait le faible espoir que les Roumains, avant de se déclencher, attendraient que leur récolte fût rentrée. Il s'évanouit. Le 27 août 1916 la Roumanie déclara la guerre à l'Autriche. Le lendemain le gouvernement allemand remit ses passeports au ministre roumain.

En ce même jour, un autre adversaire se dressa aussi sur ses ergots. L'Italie, qui avait remporté pour la première fois, au début d'août, au cours de sa sixième bataille de l'Isonzo, une victoire partielle sur les Autrichiens dont les forces s'affaiblissaient de plus en plus, – elle avait pris la tête de pont de Gorizia avec la ville du même nom – déclara également officiellement la guerre à l'Allemagne. Partout on sentait l'approche des temps nouveaux.

Le front macédonien bouillonnait déjà lui aussi. L'armée du général Sarrail, portée à un demi-million d'hommes, s'apprêtait à pousser à travers la Bulgarie et à tendre la main aux Roumains. C'était la prise à revers de tous les Balkans, l'anéantissement de la Bulgarie, le nouvel isolement de la Turquie qui luttait déjà péniblement, la reprise de la Serbie, le coup de grâce frappant les puissances centrales par-derrière, par la Hongrie, Budapest, Vienne... Le spectre de la défaite apparaissait courbé derrière le Danube et se redressait. Il n'y avait plus rien à espérer des Autrichiens.

Pendant qu'un demi-million de Roumains déferlaient par les cols de Transylvanie, pendant que Broussilov faisait encore une fois un

effort suprême, pendant que la lutte atteignait son paroxysme sur la Somme, pendant que l'Italie commençait la septième bataille de l'Isonzo et que Sarrail attaquait en Macédoine... Falkenhayn, en ce voisinage immédiat de la défaite, travaillait à la préparation de cette campagne brillante et singulière qui allait anéantir la Roumanie en un rien de temps et mettre en fuite le spectre des Balkans.

Le lendemain de la déclaration de guerre de la Roumanie l'empereur appela du quartier général du front oriental au GQG à Pless, en Silésie, le commandant en chef des forces de l'Est, le général-feldmaréchal von Hindenburg et son chef d'état-major, le général Ludendorff.

Le chef du cabinet militaire de l'empereur, le général von Lyncker, se rendit au nom de son chef suprême au bureau du chef d'état-major général et l'informa que les deux généraux étaient convoqués pour le lendemain. L'empereur, dit-il, s'est vu obligé de consulter le général-feldmaréchal et son chef d'état-major sur la situation créée par la déclaration de guerre de la Roumanie.

Falkenhayn était en plein travail. Ses pensées étaient en Roumanie.

Lorsqu'il comprit ce qu'on attendait de lui, il remercia le chef de cabinet militaire pour sa communication.

Dans l'après-midi il demanda par écrit à être relevé de ses fonctions de chef d'état-major général.

Le lendemain matin, Hindenburg et Ludendorff arrivèrent à Pless. Il furent tout aussi surpris que Falkenhayn. Hindenburg fut nommé chef d'état-major de l'armée de campagne. Ludendorff devint son premier quartier-maître général.

L'ancien chef d'état-major général fut prié par son successeur de prendre le commandement de la 9e armée allemande, en Transylvanie, à qui était réservée la mission d'obtenir la décision sur la Roumanie.

Falkenhayn prit le commandement de cette petite armée de trois divisions, qui n'étaient pas encore arrivées, en face d'un demi-million d'ennemis qui étaient déjà en mouvement. Il prit cette petite armée, lui qui était, il y a un instant encore, généralissime de la plus grande et de la meilleure armée qu'ait connue l'histoire du monde. Sans un mot d'amertume et sans arrière-pensée, il se plaça sous les ordres de celui qu'une différence de caractère, de plus grands dons de chef de guerre et l'amour de tout le peuple allemand avaient porté à sa place.



Le feld-maréchal August von Mackensen (1849-1945). Ancien officier de hussards, il commande à l'Est de 1914 à 1918. En août 1916, l'entrée en guerre de la Roumanie menaçant le front oriental, il joue d'audace. A la tête de faibles forces bulgares et allemandes, il attaque par la Dobroudja, provoque l'effondrement roumain et s'empare de Bucarest le 5 décembre.

Hindenburg chef de la direction suprême de l'armée !

Malgré toute la détresse de l'heure, le peuple allemand tressaillit d'allégresse. L'armée respira. Le soldat allemand qui combattait sur la Somme, devant Verdun, à Riga, près des marais de Rokitno, dans les Carpates et en Macédoine, releva la tête. Cent cinquante millions d'êtres humains dirigèrent leurs regards vers cet homme qui concentrait sur lui, depuis Tannenberg, le respect et la confiance de la nation comme aucun autre homme.

L'Allemagne est saisie d'allégresse

L'effet produit par la nomination de Hindenburg à la direction suprême de l'armée fut plus grand que l'aurait été l'annonce d'une victoire formidable.

Hindenburg et Ludendorff ne soupçonnèrent rien dans leur âme de ce mouvement d'allégresse qui poussait toute l'Allemagne à leur offrir son cœur à mains ouvertes. Peut-être cette allégresse les effraya-t-elle au contraire.

Ils savaient quelle était la situation... Ils savaient qu'il ne leur restait rien d'autre à faire qu'à se porter, avec une ferme volonté et des idées claires, au-devant du danger d'effondrement là où il était le plus menaçant.

Ils n'eurent pas besoin de chercher ce point. C'était la Roumanie. Mais tous les événements étaient terriblement et étroitement embrouillés. La première condition pour qu'ils pussent se débarrasser de leur nouvel adversaire était que les autres fronts tiennent. L'Est leur parut le plus sûr. Ils connaissaient les choses de ce front par une expérience de deux années.

Ils partirent donc pour l'Ouest afin de parler aux hommes qui y portaient sur leurs épaules le lourd fardeau de la responsabilité et pour voir les troupes à la résistance desquelles on avait déjà demandé des efforts si indicibles et auxquelles ils allaient être obligés de demander des efforts encore plus grands pour améliorer la situation.

Ce qu'ils virent sur ce front leur montra toute la gravité de leur mission.

Ils virent des commandants d'armée et des chefs d'état-major dont les visages sans joie et surmenés disaient déjà tout avant même d'avoir commencé à exposer leur situation. Ils virent l'artillerie qui leur réclama à grands cris des munitions pour pouvoir se défendre contre la supériorité du matériel ennemi. Ils virent les aviateurs qui leur dirent qu'ils étaient presque désarmés en face de la supériorité ennemie.

Ils virent ces soldats qui entre deux batailles de matériel se reposaient dans de mauvais cantonnements, l'épouvante de la mort derrière eux et devant eux. Ils virent leurs visages pâles et leurs yeux creux.

Donne-nous plus d'artillerie, disaient ces yeux, donne-nous plus d'obus afin qu'on puisse contenir l'ennemi. Nous sommes disposés à faire tout, tout – mais il y a trop à faire. On nous abat les uns après les autres ; ce n'est plus qu'une affaire de calcul.

Dans la première semaine de septembre, la nouvelle direction suprême donna l'ordre de suspendre définitivement l'attaque de Verdun. Et pour soulager le front de la Somme tous les secteurs calmes du front occidental durent céder plus d'artillerie, d'avions et de divisions qu'ils ne l'avaient fait jusqu'alors.

Au cours de ces mêmes journées la direction suprême adressa au gouvernement du Reich les premières de ses lettres qui formèrent par la suite les bases de ce qu'on appela le programme Hindenburg. Ce programme avait pour but d'organiser d'une façon plus rigoureuse la production du matériel neuf et d'utiliser à plein les ressources humaines et matérielles du pays au profit de la conduite de la guerre.

L'organisation du commandement fut simplifiée sur tous les fronts.

Sur le front Ouest, la 4e armée seule resta directement subordonnée à la direction suprême. Les 6e, 1re et 2e armées (ces deux dernières sur le front de la Somme) constituèrent désormais, avec la 7e armée, le groupe d'armées du Kronprinz Rupprecht de Bavière. Les 3e et 5e armées, les détachements d'armée C, A et B, formèrent le groupe d'armées du Kronprinz impérial. Par la suite, les trois détachements d'armée précités furent organisés en groupe d'armées du duc de Wurtemberg.

Les points les plus agités du front occidental étaient la région de Lille, Arras et la Somme dans le secteur du Kronprinz en Bavière, la zone de Soissons, la Champagne et la région de Verdun dans le secteur du Kronprinz impérial.

Dans l'Est, le général-feldmaréchal prince Léopold de Bavière prit le commandement de la partie comprise entre Riga et les Carpates, commandement qui avait été assuré jusqu'alors par Hindenburg. Le général von Woyrsch prit l'ancien groupe d'armées du prince Léopold. Le groupe d'armées Boehm Ermolli, qui avait été jusqu'alors sous les ordres du haut-commandement autrichien et qui se composaient des 2e et 3e armées autrichiennes et de l'armée allemande du Sud, fut subordonné, lui aussi, au commandant en chef des forces allemandes de l'Est. Le front oriental face à la Russie se trouva donc désormais tout entier sous un commandement allemand.

Seul le groupe d'armées de l'archiduc Charles, face à la Roumanie, conserva son indépendance officielle. Il avait pour chef d'état-major le général von Seeckt. Il comprenait la 9e armée allemande aux ordres de Falkenhayn et la 1re armée autrichienne aux ordres de von Arz. Ces deux armées n'existaient pour le moment que sur le papier ; quelques formations de *landsturm*, c'était tout ce qu'il y avait en Transylvanie pour barrer la route aux Roumains.

En face de la partie sud de la Roumanie, dans l'angle bulgare de la Dobroudja se rassemblait le groupe d'armées Mackensen, composé d'unités allemandes et bulgares. Les unités bulgares de Macédoine, auxquelles étaient joints quelques bataillons allemands, étaient conduites par le général Otto von Below que l'on avait fait venir de Courlande. En Turquie, le commandement effectif était exercé par le général Liman von Sanders, chef de la mission militaire allemande. Seul le front italien restait pour le moment en dehors de l'influence directe de la direction suprême des armées allemandes. Mais un changement survint ici aussi, à l'automne 1917, quand on se décida à frapper l'Italie.

L'unité des opérations de la Quadruplice se trouvait ainsi presque entièrement assurée. C'était chose naturelle que la direction générale appartînt aux Allemands. Comme les commandements d'armées locaux étaient en outre confiés presque partout à des généraux allemands, le travail de l'appareil de commandement stratégique ne pouvait en être que plus coulant.

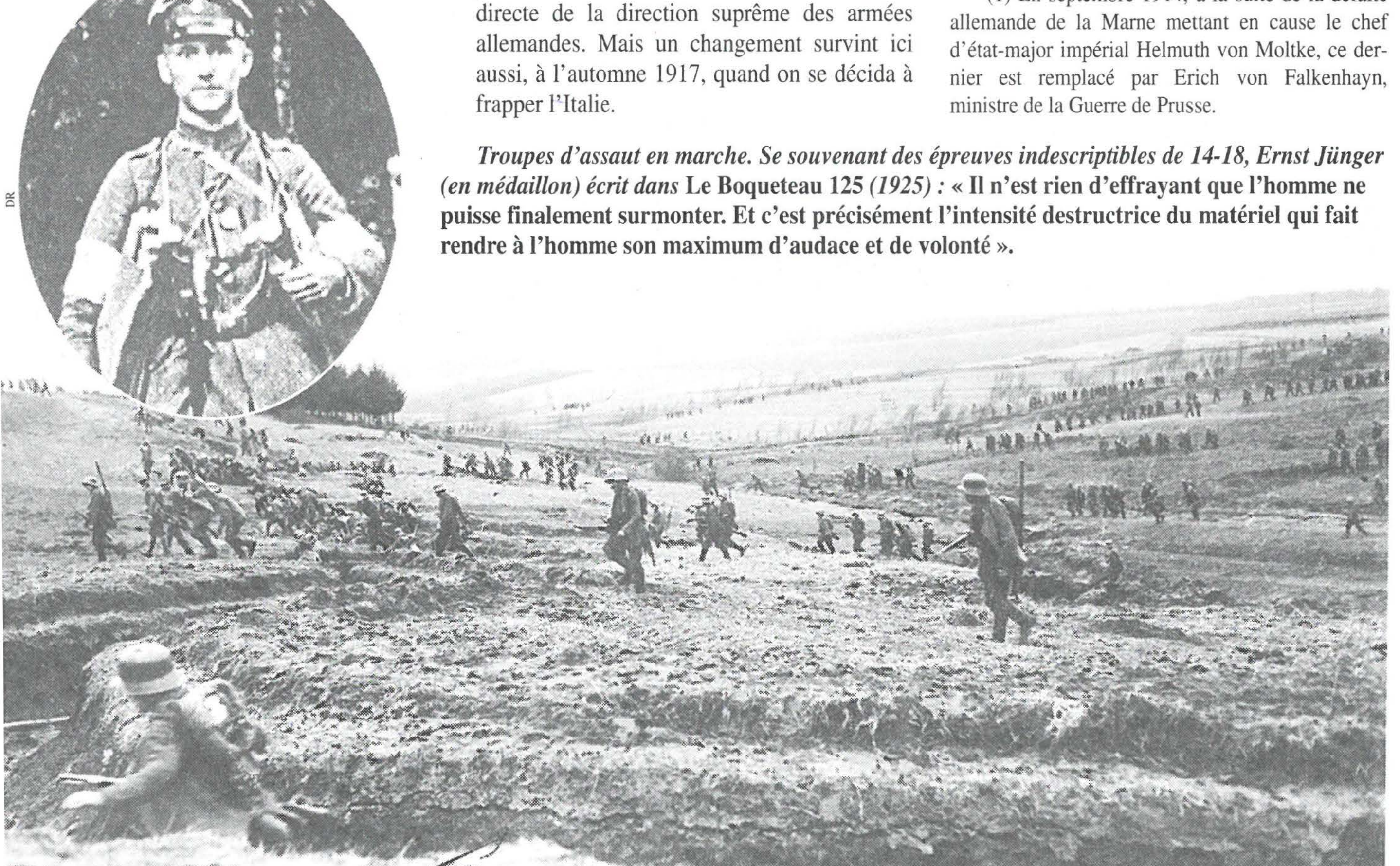
Mais ce n'était pas seulement le général allemand qui devait intervenir sur presque tous les fronts. A peu de chose près c'était le soldat allemand, fantassin, artilleur, sapeur, cavalier, aviateur, qui portait tout le fardeau de la guerre sur ses épaules, depuis la Baltique jusqu'à l'Adriatique, depuis le golfe de Riga jusqu'à la mer Noire, depuis la Macédoine jusqu'au canal de Suez.

Et son chef s'appelait maintenant Hindenburg.

W. B.

Werner Beumelburg, *La guerre de 14-18 racontée par un Allemand.* Préface de Gérard Chaliand. Bartillat, 1998, 586 pages, 150 F. *Enquête sur l'histoire* a rendu compte de cet ouvrage dans son n° 27.

(1) En septembre 1914, à la suite de la défaite allemande de la Marne mettant en cause le chef d'état-major impérial Helmuth von Moltke, ce dernier est remplacé par Erich von Falkenhayn, ministre de la Guerre de Prusse.



DR

***Troupes d'assaut en marche. Se souvenant des épreuves indescriptibles de 14-18, Ernst Jünger (en médaillon) écrit dans* Le Boqueteau 125 *(1925)* : « Il n'est rien d'effrayant que l'homme ne puisse finalement surmonter. Et c'est précisément l'intensité destructrice du matériel qui fait rendre à l'homme son maximum d'audace et de volonté ».**

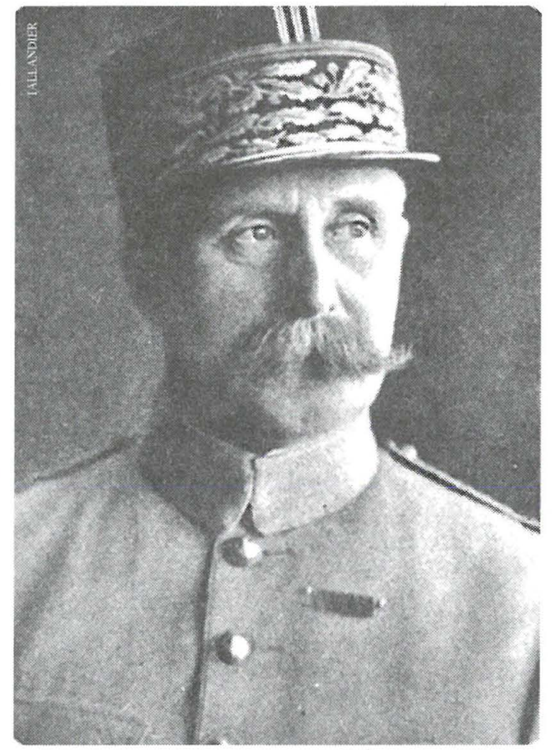
Questions sur Pétain

PAR JEAN KAPPEL

Il fut le plus aimé et le plus humain des chefs de la Grande Guerre. A Verdun, il avait été le vainqueur de la plus importante bataille livrée en France. En qualité de commandant en chef français, il fut ensuite l'artisan de la victoire. Mais le sort qui fut le sien après 1940 et maintes polémiques ont brouillé par la suite le souvenir de son rôle véritable. La publication par le professeur Pedroncini de la première biographie complète consacrée à *Pétain, le Soldat, 1914-1940* (Perrin) est l'occasion de répondre à toutes les questions que l'on se pose à ce sujet.

1. Quand la Première Guerre mondiale éclate, à l'été de 1914, le colonel Pétain est sur le point de partir en retraite et il a fait son deuil d'une promotion au grade de général. Moins de trois ans plus tard, au printemps de 1917, il devient commandant en chef de l'armée française. Comment expliquer une ascension aussi fulgurante au sein de la haute hiérarchie militaire ?

Reçu à Saint-Cyr en 1876, admis à l'École supérieure de guerre en 1888, Philippe Pétain a d'abord connu une carrière normale pour l'époque. Professeur adjoint puis titulaire de la chaire de tactique d'infanterie à l'École de guerre, il y a été vivement apprécié par ses chefs et par les élèves. Deux raisons expliquent sans doute pourquoi il n'a pas accédé au grade de général. Il n'a jamais caché son hostilité au général André, ministre de la Guerre du cabinet Combes, et a même refusé en une occasion de lui serrer la main. Comme beaucoup de militaires de l'époque, il a été excédé par l'affaire des fiches et s'il n'apparaît pas, au même titre qu'un Castelnau, comme un officier « clérical », il ne bénéficie pas des promotions « politiques » qui sont alors légion et dont on mesurera, en de nombreux cas, les tristes effets au début de la guerre. Sa neutralité pouvait être interprétée comme de la tiédeur par les tenants de la « défense républicaine ». Il est par ailleurs très réservé quant aux conceptions qui s'imposent alors au sein du haut-commandement et qui donnent une primauté excessive à l'offensive. Il a tiré les leçons des conflits anglo-boer et russo-japonais et sait que « le feu tue ». Au moment où le règlement de combat de l'Infanterie met au point des procédures tactiques qui valorisent l'offensive et la rapidité, ses vues par trop hétérodoxes et son indépendance d'esprit lui valent de solides inimitiés chez certains de ses pairs et de ses supérieurs. Les commentaires aussi rudes que lucides qu'il formule lors des grandes manœuvres de 1913 n'ont pas l'heur de plaire à certains généraux et, en juillet 1914, le ministre de la Guerre, Adolphe Messimy, refuse de nouveau de le promouvoir au grade de général, malgré les interventions successives des généraux Lanrezac, Franchet d'Esperey et Anthoine.

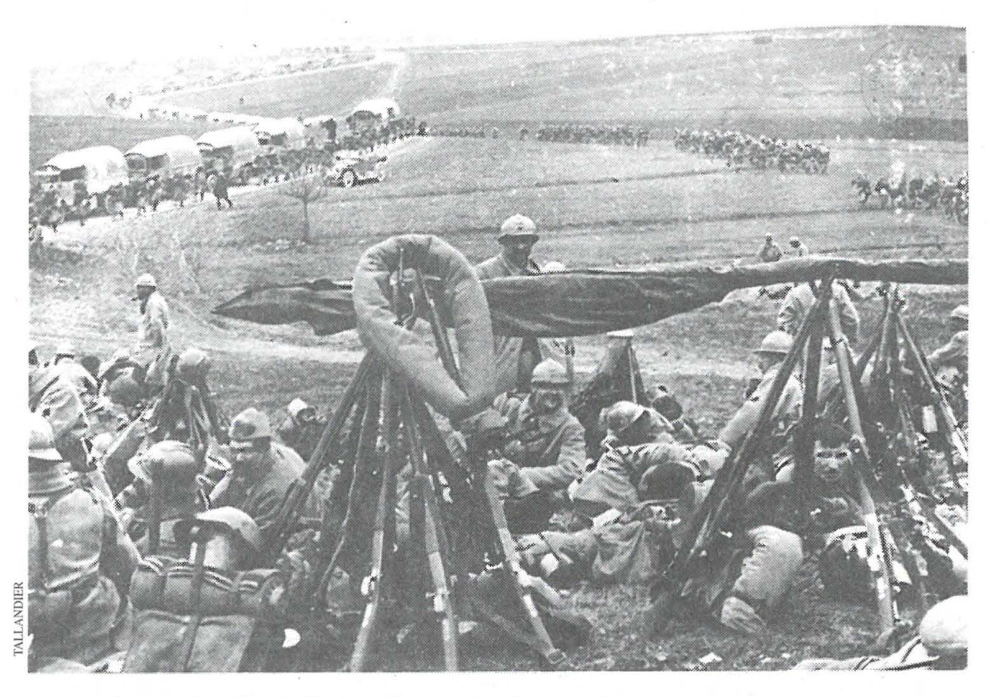


Le général Pétain, commandant en chef de l'armée française en 1918. Il sera fait maréchal de France, à Metz, le 8 décembre 1918 par le président Poincaré. En 1968, pour le 50e anniversaire de la victoire, le général de Gaulle a fait fleurir la tombe de son ancien chef à l'île d'Yeu, hommage que perpétueront en 1978 le président Giscard d'Estaing, et en 1988 le président Mitterrand. Jacques Chirac est le premier président de la Ve République à s'être soustrait à cette tradition en 1998.

2. La Grande Guerre vient alors lui offrir un destin imprévu.

Tout change en effet à l'été 1914 avec le déclenchement du conflit européen. On sait que la campagne de l'été et de l'automne va être un révélateur cruel des insuffisances de bon nombre de généraux dont des dizaines, trop âgés ou complètement dépassés par l'ampleur de leur tâche, sont prestement écartés. Chargé du commandement de la 4e brigade, intégrée à la 2e division d'infanterie du général Deligny, qui fait elle-même partie du 1er corps d'armée du général Franchet d'Esperey déployé à l'aile gauche de la 5e armée du général Lanrezac, Pétain amène son unité sur la Meuse où elle reçoit, le 15

août, devant Dinant, le baptême du feu. Sa brigade participe ensuite à la couverture de la retraite de la 5e armée, une mission délicate dont le « général » Pétain (on le désigne ainsi désormais) s'acquitte avec beaucoup de succès. La nomination officielle au grade de général de brigade est signifiée à l'intéressé dans la nuit du 27 au 28 août, au presbytère d'Iviers. Trois jours plus tard, il reçoit à titre provisoire le commandement de la 6e division d'infanterie où il remplace le général Bloch, passant ainsi du 1er au 4e corps. Il prend le commandement de sa nouvelle unité le 2 septembre et sa promotion au grade de divisionnaire est confirmée le 3. Quand il apprend, le 5, que la bataille d'arrêt livrée sur la Marne doit commencer le lendemain, il n'a qu'une nuit pour s'y préparer, avec une troupe qui bat en retraite depuis plus de dix jours. Le 6 septembre, lors de l'attaque lancée par sa division sur Saint-Bon et Villouette, il monte à l'assaut à la tête de ses hommes. Le 20 octobre, il est nommé commandant du 33e corps d'armée qui fait partie de la 10e armée de Maud'huy. Sa conduite au combat de Saint-Bon, la marche de sa division sur la Vesle, l'attaque réussie le 15 septembre contre la Ferme-Sainte-Marie expliquent que Pétain a pu passer en trois mois du grade de colonel à celui de général de corps d'armée.



TALLANDIER

Pendant la bataille de Verdun, la Voie Sacrée organisée par Pétain pour assurer nuit et jour la relève des troupes et leur approvisionnement en vivres, matériels, armes et munitions. Photo prise le 8 avril 1916.

3. Comment va-t-il s'acquitter, après cette promotion fulgurante, des missions que lui vaut ce nouveau commandement ?

Déployé sur le front d'Artois, son corps d'armée participe à l'attaque lancée à la fin décembre mais Pétain ne se fait guère d'illusions sur les chances de réussite de la « rupture » souhaitée par Joffre. Le mauvais temps aggrave encore les choses et ce n'est qu'au printemps que le 33e corps, le 9 mai, réalise une magnifique percée qui demeure malheureusement sans lendemain, faute de pouvoir être exploitée assez rapidement. Tous les objectifs fixés au corps d'armée sont atteints dans la journée grâce aux divisions Fayolle et Blondlat mais ce succès tactique trop isolé ne permet pas de forcer la décision. Sa réussite vaut cependant à Pétain d'être promu au commandement de la 2e armée, qui participe en septembre à l'offensive de Champagne. Là encore, quelques succès tactiques ne peuvent masquer la vanité des rêves de rupture de Joffre, le général en chef.

4. En 1916, ce sera l'année de Verdun où il intervient une deuxième fois en 1917.

Quelques mois plus tard, le chef de la 2e armée peut donner toute sa mesure à Verdun quand il parvient à contenir, entre le 25 février et la mi-avril 1916, la formidable poussée des forces du Kronprinz. Les relations se tendent avec Joffre qui, les yeux tournés vers la Somme où il entend livrer la grande bataille de l'été 1916, hésite à envoyer à Verdun tous les renforts qu'exige la situation sur la Meuse. Promu au commandement du groupe d'armées du Centre, Pétain laisse donc Verdun et la 2e armée à Nivelle qui termine victorieusement l'immense bataille. Lors du conseil de guerre réuni à Compiègne le 6 avril 1917, Pétain critique vertement le projet d'offensive que Nivelle – qui a remplacé Joffre au commandement en chef – entend lancer contre le Chemin des Dames dix jours plus tard. Le sanglant échec qui suit amène la mise à l'écart de Nivelle et c'est Pétain qui devient alors commandant en chef d'une armée française très durement éprouvée, dont le moral est au plus bas, ce que révéleront bientôt les « mutineries » qui affectent le secteur central du front.

5. Comment Pétain règle-t-il la question des mutineries de 1917 ?

Il fallait redresser la situation, redonner à l'armée française les moyens et l'espoir de vaincre après la terrible saignée de la mi-avril. Outre l'échec du Chemin des Dames, le nouveau commandant en chef doit en finir avec les mutineries, conserver à l'armée française le rôle prépondérant qu'elle a joué jusque-là, au moment où les Anglais qui prennent une part grandissante à l'effort de guerre cherchent à contester cette primauté, prévoir – du fait de la situation russe – un éventuel retour vers l'ouest du gros des forces allemandes engagées à l'est... Après les promesses malheureuses de Joffre et les désillusions engendrées par l'échec de Nivelle, il faut également restaurer la confiance dans le commandement en chef. Contre ceux qui voient dans les mutineries un complot révolutionnaire, pacifiste ou germanophile, il comprend que les refus d'obéissance qui ont affecté près de soixante-dix divisions à des degrés divers sont le résultat du « ras le bol » des soldats, trop souvent engagés dans des offensives aussi coûteuses qu'inutiles. Il décide donc de suspendre toute offensive de grande envergure visant à la rupture du front ennemi et résume par la formule célèbre – *« J'attends les Américains et les chars »* – le choix d'une stratégie défensive qui doit user l'adversaire, à un moment où l'entrée en guerre américaine fait que le temps travaille désormais pour l'Entente. La répression des mutineries va rester limitée (une cinquantaine d'exécutions pour 554 condamnations à mort et moins de 3 000 autres condamnations dont moins de 1 400 supérieures à cinq ans de prison). Si l'on rapproche ces chiffres de la moyenne du millier de tués quotidiens que la guerre va coûter à la France entre 1914 et 1918, on mesure mieux la modération d'une répression intervenant à l'issue d'une crise qui aurait pu s'avérer fatale pour l'armée française. L'amélioration de



DR

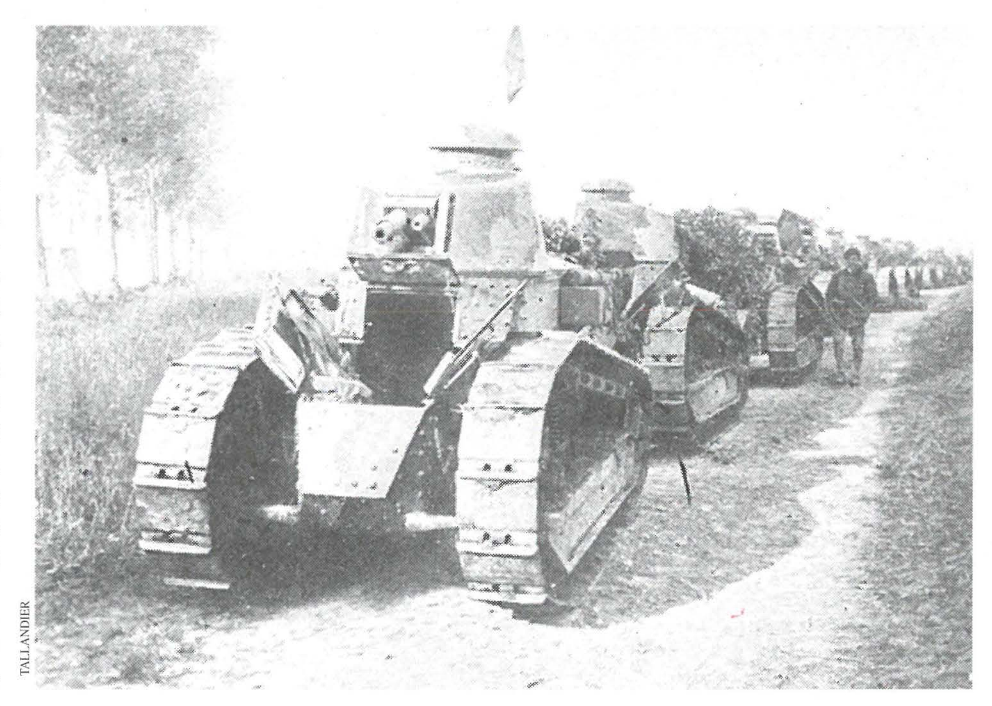
Le sous-lieutenant Fonck, le plus célèbre des aviateurs français avec Guynemer. Dans ses fonctions de commandant en chef, le général Pétain favorisera le développement de l'aviation.

l'ordinaire, l'organisation de l'arrière pour en faire une véritable zone de repos, une meilleure planification des permissions, de meilleures conditions de vie au quotidien pour les soldats, tout cela va contribuer également à redonner à l'armée un moral dangereusement ébranlé par l'échec d'avril. Le lancement d'offensives limitées mais payantes contribue également à rétablir la situation. C'est ainsi qu'à l'automne 1917 la superbe victoire remportée à La Malmaison efface le souvenir tragique du Chemin des Dames, d'autant que les pertes françaises ont été cette fois-ci des plus minimes... Le redressement tactique et moral est complet, Pétain dispose de nouveau, cinq mois après l'échec sanglant de Nivelle, d'une armée française qui est en mesure de prendre une part décisive à la victoire future. Le bilan est spectaculaire et, dans *La France et son armée*, de Gaulle ne s'y trompe pas quand il constate que *« Au moment où il fallut choisir entre la ruine et la raison, Pétain se trouva promu... »*

6. Quels sont, en 1918, les choix stratégiques de Pétain. En quoi s'oppose-t-il alors à Foch, notamment sur la conclusion, prématurée selon lui, de l'armistice du 11 novembre ?

De mars à juillet 1918, l'armée française a mené, en Picardie et en Champagne notamment, une terrible bataille défensive qui s'est conclue par le repli des armées allemandes, à l'issue de la brillante contre-offensive du 18 juillet. A partir de ce moment les forces ennemies, bousculées mais non disloquées, se replient régulièrement sous la pression des armées alliées. L'arrivée désormais massive des Américains ne laisse plus aucune chance, à moyen terme, aux armées du Kaiser et ses généraux, dès qu'ils le comprennent, réclament un armistice qui doit leur éviter une défaite totale. Alors que Foch, devenu commandant en chef interallié, doit tenir compte des exigences britanniques et se trouve ainsi amené à privilégier la libération du nord de la France et de la Belgique, Pétain est persuadé qu'il serait plus productif à terme pour la France de porter le coup de grâce à l'ennemi dans l'Est, en Lorraine, et de lui infliger ainsi une défaite sans appel impliquant l'invasion de son territoire et donnant à la France un rôle majeur dans la victoire finale. Alors que les armées alliées refoulent de vive force à travers la Picardie et la plaine flamande les forces ennemies, Pétain envisage une grande manœuvre stratégique *« visant à déborder par le sud le point d'attache des grands replis organisés par le haut-commandement allemand »*. On prévoit l'engagement de trente divisions et les renseignements confirment la relative faiblesse du dispositif allemand dans la région qui s'étend à l'est de la Moselle. Foch donne son accord le 23 octobre et, le 27, Pétain transmet ses instructions à Castelnau pour lancer l'offensive. 28 divisions, 3 divisions de cavalerie et 600 chars devront attaquer au matin du 14 novembre, face à 6 divisions allemandes. La percée obtenue sur les arrières ennemis pouvait disloquer tout son dispositif et éviter la *« retraite en bon ordre »* que va lui permettre l'armistice conclu à Rethondes. Foch a en effet signé cet accord trois jours avant l'offensive finale qui devait mettre à genoux l'adversaire et déboucher, pour la France, sur une victoire d'ampleur stratégique, lourde de conséquences sur le terrain politique et diplomatique. Le souci d'arrêter l'effusion de sang, tout honorable qu'il soit, ne peut être retenu car les pertes sont très limitées pour les Français au cours des dernières semaines du conflit. Foch a peut-être surestimé la capacité de résistance des Allemands et la lassitude de ses propres troupes ? Il a peut-être voulu en finir rapidement pour continuer éventuellement la guerre contre une Russie révolutionnaire susceptible de semer l'incendie dans toute l'Europe ? Alors que Douglas Haig, le commandant en chef britannique, soupçonne les Français de vouloir rentrer en Allemagne *« pour y régler de vieux comptes »* et précise que *« l'armée anglaise ne se battra pas de bon cœur pour des choses qui ne nous intéressent pas directement »*, Foch réagit trop en fonction des préoccupations des alliés britanniques. De ce fait, il prive la France d'une victoire de grande envergure, qui aurait fait d'elle la principale puissance de la coalition, celle qui avait déjà consenti le plus

d'efforts depuis 1914. A l'inverse, les Anglo-Saxons et notamment Wilson vont être plus facilement en mesure d'imposer, lors de la conférence de la Paix, des vues qui ne correspondaient pas aux intérêts français. La crainte d'une bolchevisation de l'Allemagne, quand arrivent les premiers renseignements relatifs à l'explosion de la révolution spartakiste, a peut-être également encouragé Foch à conclure rapidement. Plusieurs témoins ont rapporté que Pétain avait pleuré devant Foch pour l'adjurer de ne pas signer un armistice prématuré. Une fois de plus l'analyse de De Gaulle rejoint sur ce point celle de celui qui avait été son chef de corps en 1912 : « *Si l'effort gigantesque fourni par notre peuple, lors de la Première Guerre mondiale, pouvait nous offrir la carrière du renouveau, nous nous la fermions à nous-mêmes en manquant d'achever notre victoire militaire...* »


TALLANDIER

L'une des compagnies de chars Renault FT 17 qui ouvrent aux fantassins le passage dans les lignes ennemies le 18 juillet 1918.

7. Comment le général Pétain, commandant en chef, apprécie-t-il les armes nouvelles que sont le char et l'avion ?

Pétain a tout de suite mesuré l'importance qu'allait revêtir l'emploi des chars et de l'aviation. Dès qu'il prend le commandement en chef, il met en place un aide-major chargé de l'aéronautique, de la télégraphie et des liaisons. Dès le 27 mai 1917 il écrit à Painlevé, le ministre de la Guerre, que « *l'aviation a pris une importance capitale et qu'elle est devenue l'un des facteurs indispensables du succès* ». En décembre 1917, il écrit à Pershing que l'aviation pourrait devenir « *l'arme de la décision si elle paralysait assez et assez longtemps les ravitaillements ennemis. Ce rôle prépondérant et décisif, l'aviation l'aura si nous donnons à cette arme le maximum de puissance réalisable dans le délai de temps dont nous disposerons d'ici à la fin de la guerre* [...] *Si l'aviation d'observation doit être proportionnée comme nombre aux autres armes, il n'y a pas de limite pour l'aviation, arme de combat. On est obligé de viser à tout moment au développement de cette arme spéciale* » [...], qui pourrait devenir « *une arme décisive en aveuglant l'adversaire, en paralysant ses communications et en abattant son moral.* » Dès le 20 juin 1917, Pétain demande la mise en route d'un programme de fabrication de 3 500 chars d'assaut, malgré les déceptions qu'avait engendrées leur premier engagement lors de la bataille d'avril, au pied du Chemin des Dames. Il ne néglige pas non plus la modernisation nécessaire de l'artillerie lourde et l'augmentation indispensable des dotations en ce domaine. De manière générale, il entend substituer, après les hécatombes des premières années de la guerre, la machine à l'homme pour ouvrir le chemin de la victoire.

8. Une fois la paix rétablie, celui qui a été élevé à la dignité de maréchal de France en novembre 1918 continue à exercer les plus hautes responsabilités dans la défense du pays. On lui a fait grief d'avoir contribué à la mauvaise préparation de l'armée de 1940. Qu'en est-il ?

Devenu ministre de la Guerre dans le gouvernement Doumergue en 1934, il montre, quelle que soit son utilité, les limites de la ligne Maginot, « *qui ne met pas la France à l'abri d'une pénétration de l'ennemi* » et il explique qu'il faut absolument « *doter l'armée de réserves motorisées aptes à intervenir rapidement* ». Il doit alors compter avec l'opposition d'un Léon Blum qui proclame « *Déposons les armes, bon gré, mal gré, l'Allemagne sera bien obligée d'en faire autant...* » Demeuré, à l'issue de la guerre, commandant en chef puis promu inspecteur général de l'armée en 1922, Pétain pèse d'un poids déterminant au sein du Conseil supérieur de la Défense nationale. Il défend alors les chars que beaucoup critiquent à l'issue de la guerre, dans le contexte d'une stratégie résolument défensive. Il souhaite que l'armée soit dotée de chars légers pour l'accompagnement de l'infanterie et de chars lourds chargés de la rupture. Il veut que l'on puisse disposer d'un bataillon de chars par division engagée, mais réclame en même temps que ces moyens soient regroupés pour emploi au niveau du corps d'armée, afin de leur donner, à l'endroit et au moment choisis, une puissance supérieure. Dès 1919, il demande que l'armée dispose de près de sept mille chars, dont trois mille formant une réserve à la disposition du commandement en chef. Il soutient les efforts du général Estienne, devenu inspecteur général des chars en 1924. En mars 1934, le maréchal Pétain, devenu ministre de la Guerre, signe l'adoption du char de bataille B1. Dans un article paru dans la *Revue des Deux Mondes* en mars 1935, puis devant les stagiaires de l'École supérieure de guerre le 6 avril suivant, il décrit précisément la stratégie et les méthodes tactiques qui vont entraîner la défaite de mai-juin 1940. Inspecteur général de la défense aérienne en février 1931, le maréchal et son adjoint, le lieutenant-colonel Vauthier, ont déjà eu l'occasion de mettre en lumière l'importance de la menace aérienne. Pour toutes ces raisons, le commandant en chef de 1918, loin de rester attaché à la stratégie exclusivement défensive qu'on lui prête trop souvent, avait parfaitement analysé les caractéristiques du conflit à venir.

J. K.

L'article de Jean Kappel sous forme de questions-réponses s'appuie sur l'ouvrage de Guy Pedroncini, *Pétain, le Soldat 1914-1940*, que vient de publier Perrin. Le professeur Pedroncini doit sa réputation à sa thèse célèbre sur *Les mutineries de 1917* rééditée en 1996 aux PUF.

NAISSANCE D'UN NOUVEL EMPIRE MONDIAL

L'Amérique intervient

PAR CHARLES VAUGEOIS

Événement majeur du XXe siècle, l'intervention des États-Unis dans la guerre en 1917 annonce le rôle nouveau d'une puissance qui devient mondiale. En faisant appel aux États-Unis pour régler un conflit interne, les Européens se sont placés sous la dépendance d'un empire étranger. Mais ils ne l'ont pas compris.

Dans son étude désormais classique sur les buts économiques de la guerre de 14-18, Georges-Henri Soutou a montré que le choix des États-Unis en faveur de l'Entente est en partie fortuit, tout en étant favorisé par un ensemble de raisons culturelles (solidarité anglo-saxonne), morales et intéressées. Au début de la guerre, l'Amérique a choisi une ferme neutralité. Le président démocrate Woodrow Wilson, élu à la Maison-Blanche en novembre 1912, veut tenir les États-Unis à l'écart d'un conflit dont les responsabilités lui paraissent partagées. Il tient compte aussi des sentiments divergents de la population. Plus du quart des citoyens américains sont nés de parents étrangers ou dans un pays étranger. Les Anglo-Saxons de la côte Est sont favorables à l'Entente ; les Irlandais et les Polonais sont hostiles à l'Angleterre et à la Russie ; quant aux six millions et demi d'Allemands, leur sympathie va aux empires centraux. La neutralité paraît donc indispensable à l'unité nationale américaine. Comme son secrétaire d'État, Bryan, qui est un pacifiste convaincu, le président est persuadé que cette guerre, par son ampleur, va faire reculer la civilisation et les grands principes libéraux auxquels l'Amérique est attachée. Comme la plupart de ses compatriotes il est aussi hostile au régime tsariste qu'à une Allemagne jugée trop militariste. Il craint également que le conflit entraîne un recul de l'influence blanche en Asie et profite au Japon, dont les progrès et les ambitions inquiètent les États-Unis.



*Woodrow Wilson (1856-1924). **Élu président des États-Unis en 1912, réélu en 1916. Longtemps hostile à l'intervention des États-Unis, il penche cependant en faveur de l'Entente.***

Dès le 5 août, alors que sept pays sont déjà engagés dans la lutte, Wilson adresse une lettre aux chefs des États belligérants proposant la médiation américaine. Cette initiative ne rencontre aucun écho, chacun étant persuadé que la victoire est à sa portée. Plusieurs autres tentatives se révèlent aussi vaines. Malgré sa sympathie pour l'Angleterre, le gouvernement américain reproche à Londres le blocus maritime de l'Allemagne, décidé dès 1914. Destiné à affamer l'Allemagne et à la priver de matières premières, ce blocus n'interdit pas seulement l'accès aux côtes allemandes, mais aboutit à l'arraisonnement en pleine mer de navires neutres et au contrôle de leur cargaison dans les ports alliés. La décision de considérer la mer du Nord comme une zone de guerre et d'y mouiller des mines heurte le principe, chers aux Américains, de la « liberté des mers ». Ces mesures impliquent l'interdiction de tout commerce avec l'Allemagne, ce qui déchaîne aux États-Unis une tempête de protestations, non seulement dans les milieux irlandais et germano-américains hostiles à l'Entente, mais aussi chez les agriculteurs du Middle West et du Sud, qui vendent au Reich une partie de leur blé et de leur coton. Le gouvernement américain condamne donc le blocus mais ne décide aucune représailles. Les commandes de l'Entente assurent en effet un essor exceptionnel aux entreprises industrielles de la côte Est, et Wilson ne veut pas gêner la France et l'Angleterre par un embargo sur les matériels militaires.

La tension anglo-américaine est d'ailleurs reléguée au second plan par la décision allemande de porter la guerre sous-marine dans toutes les eaux entourant les îles Britanniques, seule riposte possible au blocus.

L'événement le plus grave du printemps 1915 est le torpillage, survenu le 7 mai, au large des côtes d'Irlande, du *Lusitania*, coulé par l'U-20 du capitaine Schwieger, qui l'a confondu avec un transport de troupes. Douze cent personnes, les deux tiers des passagers, y trouvent la mort, et parmi eux 128 citoyens américains. Ce drame déchaîne l'opinion d'outre-Atlantique contre l'Allemagne, accusée de *« barbarie »*. Un fort courant d'opinion, représenté par l'ancien président républicain Theodore Roosevelt, fait campagne pour l'entrée en guerre immédiate, au nom de la *« civilisation »*.

Se refusant toujours à envisager une entrée en guerre, le président Wilson adresse au gou-

vernement allemand plusieurs notes exigeant son engagement de ne plus torpiller des paquebots et une indemnisation des victimes américaines. Après le torpillage du *Sussex*, en mars 1916, le gouvernement allemand doit s'engager à limiter l'action de ses submersibles à la lutte contre les navires armés. Cette reculade, qui déchaîne la colère de l'amiral von Tirpitz, limite les effets de la guerre sous-marine déclenchée l'année précédente.

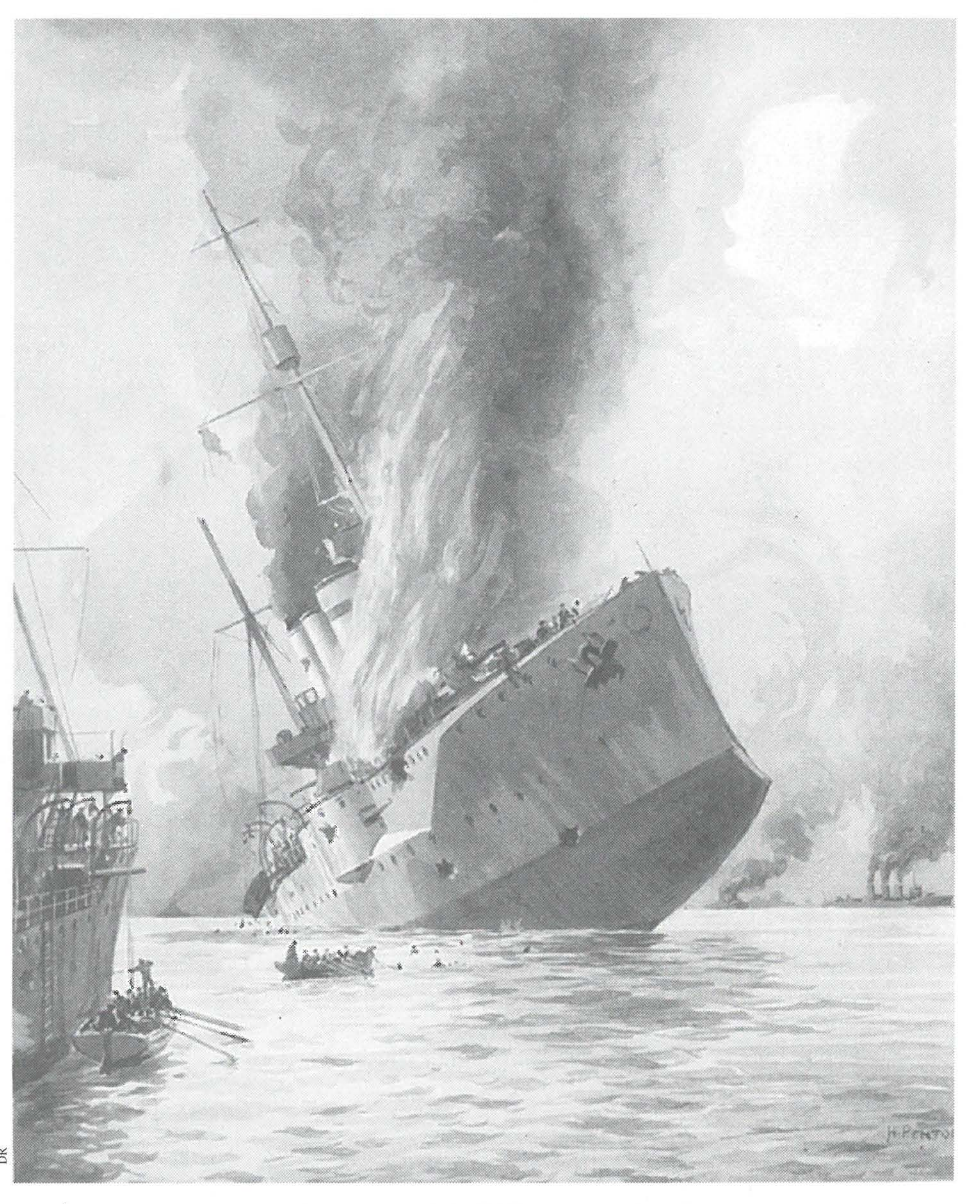
Les relations germano-américaines sont également assombries par plusieurs affaires d'espionnage. Deux membres de l'ambassade allemande à Washington, dont le capitaine von Papen, sont convaincus d'avoir préparé des sabotages d'usines et d'arsenaux. Des agents allemands sont également à l'œuvre au Mexique, où les États-Unis rencontrent alors de sérieuses difficultés.

La guerre sous-marine provoque l'Amérique

La proximité des élections de novembre 1916 impose cependant à Wilson de durcir sensiblement sa position vis-à-vis de l'Entente. La répression, lors des Pâques sanglantes de Dublin, de l'insurrection irlandaise, dresse contre les Britanniques une bonne partie de l'opinion, ce qui amène de nombreux journaux à réclamer des mesures énergiques contre le blocus que continue à imposer la flotte anglaise. La campagne électorale amène les candidats à faire assaut de neutralisme. La propagande démocrate insiste sur le fait que Wilson a *« préservé le pays de la guerre »* et accuse son adversaire de la souhaiter. Réélu au soir du 7 novembre, le président sortant pense poursuivre sa politique en faveur de la paix.

Malgré la neutralité officielle, les pays de l'Entente ont bénéficié jusque-là d'un soutien non négligeable de la part des États-Unis. Ils ont pu acheter outre-Atlantique les armes, les munitions, les matières premières et les produits alimentaires dont ils ont besoin, chose impossible à l'Allemagne. Les banques américaines ont ouvert aux gouvernements de l'Entente des crédits importants qui leur permettent de financer leurs achats. Ces facilités accordées à l'Entente contribuent au développement de la capacité de production de la machine industrielle américaine, constamment sollicitée par les belligérants.

Le 22 janvier 1917, Wilson définit sa politique, réclamant une *« paix sans victoire »* fondée sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la liberté des mers, le désarmement et



DR

Étranglée et affamée par le blocus anglais, l'Allemagne a réagi dès 1915 par la guerre sous-marine. La mort de 128 Américains dans le torpillage du* Lusitania*, le 7 mai 1915, soulève l'indignation des États-Unis qui entreront en guerre le 2 avril 1917 pour faire respecter « la liberté des mers », indispensable au commerce de la grande thalassocratie.

la création d'une « société des nations » appelée à prévenir les conflits.

Quelques jours avant, l'échec subi à Verdun et la « punition » endurée sur la Somme ont convaincu les chefs militaires allemands qu'il est nécessaire de reprendre la guerre sous-marine, dût-elle entraîner l'intervention américaine aux côtés de l'Entente. Dans la position géostratégique qui est la leur, les Centraux ont tout à perdre d'une prolongation indéterminée du conflit. Le temps joue fatalement contre eux et avantage une Angleterre qui peut impunément profiter, grâce à la maîtrise des océans, de toutes les ressources de la planète. Seule une guerre sous-marine totale assurera l'isolement complet des îles Britanniques. L'hypothèse d'une intervention américaine n'inquiète pas les responsables allemands, car l'armée des États-Unis ne représente, au début de 1917, qu'une force dérisoire, et il lui faut au moins un an pour être opérationnelle en Europe. Entre-temps, la flotte sous-marine allemande a mis à genoux l'Angleterre, en lui coulant une moyenne de 600 000 tonneaux par mois. Menacée par l'asphyxie économique et par la disette, la Grande-Bretagne finit par céder. C'est le 9 janvier 1917 que la décision définitive est prise. Cinq jours plus tard, Bernstorff, l'ambassadeur allemand à Washington, fait savoir à son gouvernement qu'il a reçu de nouvelles propositions. Le président américain renouvelle son offre de bons offices, dans la perspective d'une *« paix sans victoire »*, et s'engage à ne pas s'immiscer dans le détail



DR

*En compagnie du général Pershing, Georges Clemenceau passe en revue les premières unités de l'***American Expeditionnary Force,** *débarquées le 26 juin 1917. En décembre, il y a trois divisions et déjà six en février 1918. Près de deux millions de soldats américains sont en France à la signature de l'armistice, le 11 novembre 1918.*

des discussions territoriales. L'ambassadeur conclut en adjurant Berlin de ne pas commencer la guerre sous-marine et en rappelant l'importance des moyens dont disposent les États-Unis. Berlin répond que les propositions américaines arrivent trop tard. Le 31 janvier, Gerard, l'ambassadeur américain à Berlin, est convoqué à la Wilhelmstrasse pour s'entendre signifier la création de zones de guerre autour des côtes françaises et anglaises, et le commencement de la *« guerre sous-marine à outrance »*. Wilson riposte le 2 février en annonçant au Congrès la rupture des relations diplomatiques. Ce n'est pas encore la guerre. Wilson espère encore *« ramener l'Allemagne à la raison »*, mais il est décidé à ne plus reculer bien que l'opinion ne soit pas unanime en faveur du conflit.

C'est à ce moment que les Anglais, avec un sens exact du moment, révèlent le contenu du télégramme Zimmermann. Intercepté et décrypté par leurs services de renseignements ce document, daté du 16 janvier 1917, a été adressé par ses supérieurs au comte Bernstorff, ambassadeur à Washington. Ce dernier est chargé de retransmettre à son collègue de Mexico des instructions afin de proposer au Mexique une alliance contre les États-Unis ; en contrepartie, ce pays se verrait rétrocéder le Texas, le Nouveau-Mexique, l'Arizona et la Californie, perdus en 1848. Publié le 1er mars, ce télégramme déchaîne une puissante vague de germanophobie dans tout le pays. De nombreux Américains, jusque-là réservés devant les risques d'une guerre, en acceptent désormais l'éventualité.

Le Congrès vote la guerre

Ayant convoqué le Congrès en session extraordinaire le 2 avril, le président demande aux sénateurs et aux représentants *« d'accepter l'état de guerre que l'Allemagne impose aux États-Unis »*. Le Sénat vote alors la guerre par 82 voix contre 6 et la Chambre des représentants par 373 voix contre 50.

Les Centraux sont désormais condamnés à gagner la guerre avant l'été de 1918, alors que le temps travaille désormais pour l'Entente. Sur le plan financier, le Congrès autorise l'exécutif à prêter jusqu'à dix milliards de dollars aux partenaires des États-Unis. Disposant maintenant des cinq sixièmes de la flotte marchande mondiale, l'Entente pourra surmonter aisément les effets de la guerre sous-marine.

Sur le plan moral, la perspective de l'arrivée des soldats du Nouveau Monde ne peut que réconforter les combattants qui tiennent les tranchées depuis trois ans. Promu commandant en chef, le général Pétain décide d'adopter une attitude défensive fondée sur l'axiome selon lequel il attend désormais *« les Américains et les tanks »*. Les premières unités de l'*American Expeditionnary Force* débarquent en France le 26 juin 1917. La première division (25 000 hommes) est prête en août. En décembre, il n'y a encore que trois divisions et demie. En février 1918, il y en a six. Ensuite, la machine est rodée et déverse ses *doughboys* à pleins bateaux qu'il a fallu d'abord construire. Ils sont un million et demi au mois d'août, et le général Pershing, commandant en chef américain, espère que les deux millions seront atteints pour le 31 décembre 1918. Mais entre-temps, l'armistice sera signé. En juillet, les *sammies* participent à la bataille de Champagne et au mois de septembre suivant, ils réduisent le saillant de Saint-Mihiel avant de participer au coup décisif sur le front d'Argonne.

A l'automne, l'Allemagne se voit contrainte de demander un armistice. C'est vers la puissance « associée » et non « alliée » à l'Entente, les États-Unis d'Amérique, qu'elle se tourne pour réclamer une négociation inspirée des « quatorze points » formulés par Wilson en janvier 1918. On espère qu'il n'imposera pas à l'Allemagne des conditions trop draconiennes. Dans la nuit du 3 au 4 octobre, une note est adressée au gouvernement de Washington, par l'intermédiaire de la Suisse : *« Le gouvernement allemand prie le président des États-Unis d'Amérique de prendre en main le rétablissement de la paix [...]. Il accepte comme base, pour les négociations de paix, le programme fixé par le président des États-Unis d'Amérique dans son message au Congrès du 8 janvier 1918 et dans ses déclarations ultérieures. Pour éviter de prolonger l'effusion de sang, le gouvernement allemand demande la conclusion d'un armistice immédiat, sur terre, sur mer et dans les airs. »*

Cet appel de la puissance européenne centrale à l'arbitrage des États-Unis sera lourd de conséquences. Il revenait à confier le sort de l'Europe à la grande puissance qui s'était édifiée dans le rejet de l'Europe et de sa tradition historique.

Ch. V.

L'Alsace après 1918

PAR JEAN-JACQUES MOURREAU

A défaut d'avoir pu prendre Berlin, les Français s'installent sur les deux rives du Rhin. Ils y renouent avec les ambitions de Louis XIV et de la Révolution, s'efforçant de « franciser » l'ancien Reichsland d'Alsace-Lorraine et de détacher du Reich les pays rhénans. Examen iconoclaste d'une entreprise indécise.

Le lundi 4 novembre 1918, soit sept jours avant l'armistice, une dépêche fait état d'une réunion tenue la veille au *Sängerhaus*, à Strasbourg, à l'issue de laquelle les participants exigent, en relation avec les principes contenus dans les discours du président Wilson et en particulier dans sa note du 8 janvier, *« que le droit à l'autodétermination soit accordé au peuple alsacien-lorrain »* et demandent en conséquence *« que le sort de l'Alsace-Lorraine ne soit décidé que par un plébiscite en Alsace-Lorraine »*. Les signataires de ce communiqué appartiennent à l'*Elsässer Bund*. Ce sont des professeurs, des élus municipaux, des membres du clergé protestant et catholique dont le curé Sigwalt de Runzenheim. Des assemblées similaires se tiennent ailleurs en Alsace dans les jours à venir.

Le 6 novembre, *Der Elsässer* ouvre ses colonnes au curé Sigwalt, lequel s'adresse en ces termes au clergé alsacien : *« La perspective d'une Alsace qui pourrait être attribuée à un État et à un peuple athée, place très clairement l'Alsace catholique devant le devoir de conscience d'utiliser, après un examen approfondi de la situation, tous les moyens qui peuvent la tenir à distance d'un tel malheur. »* (1) Trois jours plus tard, les Alsaciens apprennent que le Kaiser a renoncé à la couronne impériale. Dans la nuit, le mouvement révolutionnaire qui a éclaté à Kiel, atteint Strasbourg et les autres villes du Reichsland. Des *Arbeiterräte* et des *Soldatenräte* se constituent. Ils hissent le drapeau rouge sur la flèche de la cathédrale de Strasbourg et reprennent le thème de la neutralité de l'Alsace-Lorraine.



DR

Entrée du général Gouraud à Strasbourg le 23 novembre 1918, sous les acclamations.

Le 11 novembre, alors qu'à midi, heure allemande, entre en application l'armistice qui stipule que les armées allemandes devront évacuer le territoire du Reichsland, les dirigeants du gouvernement alsacien-lorrain, Rudolf Schwander et Karl Hauss, démissionnent. Le Landtag se transforme en Nationalrat et se donne pour objectif de *« négocier un rattachement de l'Elsass-Lothringen à la France de manière que notre pays puisse conserver son autonomie telle qu'elle en jouissait dans le Reich allemand »* (2).

Le 13, le gouvernement révolutionnaire socialiste qui s'est constitué à l'hôtel de ville de Strasbourg, proclame la « République indépendante et neutre d'Alsace-Lorraine » dans le cadre d'une « Fédération des républiques rhénanes socialistes ». Il disparaît le 21 novembre. Reste le Nationalrat, instance légale et légitime. Certains de ses membres retournent leur veste, désavouent leur président, le docteur Eugen Ricklin, et se donnent à la fraction francophile dirigée par l'abbé Delsor.

Survient la débauche des drapeaux tricolores. L'entrée des troupes françaises en Alsace s'étale sur toute une semaine, du 16 au 22 novembre. Le 17, c'est l'entrée à Mulhouse, le 18 à Colmar, le 22 à Strasbourg. Les troupes pimpantes du général Gouraud sont accueillies avec enthousiasme. Le 9 décembre, Poincaré prononce la phrase deve-

nue célèbre : *« Le plébiscite est fait ! »* Le rédacteur en chef de la *Strassburger Neue Zeitung*, Charles Frey, reprend la formule à son compte (3)...

Nul ne contestera cet accueil. Seule son interprétation sera discutée. Les esprits critiques souligneront qu'il était facile de susciter la ferveur d'une foule affamée à laquelle on prodiguait pain blanc et vin rouge et ces mille choses dont la population était privée depuis longtemps. De même, on s'interrogera sur l'attitude des soldats alsaciens-lorrains qui, au nombre de 380 000, avaient servi sous l'uniforme feldgrau. Ceux-là ne participèrent pas à la liesse de la foule qui embrasse les vainqueurs. S'ils n'étaient pas prisonniers, ils se tenaient encore sur l'autre rive du Rhin (4).

A l'instigation de l'abbé Wetterle (5), toute la population du Reichsland est classée selon quatre critères ethniques et dotée de cartes d'identité conformes à ces catégories, lesquelles déterminent des dispositions discriminatoires. Les « commissions de triage » fonctionnent en dehors de toute légalité, pratiquent une politique d'épuration de l'administration et prononcent les expulsions. Celles-ci frappent près de 150 000 personnes parmi lesquelles figurent l'évêque de Metz et les beaux-parents d'Albert Schweitzer. Sous les lazzi de la populace, les expulsés franchissent les ponts du Rhin avec seulement 40 kg de bagages. La plupart sont des *Altdeutscher.* On interne des responsables politiques, comme Eugen Ricklin et Hans Hoeffel, ancêtre de l'ancien ministre alsacien, afin d'empêcher leurs candidatures aux élections législatives de novembre 1919.

Contrairement aux images idylliques de Hansi, le retour à la France constitue une rupture plus traumatisante que ne l'avait été l'annexion de 1870. L'Alsace-Lorraine est privée de ses élites germanophones. Un tiers du clergé protestant et un quart du clergé catholique émigrent. Ernst Barthel, le futur philosophe, qui a soutenu sa thèse de doctorat à l'université de Strasbourg en 1913, quitte l'Alsace afin de pouvoir poursuivre sa carrière universitaire dans la langue allemande qui est sienne.

Pour la même raison, le pacifiste et socialiste René Schickele qui s'était retiré en Suisse durant la guerre, préfère s'installer à Bandenweiler, sur l'autre rive du Rhin. Il se proclame *« Citoyen français und Deutscher Dichter »*. C'est la fidélité à la langue qui détermine les écrivains comme Marie Hart, Bernd Isemann et Hans Karl Abel à rejoindre Friedrich Lienhardt dans l'exil.

Transformée en bastion de la « civilisation française », l'université de Strasbourg a chassé de ses rangs ses plus éminents professeurs. Ainsi en est-il du professeur Martin Spahn. Rien n'échappe à la « francisation », pas même la chimie et les arts. L'école des Arts décoratifs de Strasbourg et l'Opéra sont soumis à la loi du vainqueur. Le compositeur Hans Pfitzner a été congédié. Le peintre Leo Schnug, décorateur de la Hohkönigsburg bascule lentement dans la folie...

A Berlin, les exilés se regroupent. Originaire de Haguenau, Eduard Stadtler tient des réunions enflammées pour dénoncer le rapt de sa patrie alsacienne. Ami du « jeune conservateur » Moeller van den Bruck, il va lancer la Ligue contre le bolchevisme et recueillir des milliers d'adhésions. Pour fédérer les Alsaciens exilés, Robert Ernst, un jeune officier proche du général Haushofer, lancera sa *Heimatstimme* et s'efforcera de maintenir l'attention de la Wilhelmstrasse sur le sort des Alsaciens et des Lorrains.

Contrairement aux images idylliques de Hansi, le retour de l'Alsace à la France constitue une rupture plus traumatisante que l'annexion de 1870

Dans le même temps, les autorités françaises s'attachent à la mise au moule linguistique afin que la jeunesse apprenne « la langue de la République ». A cette fin, elles appliquent la « méthode directe » pratiquée dans les colonies. Instituteurs et fonctionnaires indigènes sont sommés de se mettre au français. L'Église catholique est prise en main. L'évêque titulaire échappe à l'expulsion par la mort. Il est remplacé par Mgr Ruch, un aumônier militaire, qui arrive en Alsace à bord d'une voiture officielle envoyée par Clemenceau. En mars 1919, un commissariat général de l'Alsace-Lorraine est mis en place à Strasbourg. Cette charge délicate revient à Alexandre Millerand, lequel, élu à la présidence de la République en septembre 1920, sera remplacé par Gabriel Alapetite.

1924. La victoire du Cartel des gauches, partisan d'une politique anticléricale, met fin à cette administration spécifique. Devant la nouvelle Chambre convoquée pour le 17 juin, Édouard Herriot, président du Conseil, fait une déclaration de politique générale où la question alsacienne-lorraine est évoquée de la sorte : *« La guerre a posé deux problèmes qui n'ont reçu à ce jour que d'incomplètes solutions. Le gouvernement est persuadé qu'il interprétera fidèlement le vœu des chères populations enfin rendues à la France en hâtant la venue du jour où seront effacées les dernières différences de législation entre les départements recouvrés et l'ensemble du territoire de la République. Dans cette vue, il réalisera la suppression du commissariat général et préparera les mesures qui permettront, en respectant les situations acquises, en ménageant les intérêts matériels et moraux de la population, d'introduire en Alsace et en Lorraine l'ensemble de la législation républicaine. »*

Cette déclaration met le feu aux poudres. Le 19 juin, le Mosellan Robert Schuman proteste à la Chambre. Effarés, les Alsaciens et les Lorrains découvrent les incompréhensions et les malentendus de leur relation avec la France. L'attentisme cesse d'être de mise.

Dès 1919, un mouvement autonomiste a surgi. Le baron Claus Zorn von Bulach, fils de l'ancien secrétaire d'État d'Alsace-Lorraine, en a été la première et téméraire figure. Il a lancé *Die Wahrheit* et organisé de nombreuses manifestations. Depuis, bien d'autres personnalités se sont affirmées. Camille Dahlet est la plus insolite. Rédacteur en chef de *La République*, journal radical-socialiste et anticlérical publié en allemand, il est aux antipodes de l'abbé Haegy que l'on retient généralement comme l'autonomiste type. Issu d'une famille francophone et francophile de Saverne (son père présidait le *Souvenir français* avant 1914), ce pharmacien doué d'une plume polémique a publié une série d'articles pour fustiger les incohérences et les maladresses de l'administration française. Il a été le premier à s'élever publiquement contre les « commissions de triage », à prendre la défense des fonctionnaires, à stigmatiser l'attitude des « revenants ».

Il y aussi René Hauss, Paul Schall, l'abbé Zemb, le peintre Solveen et le banquier Emile Pinck qui, le 9 mai 1925, font paraître à Strasbourg le premier numéro de la *Zukunft.* Le journal rencontre immédiatement le succès. Son tirage dépasse rapidement les 30 000 exemplaires. Il y a aussi le docteur Ricklin, l'abbé Fashauer, Joseph Rossé, Marcel Stürmel et Karl Roos.

Le 5 juin 1926, plus de cent personnalités signent le manifeste du *Heimatbund.* Le gouvernement prend peur. Il prononce bientôt l'interdiction des différents journaux autonomistes et dénonce un complot. C'est en 1927 que Raymond Postal fait paraître *Le Roman de l'Alsace* consacré au « malaise alsacien », lequel éclate au grand jour lors du premier procès de Colmar, le 24 mai 1928, avec la

comparution de seize accusés. Au lendemain de ce procès, dans une conférence prononcée à Paris devant le maréchal Lyautey, le professeur Fritz Kiener, pourtant francophile, rapporte les propos du docteur Bucher, celui qui fut le meilleur agent de la France en Alsace durant la guerre et le modèle du héros de *Colette Baudoche* : *« Je crains que la France ne veuille broyer l'Alsace pour lui imposer le moule français. »* (6)

Sur l'autre rive du Rhin, la France fait pareillement valoir ses prétentions. Elle tient sa cour à Mayence, occupe le territoire le plus grand et règne jalousement sur le Rhin. Elle s'inspire de la politique rhénane de Vergennes et des rêves de Hoche. Foch n'a-t-il pas défendu la thèse des « sécurités rhénanes » comme garantie du paiement des réparations ? Cette politique reprend la thèse des « libertés germaniques » soutenue par Louis XIV. Elle a le soutien de Maurice Barrès, du très influent Comité pour la rive gauche du Rhin et de toute une frange de l'opinion française (7).

Sous l'égide du haut-commissariat, une intense action de propagande se déploie à partir de Mayence. C'est la création d'une école de droit où les professeurs de la faculté de Strasbourg viennent donner des cours, d'une école commerciale et d'un Centre des hautes études germaniques. L'ambition avouée est de diffuser la culture française en Rhénanie. D'importants moyens sont mis en œuvre. Le haut-commissariat publie quotidiennement le *Nachrichtenblatt*, organe d'informations générales en langue allemande. En français, il diffuse *L'Écho du Rhin*, chargé de répandre chaque jour les nouvelles de la presse parisienne. Il diffuse aussi un *Bulletin quotidien de presse allemande*, un *Bulletin des revues allemandes* hebdomadaire et *La Revue rhénane*, un mensuel luxueux. Dès l'armistice, des cours de français ont été ouverts aux Rhénans. Des voyages en France leur sont aussi proposés, comprenant la visite obligée de Paris et des régions dévastées du Nord et de l'Est. Démonstration de prestige : l'exposition d'art français se tient de juin à octobre 1921 à Biebrich sur le Rhin, près de Wiesbaden (8).

La France ne veut pas qu'éblouir les Rhénans. Elle spécule sur le fait qu'ils sont en grande majorité catholiques et que l'un des griefs qu'ils portent aux Prussiens protestants repose précisément sur ces différences confessionnelles. En mai 1921, est nommé un évêque aumônier-général de l'armée du Rhin pour assurer la liaison entre les occupants et les autorités religieuses locales et plus généralement *« pour servir l'expansion de l'influence française »*. On s'efforce même d'obtenir le soutien pontifical et on rêve d'obtenir un droit de regard sur la nomination des évêques rhénans.

DR



Le docteur Dorten, que les Français encourageront dans sa revendication d'une Rhénanie indépendante. Considéré comme un traître par ses compatriotes nationalistes, Dorten sera assassiné à Pirmasens en 1924.

Des républiques rhénanes

Le but ultime du haut-commissaire Paul Tirard est le détachement du Reich des pays rhénans. Les dirigeants français ont alors des visées sur la Sarre et le Luxembourg (9). L'un des hérauts de la politique rhénane est le général Mangin, l'auteur de *La Force noire* qui commande en chef l'armée française du Rhin jusqu'en octobre 1919. C'est avec son assentiment que Hans-Adam Dorten a proclamé « la République rhénane » à Mayence le 1er juin 1919 (10), initiative destinée à placer les autorités françaises devant le fait accompli, mais désapprouvée par Clemenceau. D'autres mouvements séparatistes rhénans s'activent sous la houlette de rivaux de Dorten, en vue de constituer des républiques sécessionnistes. Dans ses souvenirs, Graham Greene a évoqué le temps de la *« république du revolver »* et des criminels allemands tirés des geôles françaises *« pour renforcer les collaborateurs »* dans les pays rhénans (11). A la faveur de l'occupation de la Ruhr par les troupes françaises et belges, cette agitation redouble. Elle provoquera l'indignation de Stresemann (12). Elle va déterminer l'action des groupes nationalistes comme celui dirigé par Leo Schlageter.

La tentative française d'établir son protectorat sur les pays rhénans se brisera sur la résistance passive ordonnée par le chancelier Wilhelm Cuno. Le 12 novembre 1923, une « République autonome du Palatinat » est proclamée. Moins de deux mois plus tard, Franz-Josef Heinz-Orbis, son président, meurt assassiné en pleine ville de Spire. A la mi-février, la sanglante affaire de Pirmasens met un point final à l'ultime tentative du séparatisme rhénan.

De tout cela, on retiendra que la logique française engendra le paradoxe de réprimer l'autonomisme en Alsace-Lorraine et de soutenir le séparatisme en Rhénanie.

J.-J. M.

---

(1) Cité par Christian Baechler in *Les Alsaciens et le grand tournant de 1918*, Développement et communauté, Strasbourg, 1972.

(2) Cité par Pierre Zind in *Elsass-Lothringen. Alsace-Lorraine, une nation interdite (1870-1940)*, Copernic, 1979.

(3) Voir mon article « Les Alsaciens-Lorrains entre deux patries » dans *Enquête sur l'histoire* n° 12, automne 1994.

(4) La revendication de la neutralité ne disparaît pas pour autant. Un gouvernement de l'État libre et neutre d'Alsace-Lorraine en exil s'installe à Baden-Baden, à l'initiative du « trio badois » constitué par René-César Ley, Rapp et Muth. Des trois hommes, l'histoire officielle a naturellement fait des exaltés.

(5) Il quitta l'Alsace dès la déclaration de guerre, publia des ouvrages d'une germanophobie des plus violentes et devint membre de la conférence d'Alsace-Lorraine chargée par les autorités françaises de préparer la réintégration du Reichsland. De 1918 à 1920, il siégea au Conseil supérieur d'Alsace et de Lorraine. Député au Reichstag, il s'était élevé contre le projet de loi d'autonomie de l'Alsace-Lorraine.

(6) « L'Alsace après le verdict de Colmar » in *La Revue des Vivants*, Paris, juillet 1928.

(7) Voir Pierre Miquel, *La paix de Versailles et l'opinion publique française*, Flammarion, 1972.

(8) Stanislas Jeannesson, *Poincaré, la France et la Ruhr (1922-1924). Histoire d'une occupation*, Presses Universitaires de Strasbourg, 1998.

(9) Georges-Henri Soutou fait état d'une tentative de coup d'État républicain perpétré le 9 janvier 1919 au Luxembourg dont les inspirateurs étaient des sénateurs et des députés français. Voir *L'Or et le sang*, Fayard, 1989.

(10) Hans-Adam Dorten, *La Tragédie rhénane*, Robert Laffont, 1945.

(11) *Une sorte de vie*, Robert Laffont, 1971.

(12) Voir ses réactions dans l'imposante biographie de Christian Baechler, *Gustav Stresemann (1878-1929). De l'impérialisme à la sécurité collective*, Presses Universitaires de Strasbourg, 1996.

Conséquences géopolitiques des traités de paix

PAR AYMERIC CHAUPRADE

Vaille que vaille, deux empires structuraient l'Europe centrale, les Balkans et le Moyen-Orient avant 1914. La défaite de l'Autriche-Hongrie et de la Turquie ottomane a tout bouleversé. Des redécoupages par les vainqueurs sont sortis tous les conflits d'hier et d'aujourd'hui.

L'achèvement de la Première Guerre mondiale et la défaite des Austro-Allemands et de leurs alliés ottomans, fut le prélude à un bouleversement géopolitique majeur en Europe et au Moyen-Orient. Deux empires, l'Autriche-Hongrie et l'Empire ottoman s'écroulaient et se voyaient livrés au démembrement par les traités de paix, tandis que l'Allemagne connaissait un rétrécissement territorial important.

Le traité de Versailles du 28 juin 1919 eut pour objet de régler le problème des frontières de l'Allemagne et des garanties apportées par celle-ci aux vainqueurs de 1918. Les questions autrichienne, bulgare et hongroise furent, quant à elles, abordées respectivement par les traités de Saint-Germain-en-Laye du 19 septembre 1919, de Neuilly du 27 novembre 1919, de Trianon du 2 juin 1920.

L'Autriche abandonnait la Galicie à la Pologne, la Bohême, la Moravie et la Silésie à la Tchécoslovaquie, la Bucovine à la Roumanie, le Trentin et l'Istrie à l'Italie, la Slovénie, la Bosnie, l'Herzégovine et la Dalmatie à la Yougoslavie. Signé avec la Bulgarie, le traité de Neuilly donnait quelques territoires occidentaux à la Yougoslavie. Surtout, la côte de Thrace occidentale qui constituait le débouché de la Bulgarie sur la mer Égée était attribuée à la Grèce. Quant à la Hongrie, elle devait céder la Croatie à la Yougoslavie, la Transylvanie à la Roumanie, la Slovaquie et la Ruthénie subcarpatique à la Tchécoslovaquie.

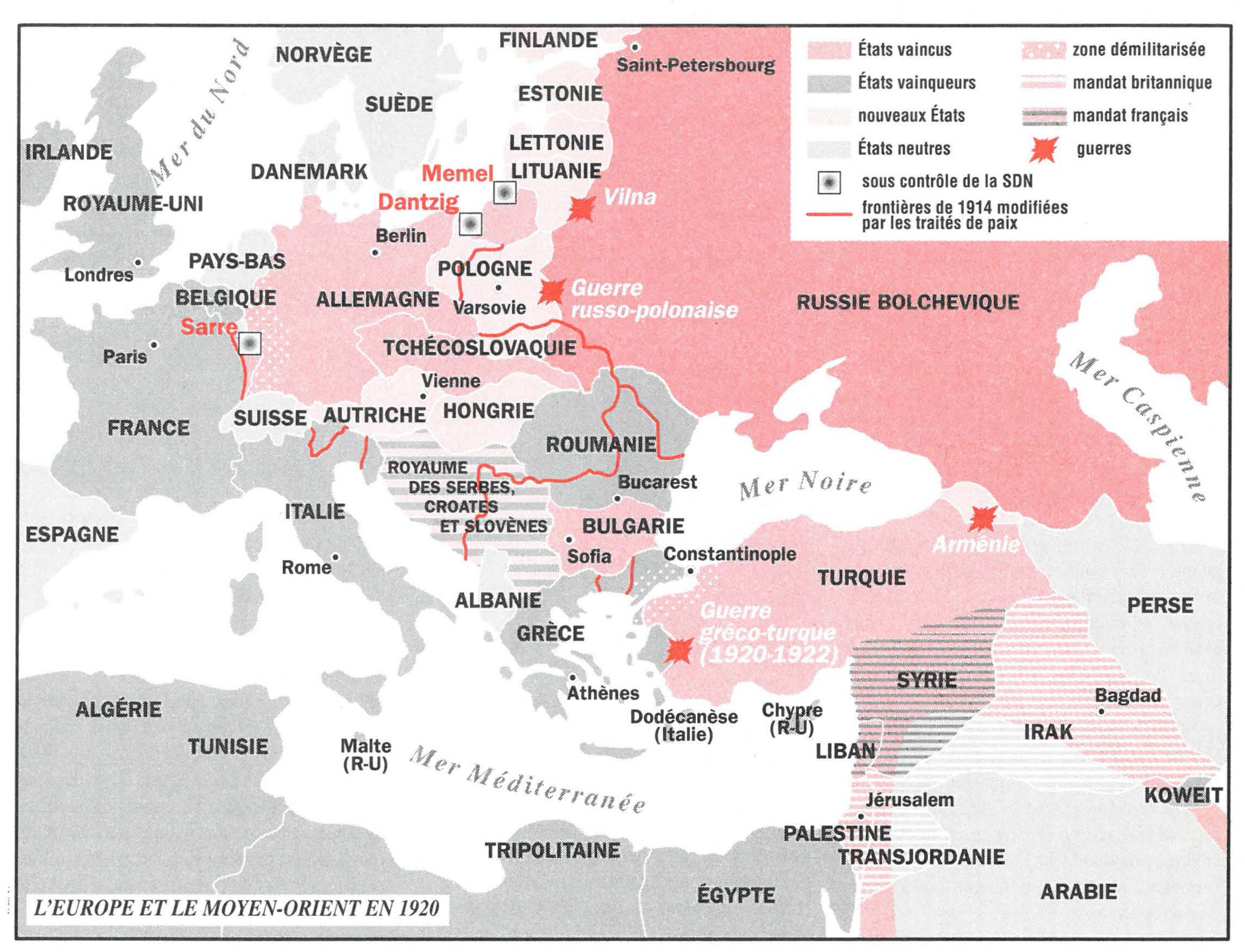


DR

Lloyd George, Georges Clemenceau et Woodrow Wilson, quelques jours avant la signature du traité de paix à Versailles, le 28 juin 1919. Marchant vers l'avenir d'un pas décidé, ils préparaient des catastrophes sans précédent.

Ces cessions territoriales venaient constituer deux nouveaux États. La Tchécoslovaquie proclamée à Prague le 28 octobre 1918 par Thomas Masaryk et la Yougoslavie, royaume des Serbes, Croates et Slovènes proclamée en 1918 et reposant sur la prépondérance des Serbes. Ces cessions renforçaient par ailleurs l'État roumain créé en 1878.

Il résultait de ces traités la formation de deux groupes d'États : les États mécontents des clauses de paix et des remaniements territoriaux, dits « révisionnistes » : Autriche, Hongrie, Bulgarie, sans compter l'Allemagne, et les États qui sortaient bénéficiaires de la



L'EUROPE ET LE MOYEN-ORIENT EN 1920

nouvelle configuration géopolitique de l'Europe : Tchécoslovaquie, Roumanie, Yougoslavie.

Des mécontentements de la part des peuples alimentaient les velléités nationalitaires : en Yougoslavie, Croates et Slovènes avaient dû abandonner plusieurs milliers de compatriotes à l'Italie et à l'Autriche. En Bohême nouvellement tchécoslovaque, les minorités allemandes des Sudètes – près de trois millions de personnes – nourrissaient une frustration forte, ainsi coupées de leur germanité. La Roumanie comportait une importante minorité hongroise.

Quant aux puissances révisionnistes, appelées ainsi parce qu'elles souhaitaient réviser les traités, leurs frustrations étaient immenses. Si les plébiscites de 1920 et 1922 permirent à l'Autriche de maintenir la Carinthie méridionale au détriment de la Yougoslavie, et d'annexer le Burgenland, les Autrichiens, favorables majoritairement à l'Anschluss, se virent interdire le rattachement à l'Allemagne par le traité de Versailles. Les Hongrois s'opposaient, eux, violemment au traité de Trianon. C'est principalement contre ce révisionnisme, et face à la menace d'une confédération danubienne et d'un retour des Habsbourgs rétablissant l'union austro-hongroise, que se forma en 1921 la Petite Entente entre la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et la Roumanie, appuyée par la France.

Des bouleversements qui nous sont proches

La Petite Entente devait constituer au yeux des Alliés un dispositif tampon contre le retour du pangermanisme et l'expansion nouvelle de l'Union soviétique vers les Balkans, la Yougoslavie devant en plus faire barrage aux ambitions italiennes. Du fait même de sa construction interne, l'État yougoslave apparaissait déjà – serbo-monténégrins inclinant vers la Russie et croato-slovènes inclinant vers l'aire austro-allemande – comme une future zone d'affrontement géopolitique entre la Russie et l'Allemagne, dès lors que les Serbes, dans un contexte d'affaiblissement de la Russie, perdraient leur prépondérance.

À l'issue de la Première Guerre mondiale, les Bulgares qui étaient parvenus à s'émanciper de la tutelle ottomane dès 1908 avaient échoué à atteindre leur objectif de voir naître une Bulgarie des trois mers – mer Noire, mer Égée et mer Adriatique. Leur alliance aux côtés des empires centraux leur fit perdre la Macédoine au profit des Serbes et la Thrace au profit des Grecs. La Bulgarie de 1918 apparaissait alors comme une Petite Bulgarie, tout comme l'Albanie dont le tracé de 1918 laissait en dehors de ses frontières, en Yougoslavie, un grand nombre d'Albanais.

En Europe centrale et orientale, les solutions de 1918 annonçaient les bouleversements futurs en cas de retour de la puissance géopolitique allemande et de recul de la Russie.

L'analyse des rapports de force de 1918, inversés après 1991, permet en fait d'expliquer les bouleversements géopolitiques qui nous sont proches. Les États bâtis sur un compromis neutralisant les influences allemande et russe étaient dans le nouveau contexte géopolitique de 1990 promis à l'éclatement, doux pour une Tchécoslovaquie bâtie sur une simple

division ethnique binaire, violente pour la Yougoslavie, mosaïque ethnique inextricable.

On peut donc trembler à l'idée que 1918 porte encore les germes d'un non-règlement des questions macédonienne, moldave, du conflit entre Roumains et Hongrois à propos de la Transylvanie...

Une confrontation similaire des rapports de forces géopolitiques au Moyen-Orient dans l'ancienne aire ottomane en 1918 et aujourd'hui mène aux mêmes conclusions.

Poussée russe au Caucase et dans les Balkans, poussée autrichienne également dans les Balkans, empiétement européen dans le domaine africain : à la fin du XIXe siècle, de tous côtés la Turquie avait ployé sous la double pression des velléités nationalistes des peuples de l'Empire, et des ambitions coloniales des grandes puissances. Multi-confessionnel et multi-ethnique, l'Empire ottoman avait bien tenté à de nombreuses reprises, de jouer de son pouvoir califal pour juguler l'émancipation des peuples arabes et appeler au djihad contre les puissances capitulaires chrétiennes, France et Angleterre.

Aucune tentative de réforme ou de redéploiement géopolitique n'empêcha l'Empire de céder du terrain. À l'aube de la Première Guerre mondiale, la Turquie, pénétrée de l'influence allemande, se rangea aux côtés des Austro-Allemands. L'objectif turc rejoignait l'ambition allemande de casser la puissance mondiale de l'Angleterre ; il s'agissait en effet d'assurer la conquête du canal de Suez et celle du Caucase, de s'emparer de Bakou et de son



Ibn Saoud (1880-1953). Émir du Nadjd en 1902, il est reconnu roi du Hedjaz et du Nadjid en 1927 à la suite de ses conquêtes. Il se proclame roi d'Arabie Saoudite en 1932.

pétrole. Mais les deux opérations échouèrent. Qui plus est, la Russie parvint à s'enfoncer profondément en Anatolie.

Au traité de Brest-Litovsk de 1918, la paix étant conclue entre l'Allemagne et les Soviets, la Turquie put récupérer les régions perdues au Caucase et chercher à s'étendre en direction de l'Azerbaïdjan. La défaite militaire turque provoquée par la poussée anglaise à partir du Golfe (politique du bureau anglais des Indes) et de l'Égypte (politique du bureau anglais de Londres), en direction de la Mésopotamie et de la Palestine, sonna le glas de l'Empire. La fin de la guerre donna en effet le signal d'un dépeçage généralisé de l'Empire ottoman, conformément aux ambitions et aux traités secrets des grandes puissances.

Le traité de Sèvres du 11 août 1920 fut infiniment plus préjudiciable à la Turquie que ne l'avait été celui de Versailles pour l'Allemagne. Désormais la Turquie se résumait au plateau anatolien. La France et l'Angleterre s'étaient partagées le domaine arabe : Syrie, Liban, Cilicie pour la première ; Mésopotamie et Palestine pour la seconde. Les Grecs s'étaient emparés de Smyrne et de sa région ; l'Italie d'un important territoire en Anatolie. L'Arménie et la Géorgie nouvellement indépendantes émettaient des revendications territoriales conséquentes ; l'existence d'un Kurdistan indépendant sous contrôle de Londres se profilait. Non seulement l'Empire ottoman n'était plus, mais la Turquie risquait elle-même de disparaître. Les excès même de ce dépeçage territorial provoquèrent, sous l'impulsion d'Atatürk une réaction nationaliste. Mustapha Kemal chassa les Grecs et les Italiens, refoula les Français hors de Cilicie, repoussa les Arméniens, et parvint finalement à stabiliser les frontières avec les puissances occidentales. Le traité de Lausanne (1923) vint se substituer au traité de Sèvres du 11 août 1920. Cependant, cette stabilisation des frontières ne réglait pas

Communisme et nazisme vus par les livres scolaires

A la rentrée 1998, les livres d'histoire de première ne contiennent plus l'histoire des années 1939-1945 (désormais traitée en terminale) mais, en couvrant la période de l'entre-deux-guerres, publient l'étude des régimes fascistes, nazis et communistes.

Ils sont souvent présentés sous l'appellation « *Les régimes totalitaires* », avec une explication de ce terme qui fut popularisé dans l'optique libérale par Raymond Aron, après Hannah Arendt.

C'est un progrès par rapport aux temps pas si éloignés où, dans les manuels français, le terme de dictature n'était réservé qu'à l'Italie de Mussolini et à l'Allemagne de Hitler ; l'URSS étant traitée à part.

Certes il y a des différences qualitatives et quantitatives entre les livres examinés (1). En suivant les études consacrées aux trois régimes, celui de Mussolini est jugé avec des nuances.

« *Un totalitarisme imparfait* » pour le Bordas. Pour le Nathan « *un régime qui semble s'orienter vers la mise en place d'un régime totalitaire* ». Pour le Hachette « *la terreur de masse – au centre du nazisme – reste étrangère au fascisme italien* ». Et le Belin est plus précis « *la terreur de masse y est sans aucune mesure avec les régimes nazis et staliniens* ». Ce qui n'empêche évidemment pas des critiques.

Le régime nazi, lui, correspond parfaitement au « *régime totalitaire* » (Nathan), « *un état totalitaire* » (Hachette), et même un « *totalitarisme achevé* » (Bordas). Le parti, la police, la propagande soumettent la population. Avec le bilan de la répression qui varie de « *300 000 Allemands détenus dans les camps entre 1933 et 1939* » (Bordas), à « *un million* » pour le Hachette. Mais les détenus (jusqu'en 1939) pouvaient « *espérer en sortir vivants* ».

L'idéologie raciste du régime est soulignée et stigmatisée. Le Bordas anticipe sur l'extermination (de 5 à 6 millions après 1939), quand le Hachette mentionne, à propos des années de guerre et du sort des Juifs, la controverse entre historiens « intentionnalistes » et « fonctionnalistes ».

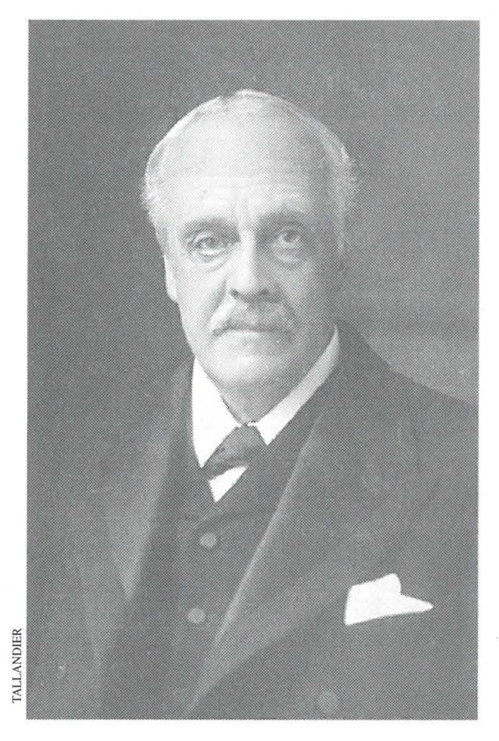
Mais cette tragédie évoquée, le Bordas mentionne une population allemande qui accordait « *sa confiance au Führer* ». C'est aussi l'avis du Hachette qui parle d'« *enthousiasme* » à la suite des succès économiques, sociaux, extérieurs du régime. Et le Nathan note que « *nombre d'Allemands furent séduits par la personnalité du Führer* », ce qui démontre que le « *IIIe Reich n'a pas été une parenthèse aberrante de l'histoire*

tous les problèmes. Sur le plan extérieur, et tout en menant une politique de neutralité régionale et de bons rapports avec l'Union soviétique avec laquelle elle avait réglé le statut des détroits, la Turquie kémaliste continuait de revendiquer la région de Mossoul qui avait été annexée par l'Irak anglais, ainsi que la région d'Alexandrette placée sous la coupe de la Syrie française. L'agitation kurde se perpétuait dans le quart sud-est du pays.

Pendant que le nationalisme arabe était dupé par les Européens, le projet sioniste reconnu légitime par le gouvernement anglais dès le 2 novembre 1917 (déclaration Balfour) prenait corps en Palestine. Ce projet qui allait bientôt se retourner contre la présence britannique en Palestine, laissait présager la création de l'État d'Israël, solide tête de pont des États-Unis au Proche-Orient et source principale des guerres modernes du monde arabe.

Parallèlement, dès 1918, Ibn Saoud, qui pouvait profiter des rivalités franco-anglaises et de l'aide américaine, poursuivait son projet d'unification des régions du Hedjaz. Le projet saoudien, avec le projet israélien, tous deux nés de l'effondrement ottoman et du recul de l'Angleterre, allait fournir quelques années plus tard (1932) une deuxième tête de pont américaine dans le monde arabe. Restait à Londres à appuyer sa présence en Transjordanie, au Koweit débouché maritime de la Mésopotamie, et au Qatar.

L'après-1918 allait aussi donner lieu à la mise en place des ingrédients de la guerre libanaise. Lors de l'effondrement de l'Empire ottoman, les régions maronites se trouvèrent être dans la zone française de partage du Proche-Orient. Trois possibilités s'offraient à la France mandataire : créer une Grande Syrie avec les régions libanaises ; créer un Petit Liban correspondant à la zone autonome (Mont-Liban maronite) ; créer un Grand Liban qui empiète sur le territoire de la Syrie en intégrant dans le territoire libanais la vallée de la Bekaa et des régions non maronites. Cette dernière solution fut retenue par Clemenceau en 1920. Elle contenait pourtant tous les problèmes qu'allait connaître le Liban : le refus syrien d'accepter cette partition ; la présence dans ce Grand Liban de minorités non maronites – sunnites et orthodoxes traditionnellement pro-syriens, druzes, chiites – heurtées par la dérive hégémonique des maronites.



TALLANDIER

Lord Arthur Balfour (1848-1930). Ministre britannique des Affaires étrangères de 1916 à 1919, il publie le 2 novembre 1917 la célèbre déclaration dans laquelle il accorde le soutien du Royaume-Uni à la création d'un futur État sioniste en Palestine.

Ainsi, quatre-vingts ans après les traités de paix de la Première Guerre mondiale, pratiquement tout ce que ceux-ci avaient voulu tracer s'est évanoui. De la Tchécoslovaquie à la Yougoslavie, du Liban au partage franco-anglais du monde arabe remplacé par une hégémonie américaine, la revanche géopolitique des humiliés des traités semble être en passe d'être réalisée : retour de l'influence allemande et turque dans les Balkans, doublée de l'influence américaine, axe israélo-sioniste et américano-saoudien barrant la route au nationalisme arabe, retour de la Syrie au Liban, avec comme première explication à ce revirement de l'histoire, bien plus qu'une absence de l'Angleterre supplantée par l'Amérique dans son rôle mondial, une éclipse de la France et de la Russie.

A. C.

Aymeric Chauprade est géopoliticien. Il a publié avec François Thual, *Dictionnaire de géopolitique*, éditions Ellipses, 1998.

***Enquête sur l'histoire* a publié dans son précédent numéro (n° 28, *1938-Munich*) plusieurs études sur les conséquences du traité de Versailles.**

---

politique de l'Allemagne ». C'est là un autre dossier...

On continue avec l'URSS sous Staline. « *Un totalitarisme achevé* » (bis) (Bordas), un « *système totalitaire* » (Nathan), « *un état totalitaire* » (Hachette), une situation dont Staline et sa politique de « *purge permanente* » (Belin) sont rendus responsables. Avec deux points forts :

– La collectivisation des campagnes. Une « *guerre* » (Hachette) qui donne comme bilan : 1 800 000 déportés et 6 millions de morts de faim. 10 millions de déportés pour Bordas. Un « *coût humain* » de 5 à 10 millions de personnes et plusieurs millions d'autres victimes à cause des famines (Nathan). Seul le Belin est plutôt vague, avec des « *paysans massacrés ou déportés par millions* ».

– Pour les purges de 1936-1938, c'est (Nathan) « *une terreur de masse* » qui a pesé sur « *toute la société soviétique* ». Dans le goulag (terme désormais courant), il y a « *15 millions de prisonniers en 1939 avec une mortalité très élevée* ». Le Bordas consacre un dossier au goulag et mentionne 700 000 exécutions et deux millions de détenus, plus deux millions de colons « *spéciaux* ». Un goulag où la mortalité était « *terrifiante* ». Pour le Hachette, il y eut aussi 700 000 exécutions et deux millions d'arrestations.

Le Nathan ne se risque pas à un bilan des trois systèmes. Le Hachette, lui, publie, mais sur deux pages en grande partie occupée par des documents (extraits d'Hannah Arendt, François Furet, etc.), une réflexion intitulée « Nazisme et Stalinisme : deux régimes totalitaires différents ? » Avec une fin très prudente, « *Les historiens* (sans précisions) *sont en désaccord sur les comparaisons entre les régimes de type fasciste et de type communiste. Beaucoup insistent sur la singularité du régime nazi* ».

Le Bordas distingue « *les points communs entre trois régimes qui asservissent l'homme* », mais aussi leurs différences. Ce qui explique qu'en 1941, en Union soviétique, « *la Wehrmacht fut parfois accueillie en libératrice* ».

Si ces extraits témoignent de vues qui tranchent avec l'antifascisme de rigueur qui longtemps domina l'historiographie française, il faut remarquer qu'un colloque d'historiens et de professeurs, organisé à Blois du 16 au 18 octobre, sur le sujet « Le crime et le pouvoir » comportait une table ronde sur « Comment enseigner les crimes nazis ?» Ceux du communisme (des plus anciens aux plus récents) ne sont pas encore à l'ordre du jour.

JEAN-PAUL ANGELELLI

---

(1) Au nombre de quatre, issus des collections les plus connues : Belin, Bordas, Hachette, Nathan. En général, bien présentés et illustrés mais avec des textes courts compensés par d'abondants documents.

Bolchevisme et fascisme

PAR ÉRIC BONILARDI

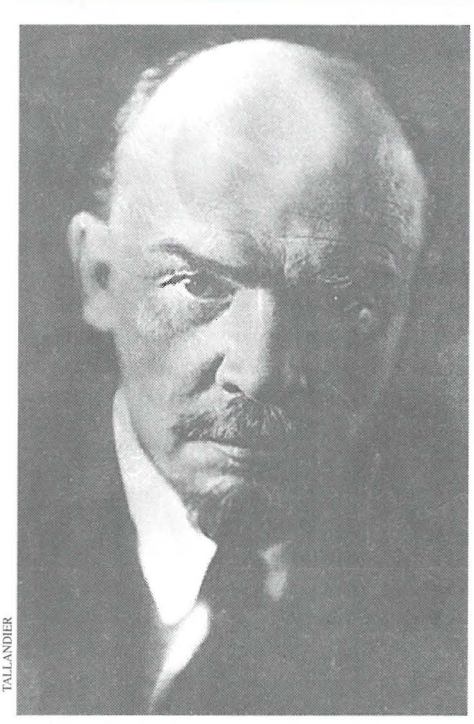
A la faveur de la guerre, Lénine prend le pouvoir à Petrograd en 1917. Après 1918, la menace de révolution s'étend à toute l'Europe, donnant naissance au fascisme en Italie. Mais cette riposte est une révolution inédite. Elle aussi fille de la guerre.

Si quelqu'un peut avoir de la reconnaissance pour les souverains, généraux et hommes d'État généralement conservateurs qui ont déclenché la guerre en 1914, c'est Vladimir Ilitch Oulianov, alias Lénine. Le bonhomme a 44 ans en 1914. Cela fait presque vingt-cinq ans qu'il rêve d'une immense révolution, et quinze bonnes années qu'il conspire en exil pour allumer l'étincelle. Mais l'incendie refuse de prendre. Au début de 1914, découragé, il écrit aux rares bolcheviks de Russie :

– *Je suis trop vieux pour voir la révolution. Mais vous, de la jeune génération, vous devez garder espoir...*

Quelques mois plus tard retentissent les coups de pistolets de Sarajevo. Sans avoir eu le temps de respirer, l'Europe se retrouve en guerre. Lénine pleure de joie. Occasion incroyable, inespérée ! Il ne se trompe pas. Les souffrances terribles de cette guerre vont accoucher du plus épouvantable bouleversement.

En février-mars 1917 le tsarisme s'effondre à Petrograd, balayé par une mutinerie de croquants imbibés de vodka. Brandissant fusils et baïonnettes, ils jettent par terre la sainte Russie. Huit mois plus tard, le pale Kerenski bascule à son tour dans les poubelles de l'histoire et Lénine, éberlué de tant de veine, se propulse à la tête du plus grand pays du monde, il est vrai, dans la plus totale anarchie.



Lénine (1870-1924). Il appréciait Mussolini comme l'un des plus authentiques révolutionnaires européens. Après 1920, il reprochera amèrement aux communistes italiens de ne pas avoir su retenir le fondateur du fascisme.

La poignée de bolcheviks s'est étoffée, mais reste ultra-minoritaire. Ils tirent leur pouvoir du néant de leurs adversaires, de leur audace et de leur férocité. Les mitrailleuses ne vont pas chômer. Le problème des opposants est réglé dans les caves de la Loubianka d'une balle de Nagant dans la nuque.

Arrive la défaite allemande et austro-hongroise de 1918. Cette fois, c'est toute l'Europe qui semble basculer dans la révolution immense et rouge. Lénine et son compère Trotski en sont convaincus. Ils multiplient les appels aux « camarades » allemands, hongrois, polonais, italiens...

Merveille ! Cela semble marcher. Berlin se soulève à l'appel des spartakistes. Une commune rouge est proclamée à Munich, une autre à Budapest. Les villes de l'Italie du Nord passent à l'émeute. Partout, on fait la chasse aux officiers, symboles de la guerre et de l'ordre ancien. On les tabasse dans les rues, on crache sur leurs décorations, on leur cloue les épaulettes sur les épaules pour leur apprendre à narguer le peuple, on les tue ici et là.

Beaucoup prennent la fuite, se mettent en civil, se font oublier. Une poignée réagit :

– *A moi, camarade ! Formons les rangs !*

Ils sortent leurs lourds pistolets encore maculés de la boue des tranchées et tirent dans le tas.

Dans Berlin en pleine folie, ils se forment en *Freikorps* (1), les Corps-francs. A Milan, ils s'unissent en *squadra* (escouades). On les appellera les squadristes. Beaucoup sont d'anciens Arditi, ces hommes des troupes d'assaut constituées en 1917. Leur légende a commencé dans des corps à corps à la grenade, sur le front de la Piave, après le désastre de Caporetto. On les reconnaît à leur uniforme spécial orné d'emblèmes noirs, couteau à la ceinture. Sur leurs fanions et le bandage de leurs blessures, ils inscrivent une devise qui en dit long sur leur philosophie expéditive : *me ne frego* (je m'en fous).

A Milan, le 23 mars 1919, dans une petite salle enfumée, ils sont venus applaudir un homme qui sait les mots pour leur parler, Benito Mussolini. C'est une sorte de Lénine italien, chef de la fraction la plus dure du parti socialiste en 1910. Devant la guerre, il a réagi de façon inattendue. Alors que Lénine flairait dans le pacifisme un formidable levier pour jeter par terre le tsarisme, Mussolini a fait le choix opposé. Se souvenant du Risorgimento, il croit que de la guerre surgira une nouvelle Italie. Troquant l'internationalisme contre le nationalisme, il est devenu le champion de l'intervention italienne en 1915. On le chasse du parti.

Qu'importe. Un nouveau destin l'appelle. Sous le chapeau emplumé des bersaglieri, il va se battre contre les Autrichiens. Grièvement blessé, il continue la lutte, la plume au poing, noircissant de sa grande écriture les articles incendiaires de son nouveau journal nationaliste et socialiste, *Il Popolo d'Italia.*

Voilà l'homme qui lance l'appel, le 23 mars 1919, pour la création des « Faisceaux de combat ». On y trouve d'anciens Arditi mêlés à d'ex-socialistes, partisans comme lui de l'intervention italienne en 1915.

Squadristes et Arditi participent à l'aventure de Fiume derrière Gabriele D'Annunzio, le poète guerrier délirant et admirable qui a joué sa vie plusieurs fois pendant la guerre. Mussolini est un peu son ministre de la Propagande.

Sauver du passé tout ce qui tient debout

Avec ses pistolets, ses triques, ses poignards et ses chants, le squadrisme végète longtemps. Et soudain, c'est l'envolée au début de 1921, après la fin de l'aventure de Fiume, en riposte à la vague de violence rouge qui a déferlé sur l'Italie. Partout on fait appel aux guerriers humiliés. Devant la démission de l'État, ils sont l'État. Les coopératives socialistes saccagées seront le prix à payer pour les crachats sur leurs médailles militaires.

Le squadrisme constitue l'aile militaire autonome du premier fascisme. A l'origine, celui-ci n'est pas un parti, mais un anti-parti sur lequel Mussolini n'exerce qu'une autorité très vague grâce à son journal et à son talent de tribun.

La montée des fascistes en 1921 et 1922 est la rançon de l'erreur stratégique des communistes italiens, sectaires dans leurs attitudes et anarchiques dans leurs méthodes. Face aux rouges, le pragmatisme est la règle de Mussolini. Toute l'Italie historique fera bientôt front avec lui contre les marxistes. Le pays sent que son principe politique consiste à sauver du passé tout ce qui est solide et honorable pour en faire le socle de l'avenir.

Voilà comment, le 28 octobre 1922, devant l'incapacité du vieux système libéral, le roi Victor-Emmanuel III fait appel au chef du fascisme pour diriger un gouvernement de salut public.

Réaliste, le Duce se garde d'abuser de sa victoire. Hormis les communistes, que ses squadristes pourchassent à coups de gourdin, il est prêt à toutes les alliances, obtenant le ralliement rapide des syndicalistes et de la classe ouvrière. Il invente un nouveau type de pouvoir reposant sur le parti, les syndicats et l'État (2). Du jour au lendemain, saisie par l'ardeur énergique des fascistes, l'Italie semble transformée. Les trains arrivent à l'heure, la corruption disparaît, les conflits sociaux trouvent des solutions. Toute l'Europe regarde, surprise et intéressée. Parmi beaucoup d'autres hommes politiques, Churchill dit son admiration pour Mussolini.



DR

A gauche, le capitaine Erhardt, l'un des plus fameux chefs des corps-francs allemands surgis de la défaite et de la révolution. Après avoir brisé les soulèvements spartakistes et communistes dans toute l'Allemagne en 1919, ils se retourneront contre la république de Weimar. Cette photo a été prise à Berlin lors du putsch de Kapp en mars 1920.

Des générations de chercheurs ou d'historiens se sont évertués à trouver au mystère du fascisme des explications d'ordre social ou idéologique plus ou moins influencées par les théories marxistes. Rares sont les auteurs qui ont vu ce que montre l'histoire. Le fascisme



TALLANDIER

Les chefs squadristes entourent Mussolini lors de la « Marche sur Rome » qui porte les fascistes au pouvoir en octobre 1922. Arborant chemise noire et décorations pendantes, tous ces hommes appartiennent à la génération du feu.

est né d'abord et avant tout du creuset de la Première Guerre mondiale. Au sortir de cette forge, un certains nombres de jeunes hommes avaient été changés à jamais. Ceux-là voulurent transposer dans la paix les valeurs de la guerre qui étaient devenues les leurs. Les circonstances exceptionnelles traversées par l'Italie leur permirent quelque temps de réaliser une partie de leurs rêves. Au regard de l'histoire, ils apparaissent comme la revanche inattendue d'un type humain que l'économie marchande avait relégué dans une position sociale subalterne et méprisée.

La mobilisation des masses

La filiation-réaction du communisme et du fascisme éclate dans la chronologie. Lénine prend le pouvoir en 1917, Mussolini en 1922. Cinq années séparent les deux événements. La révolution bolchevique est à l'origine d'une réaction en chaîne qui provoque la naissance du fascisme italien et aussi du national-socialisme allemand. Tous deux sont des ripostes, dans des pays menacés où l'État est trop faible pour s'opposer au danger. Mais ce sont des ripostes de type révolutionnaire qui ont pour instrument la mobilisation des masses autour de l'espérance d'une société nouvelle et meilleure. Aussi sont-elles à l'origine de régimes inédits. C'est ce qui les distingue des mouvements et des régimes réactionnaires ou conservateurs qui veulent restaurer un ordre social ancien excluant les masses de la vie politique.

Jacobinisme de l'ère industrielle, appuyé sur la mobilisation des masses, le fascisme italien tire sa substance de la jeune génération formée par la guerre. C'est elle qui, à travers l'aventure de Fiume, lui donne son style guerrier, violent, juvénile, joyeux et conquérant. Ses idées associent socialisme et nationalisme, un nationalisme italien qui n'a rien de conservateur et aspire à poursuivre le mouvement dynamique du Risorgimento. Sous l'impulsion de Mussolini, le socialisme a renoncé à détruire la société civile, mais pour la soumettre à ses buts.

Le parti unique associé à une milice est à l'origine une invention bolchevique. Le fascisme italien ne l'adoptera qu'après 1926. Pourtant, dès la Marche sur Rome, en octobre 1922, alors que subsiste un certain pluralisme, le parti fasciste se distingue par sa volonté d'incarner la communauté nationale. Il entend en être le modèle. Instrument volontariste de transformation de la nation, le fascisme prétend former un homme nouveau. Et c'est bien cette prétention commune aux grandes révolutions du XXe siècle qui les distingue de tout ce qui les entoure. Et cela aussi est une conséquence de la guerre, de la sélection qu'elle a opéré entre la masse souffrante et une nouvelle élite guerrière illustrée par l'essai d'Ernst Jünger, *La Guerre notre mère*. Ce titre n'est-il pas en soi un programme et un aveu ?

E. B.

LA FAUSSE RÉPUTATION FAITE AUX SOLDATS ITALIENS

Les prisonniers et les combattants revenus de régions lointaines, comme les anciens voyageurs, ont tendance à amplifier leurs récits, à exagérer leurs mérites, leurs souffrances, ou à satisfaire les désirs de leur auditoire et son goût pour le merveilleux.

A entendre les poilus revenus d'Italie, deux divisions françaises auraient suffi pour arrêter la débandade effroyable de deux millions d'Italiens après le désastre de Caporetto : l'histoire – et le simple rapprochement des dates – établit au contraire que l'armée italienne était reformée sur la Piave avant l'arrivée des contingents franco-britanniques. La supériorité écrasante et dédaigneuse que le poilu s'attribue sur le soldat italien n'est que la confirmation de la légende répandue avant la guerre et suivant laquelle l'Italien était mauvais soldat : la légende a son origine dans la tenue médiocre des troupes napolitaines à l'époque de l'expédition des Mille. Le soldat italien, au contraire, s'est montré bon combattant au cours de la dernière guerre, en dépit de revers dus avant tout à des fautes de commandement : Caporetto n'est pas plus déshonorant que Morhange. Mais la légende était trop ancrée : le peuple (civils ou mobilisés) n'admet pas que des faits contrecarrent ses opinions arrêtées, et il n'accepte que des récits qui les confirment. Encore au mois de juillet 1918, un gendarme de Modane me racontait qu'à la récente offensive sur la Piave, les Italiens avaient commencé par s'enfuir, mais, arrêtés par des mitrailleuses françaises, ils étaient alors partis de l'avant. Semblables rumeurs n'ont jamais été propagées sur le compte des Américains, dont la réputation était aussi faite à l'avance, mais dans un tout autre sens.

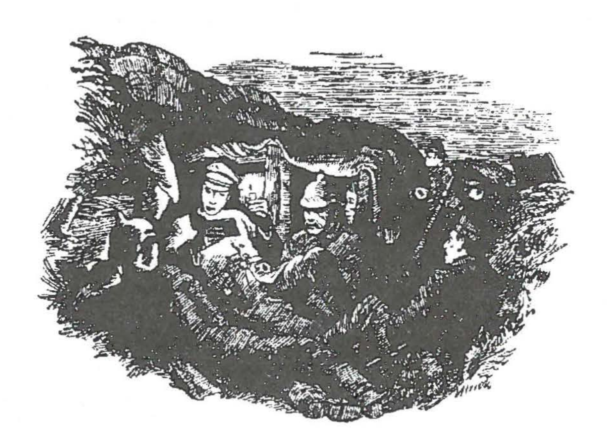
ALBERT DAUZAT
Légendes, prophéties et superstitions de la guerre.
La Renaissance du livre, Paris, 1919.

NOTES

(1) Dominique Venner, *Histoire d'un fascisme allemand, les Corps-francs du Baltikum, 1918-1933*, Pygmalion/Gérard Watelet, Paris, 1996.

(2) Renzo De Felice, *Le Fascisme, un totalitarisme à l'italienne ?* Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1988.

Livres



Les Hittites
par Isabelle Klock-Fontanille

Découverts tardivement par les historiens du Proche-Orient ancien, les Hittites ont surtout – du fait des relations privilégiées qu'entretenaient alors l'Allemagne et l'Empire ottoman – retenu l'attention des chercheurs issus de l'espace germanique. Hugo Winckler exhumera les tablettes de Boghaz Keuy, c'est-à-dire Hattusa, l'ancienne capitale hittite. C'est le Hongrois Bedrich Hrozny qui traduira le hittite cunéiforme en comprenant le premier que les fondateurs du grand empire anatolien étaient des Indo-Européens. C'est enfin Helmut Bossert qui traduira, après la Seconde Guerre mondiale, le hittite hiéroglyphique. Les archéologues turcs ont pris ensuite le relais de leurs homologues allemands dans l'étude de cette civilisation qui a dominé l'Asie mineure pendant au moins six siècles, de la fondation du Hatti par les envahisseurs indo-européens à la destruction de cet ensemble vers le XII[e] siècle avant J.-C., au moment où déferlèrent sur la Méditerranée orientale les invasions des peuples de la Mer. Dans l'espace limité d'un volume de la collection *Que sais-je ?*, l'auteur nous présente une synthèse claire et complète qui constitue une excellente introduction à un domaine trop longtemps méconnu. Il apparaît ainsi que le monde des Hittites avait atteint un brillant degré de développement dans de nombreux domaines et établi un système de type « féodal » tout à fait original dans l'espace proche-oriental. On s'arrêtera plus particulièrement sur le chapitre traitant du panthéon et de la mythologie hittites qui recèlent bien des mystères, en partie élucidés par les brillants travaux qu'Emilia Masson a consacrés, voici quelques années, à la célèbre frise royale de Yazilikaya.

PUF. Que sais-je ? 128 pages, 42 F.

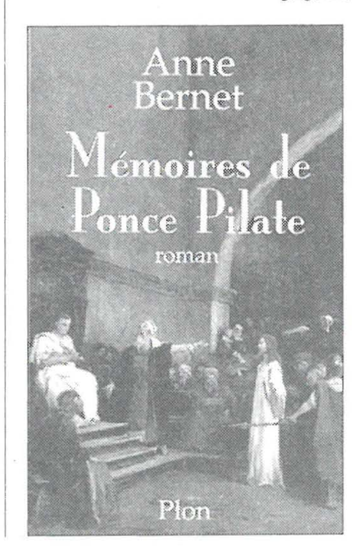
Ph. C.

Histoire de l'Écosse
par Michel Duchein

L'Écosse est l'une des nations européennes les plus anciennement constituées. Sa singularité ne tient pas qu'à la géographie. Au-delà des cornemuses, des kilts et du whisky, il y a la culture, l'organisation sociale, la façon d'être, l'identité particulière d'un peuple résolu à demeurer lui-même. Sa terre n'a jamais connu l'occupation romaine. Elle est gorgée du sang de mille batailles livrées au fil des siècles par des héros intrépides de la trempe de William Wallace. L'annexion imposée par l'Angleterre n'y a pas infléchi la volonté de se gouverner par soi-même. Trois siècles après l'Acte d'Union, le référendum du 11 septembre 1997 sur la « dévolution » l'a montré, couronnant les efforts du *Scottish National Party.* L'Écosse aura son propre Parlement au prochain printemps. Cette longue histoire mérite d'être méditée à la fois par ceux qui brandissent l'étendard des luttes identitaires en refusant de s'inscrire dans la longue durée et par tous ceux qui échafaudent plans et théories sur l'organisation de l'Europe en oubliant que les peuples ont leur mot à dire.

Fayard. 600 pages, 180 F.

J.-J. M.



Mémoires de Ponce Pilate
par Anne Bernet

Il s'agit de mémoires apocryphes. Très vite, leur lecture s'avère aussi captivante que celle d'un roman. D'autant que le personnage de Ponce Pilate est surtout connu par le procès de Jésus, pour en avoir abandonné le sort au Sanhédrin qui l'avait déjà condamné à mort. *« Il s'en lava les mains... ».* Anne Bernet a le mérite de retracer toutes les étapes de la vie du procurateur romain de Judée, destitué en 36, après le massacre des Samaritains. Anne Bernet évoque avec subtilité les figures de Procula, l'épouse de Ponce Pilate devenue sainte martyre dans l'église orthodoxe et de Pontia leur fille, elle aussi convertie au christianisme. Soulignons la qualité de l'écriture de ces *Mémoires*, qui ajoute un indéniable plaisir à leur lecture.

Plon. 322 pages, 125 F.

M. M.

Églises romanes oubliées du Gévaudan
par Anne Trémolet de Villers

L'ancien pays du Gévaudan s'étend sur l'actuel département de la Lozère. Gouverné à partir du IX[e] siècle par les comtes-évêques de Mende, puis rattaché à la Couronne par Saint Louis, il était couvert d'églises romanes. Près de deux cents subsistent de nos jours. Anne Trémolet de Villers s'est attachée à décrire tous ces sanctuaires parfois en ruines, ou même disparus. Elle retrace l'histoire de chacun, remontant souvent à leur origine celtique et païenne. La filiation avec les grandes abbayes apparaît en filigrane. Le lecteur, parce qu'Anne Trémolet de Villers a indiqué avec précision les itinéraires empruntés, pourra à son tour partir à la découverte de ce patrimoine exceptionnel.

Les Presses du Languedoc. 462 pages, 220 F.

M. M.

Guerres et société en France, de Louis XIV à Napoléon I[er]
par Jean-Paul Bertaud

L'auteur s'est imposé depuis près de vingt ans comme le meilleur spécialiste des armées de la Révolution française, celles de Valmy et des soldats de l'an II. Il élargit aujourd'hui ses recherches pour nous offrir une remarquable synthèse consacrée aux effets exercés par la guerre sur la société française entre le temps de la monarchie absolue louis-quatorzienne et l'époque des triomphes napoléoniens. Abandonnant les sentiers battus de l'histoire militaire traditionnelle et les territoires bien balisés de la sociologie des armées, il s'efforce d'analyser l'évolution de la fonction guerrière entre le moment où la noblesse payait le traditionnel impôt du sang et celui qui voit l'avènement du citoyen-soldat de la levée en masse. Il met en lumière le rôle spécifique, trop souvent sous-évalué, qu'a joué l'armée dans le processus révolutionnaire et dans sa dérive finale vers le césarisme. Il montre ensuite la place qu'ont su conquérir dans l'appareil d'État les nouvelles aristocraties militaires nées des guerres de la Révolution et de l'Empire. Le coût des guerres, l'évaluation des pertes et leur interprétation, les profits que certains surent tirer des conflits, les progrès scientifiques et techniques qu'imposa la défense du royaume puis de la République, tout cela fournit l'occasion d'analyses et de réflexions aussi riches qu'innovantes. On retiendra surtout les pages excellentes consacrées à la « culture de la guerre », à l'imaginaire patriotique qui se met en place entre 1792 et 1815 et qui va déterminer pour longtemps l'évolution des mentalités et des comportements, au temps

aujourd'hui révolu des immenses « nations armées » appelées à s'épuiser dans les conflits suicidaires qu'a connus l'Europe du premier XXe siècle. On imagine difficilement, sur un tel sujet, une synthèse plus riche et plus stimulante pour l'esprit.

Armand Colin, coll. U. 320 pages, 125 F.

Ph. C.

Pour Dieu et l'Ulster Histoire des protestants d'Irlande du Nord
par Dominique Foulon

Les « Orangistes » n'ont certes pas la faveur des médias, prompts à les dénoncer comme réactionnaires et colonialistes. Une propagande, inspirée par l'IRA, les ferait même considérer comme des « étrangers » et des « occupants » dans leur propre pays !

C'est oublier un peu vite qu'ils y sont arrivés depuis le XVIIIe siècle et que ces presbytériens d'origine écossaise sont tout aussi celtes que les catholiques irlandais, vivant comme eux dans un Ulster déchiré par trente ans d'une guerre civile qui a fait déjà plus de quatre mille morts.

Sur un million et demi d'Ulstériens, les protestants représentent une incontestable majorité dans les six comtés, allant de 75 % dans celui d'Antrim à 45 % dans celui de Fermanagh.

Le livre de Dominique Foulon a le mérite d'une objectivité assez rare, même s'il s'inscrit plutôt dans une perspective républicaine et nationaliste, favorable à une réunification des deux Irlandes, ce dont ne veulent pas les unionistes en général et les extrémistes en particulier, amis du fameux pasteur Ian Paisley, dont le poids électoral, d'environ 15 %, n'est certes pas inférieur à celui des *Sinn Feiners* de Gerry Adams.

Que les protestants aient imposé une sévère domination politique et économique est certain. Mais ils vivent depuis leur victoire du 12 juillet 1790 à La Boyne dans la hantise de ceux qu'ils considèrent comme des terroristes.

Il est de fait que chaque camp a commis des attentats sanglants, suivis d'impitoyables – et parfois aveugles – représailles. Mais on ne peut comprendre la situation de l'Ulster d'aujourd'hui si on l'isole d'une perspective historique, fertile en épisodes inattendus.

Et sait-on que l'ordre d'Orange n'est pas une association folklorique de vieux messieurs à parapluie et chapeau melon, mais une force de cent mille partisans répartis dans 1 400 loges et 125 districts ? Et il faudra compter sur eux, même si deux modérés, comme le catholique John Hume et le protestant David Trimble, viennent de recevoir le prix Nobel de la paix.

Terre de Brume, 74, rue de Paris 35000 Rennes. 278 pages, 119 F.

J. M.

La Kabylie en feu
par Christian Sicard

Sous-titré *« Algérie 1871 »*, à partir des enquêtes et histoires du XIXe siècle (dont celle fondamentale de Louis Rinn), voici le passionnant récit de la très grave insurrection qui secoua la Kabylie en 1871 après la défaite de la France et à la suite de décisions (comme le décret Crémieux naturalisant en bloc les Juifs d'Algérie) considérées par l'aristocratie indigène, jusque-là alliée de la France, comme des provocations. Ce ne fut pas une révolte nationale mais la réduire n'alla pas sans difficultés. Il fallut recourir au système des colonnes mobiles utilisées lors de la conquête. Leurs chefs tués au combat ou capturés, les tribus firent leur soumission. La répression judiciaire fut mesurée. Pourtant les souvenirs de 1871 restaient dans les mémoires. Ainsi se prépara presque un siècle après un autre drame. Et dans l'actuelle Algérie, il y a toujours un problème kabyle.

Éditions Georges Sud. 3, rue José-Maria de Heredia 75007 Paris. 220 pages, 125 F (port compris).

J.-P. A.

L'œuvre poétique de René Schickele
par Maryse Staiber

La question alsacienne est centrale dans l'œuvre de René Schickele (1883-1940) dont une partie de la vie se déroula entre Paris et Berlin. Pour la période contemporaine, il est probablement, après Albert Schweitzer, le plus connu de la cohorte féconde des écrivains alsaciens d'expression allemande à l'époque du *Jugendstil*. Il a éclipsé les noms de Friedrich Lienhard, de Bernd Isemann, d'Ernst Stadler, d'Oskar Wöhrle. Son pacifisme militant – réfugié en Suisse durant la Grande Guerre, il se tint « au-dessus de la mêlée » à l'instar de Romain Rolland et publia la revue *Die Weiszen Blatter* –, ses sympathies socialistes et, plus tard, son antifascisme, en ont fait la figure présentable d'une certaine *« alsacianité de l'esprit »*.

Sa place dans la littérature allemande de la première partie de ce siècle en a été occultée. Schickele aspirait à une contestation héroïque. Ses éclats dans la revue *Der Stürmer* en témoignent. En 1911, Henri Albert le salua dans le *Mercure de France* comme *« l'un des écrivains les mieux doués de l'Allemagne actuelle »* et ajouta : *« Il a élu domicile à l'antipode de la tradition latine. »* La fièvre politique, l'échec du pacifisme et les déchirements que suscitent en lui l'affrontement franco-allemand briseront ce lyrisme. Comme Gottfried Benn, Schickele cherchera à survivre à l'expressionnisme par un nouveau classicisme. Dans l'exil ultime où il lit *Patmos*, l'hymne de Hölderlin qu'il vénérait particulièrement, et prépare une anthologie commentée du lyrisme allemand *« de Walter von der Vogelweide à Nietzsche »*, la tentation de renaître lui viendra. Il voudra s'exprimer en français. Mais on ne change pas d'âme et de langue comme de chemise.

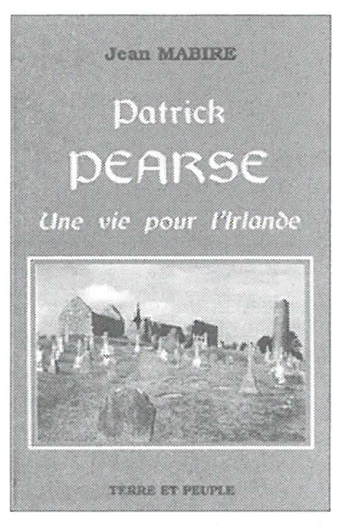
L'ouvrage présente une précieuse bibliographie.

Presses Universitaires de Strasbourg. 398 pages, 150 F.

J.-J. M.

Patrick Pearse Une vie pour l'Irlande
par Jean Mabire

De l'importance des poètes dans les luttes de libération nationale. Le tragique destin de Patrick Pearse en livre la plus parfaite illustration. La lutte d'un peuple pour la reconquête de sa souveraineté est globale. Tantôt elle se porte sur le front culturel, enseigne l'amour de la langue et les héros oubliés, tantôt sur le champ politique. Il arrive même qu'elle doive se traduire par l'affrontement des armes et la danse du sang. Toujours, elle réclame force d'âme, dévouement et flamme. Pearse savait tout cela. A l'École Saint-Enda qu'il avait fondée, les jeunes Irlandais prenaient pour devise : *« La force dans nos bras, la vérité sur nos lèvres et la pureté dans nos cœurs. »* Pearse, comme le Saxon Kröner, ami de Schiller, tué au combat en 1813, composait des



poèmes exaltant la patrie et se tenait prêt au sacrifice de sa vie. Il fut le général en chef et le président du gouvernement provisoire de la République de l'Irlande libre proclamée à Dublin le lundi de Pâques 24 avril 1916. Dix jours plus tard, il périt sous les balles anglaises. Au lieu du soutien populaire, l'insurrection n'avait trouvé que la détermination britannique et les crachats d'une foule indifférente à son destin. Mais, on le sait, les vaincus devinrent bientôt les héros de l'Irlande réveillée. La cause des peuples tient plus aux rêves fous qu'aux calculs politiciens, plus aux morts qu'aux vivants. Merci à Jean Mabire de le rappeler superbement.

Terre et Peuple, BP 1095 69612 Villeurbanne Cedex. 141 pages, 85 F.

J.-J. M.

Ferdinand de Lesseps
par Ghislain de Diesbach

Gambetta l'appelait le « Grand Français ». Peu d'hommes eurent de leur vivant une consécration aussi universelle. En perçant l'isthme de Suez, Ferdinand de Lesseps réalisait un vieux rêve qui remontait à la plus haute antiquité. L'homme était complexe. Arabisant, familier de l'Islam et du Proche-Orient, il a d'abord mené sa carrière diplomatique en Égypte, en Espagne et en Italie. Une carrière ratée qui l'incita à se retirer en 1849. Sa vraie vie commença à cinquante ans. Le canal et la compagnie qui le perça puis l'exploita furent pour l'un une prouesse technique et pour l'autre un chef-d'œuvre d'exploitation capitaliste.

Actif et décisif sur le chantier de Suez – *« Il y a du Bonaparte en lui »* nous dit l'auteur – Lesseps se laissera entraîner (à 80 ans !) dans la

pitoyable aventure de Panama. Jouet d'affairistes de haut vol (Cornelius Herz), il se retrouvera à la source d'une des plus nauséeuses affaires de la IIIe République. Après toute une série de biographes tentés les uns par l'hagiographie, les autres par le pamphlet, Ghislain de Diesbach nous raconte cette vie hors du commun avec vivacité et force précisions toujours référencées.

Perrin. 500 pages, 159 F.

J.- J. B.

Un rêve africain Administrateurs en Oubangui-Chari

par Jean-Joël Brégeon

Spécialiste de l'histoire révolutionnaire, auteur d'un *Carrier et la terreur nantaise* qui a fait date et d'une *Histoire de la campagne d'Égypte* récemment rééditée (Perrin), Jean-Joël Brégeon a pu exploiter une partie des archives coloniales conservées à Nantes et c'est ce qui nous vaut l'excellent travail qu'il vient de consacrer – dans la collection *L'aventure coloniale de la France* – à l'Oubangui-Chari, l'un des territoires de l'ancienne Afrique équatoriale française. C'est là que mourut l'explorateur Paul Crampel et c'est à travers ces régions ravagées par les marchands d'esclaves venus du Nord que la mission Gentil parvint à gagner, en suivant le cours du Chari, les rives du lac Tchad où devait se livrer à Kousseri, une fois établie la jonction avec les missions Foureau-Lamy et Joalland-Meynier venues respectivement d'Algérie et du Soudan, l'ultime combat contre les hordes de Rabah. Placé entre le bassin du Congo et la cuvette du Tchad, le territoire deviendra bientôt le domaine des planteurs de coton et quand les hommes de la croisière noire Citroën passeront dans les rues de Bangui ils découvriront une sous-préfecture tropicale caractéristique du *« temps béni des colonies »*. Derrière les réalisations incontestables de la colonisation, œuvre d'administrateurs et de militaires soucieux de donner un contenu à l'idée impériale qu'entend promouvoir, surtout durant l'entre-deux-guerres, la France de la IIIe République, il y a la part d'ombre de cette époque, celle des puissantes compagnies privées du *« temps maudit des concessions »*, celle du travail forcé dénoncé par Gide ou Albert Londres. Il y a aussi ce mal du pays, cette langueur qui saisit parfois le broussard le plus endurci. Jadis « Cendrillon de l'Empire » le territoire devenu République centrafricaine lors de l'indépendance connaîtra, avec Bokassa Ier, les vicissitudes que l'on sait, avant de sombrer, au fil des années et sur fond de sous-développement, dans le chaos qui a entraîné le récent départ des dernières unités françaises stationnées à Bouar et à Bangui. La fin d'une époque, celle qui vit cette Afrique profonde réaliser dans le cadre français, pendant deux ou trois générations, son premier éveil à la modernité...

Denoël. 344 pages, 165 F.

Ph. C.

Gyp, la dernière des Mirabeau

par Willa Z. Silverman

A un magistrat qui lui demandait quelle était sa profession, elle répondit : *« Antisémite »*. Cette insolente polémiste avait auparavant décliné son identité : *« Comtesse Robert de Martel de Janville, née Sybille de Riquetti de Mirabeau »*.

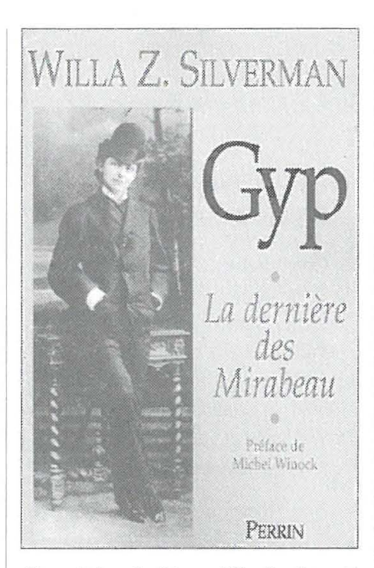
Descendante du fameux Mirabeau sans qui la Révolution n'aurait peut-être été qu'une émeute, celle qui signait ses romans dialogués du pseudonyme de Gyp et les illustrait elle-même sous le nom de Bob était farouchement bonapartiste.

Ni républicaine ni monarchiste, elle devint l'égérie redoutée de ce qui allait devenir le « national-populisme » le plus extrémiste.

Elle fut avec Boulanger contre le système parlementaire, avec Drumont contre les Juifs, avec Barrès contre Dreyfus, avec Déroulède contre toutes les internationales. Par contre, elle refusa toujours de se rallier à l'Action française de Léon Daudet et Charles Maurras, considérant qu'il n'y avait pas pire position que l'orléanisme, surtout quand l'organe royaliste était condamné par le Vatican.

Car elle était résolument catholique et ennemie de toute dissidence religieuse, sans pour donner dans la littérature édifiante. Toute son œuvre littéraire se veut résolument légère, attachée à la peinture humoristique des gens du monde, à leurs préjugés et à leurs plaisirs.

Sa défiance, instinctive, envers les israélites ne devait pas



l'empêcher de faire publier la plupart de ses livres par les éditions Calmann-Lévy, avec lesquelles elle réussit à ne pas se brouiller, malgré ses innombrables articles antisémites de *La Libre parole*, dont elle était la plume la plus virulente.

Une universitaire américaine a entrepris d'arracher à l'oubli cette figure pour le moins originale de pamphlétaire totalement en marge d'une République excédée par ses foucades.

Seulement, elle réussit à faire rire ses lecteurs, ce qui la rendit longtemps intouchable. La guerre de 14-18 et l'Union sacrée devait la ranger dans le camp des bien-pensants et elle ne retrouva plus après la victoire le public qui avait été naguère le sien. Elle apparut non plus scandaleuse mais démodée, ce qui est bien pire.

Perrin. 312 pages, 139 F.

J. M.

Poincaré, la France et la Ruhr (1922-1924)

par Stanislas Jeannesson

Grisée par sa victoire, la France a cherché à renouer avec ses grandes prétentions sur le Rhin. Servie par la défection américaine, elle a rêvé d'établir son protectorat sur les pays rhénans et de les séparer du Reich. Déclenchée le 11 janvier 1923, l'occupation de la Ruhr *« était pour la France de profiter encore des avantages de la victoire pour améliorer à son profit le traité de Versailles (et non seulement le faire exécuter) »* affirme Stanislas Jeannesson qui ajoute : *« Toute l'action française consiste au contraire à jouer sur la dynamique et les non-dit du traité pour en combler les lacunes, en créant dans la Ruhr comme en Rhénanie une situation de fait, en faisant valoir le droit du plus fort contre le texte écrit. [...] Poincaré parvient à lier directement l'occupation aux réparations, ce qu'il réclamait à Clemenceau lors de la conférence de la Paix. »* L'échec de l'opération marque en tout cas la fin des ambitions rhénanes. La France apprend à ses dépens que le vainqueur doit savoir s'autolimiter.

Presses universitaires de Strasbourg, 432 pages, 160 F.

J.-J. M.

Le complot dans la République

par Frédéric Monier

Sous-titré *« Stratégies du secret de Boulanger à la Cagoule »*, ce livre entend explorer le thème des menées secrètes et des menaces qui ont pesé sur la IIIe République. Depuis Boulanger jusqu'à la Cagoule en passant par Déroulède, les anarcho-syndicalistes d'avant 1914, les bolcheviks français des années 1920, les manifestants du 6-Février et les conspirateurs activistes de la Cagoule. Ce qui donne un livre intéressant à base d'archives judiciaires et policières, parfois gâché par un jargon sociologique et par certains a priori politiques. Même s'ils ne pouvaient abattre l'état « bourgeois », les jeunes communistes des années 1920-1930 essayèrent de provoquer la guerre civile (voir la tuerie de la rue Damrémont). Et si les Cagoulards ne répugnèrent pas à la violence pour saper le Front populaire, il n'y a aucune preuve solide de leur responsabilité dans la fusillade de Clichy (mars 1937) ou de leurs contacts avec l'Allemagne. L'historien se fait ici partisan. Plus intéressante est l'étude des rapports entre le pouvoir politique et une justice souvent réticente devant ses pressions pour écarter ou éliminer les oppositions diverses.

Éditions La Découverte, coll. L'espace de l'histoire. 340 pages, 145 F.

J.-P. A.

Histoire du IIIe Reich

par François-Georges Dreyfus

Dans cet ouvrage inédit, le professeur François-Georges Dreyfus, excellent spécialiste

d'histoire contemporaine, cofondateur de la *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, réussit l'exploit de condenser un bref volume sur l'essentiel de ce que l'étudiant et l'honnête homme peut souhaiter connaître sur l'histoire, ô combien, discutée et difficile du III[e] Reich. Il prend le soin de replacer celle-ci dans la longue durée de l'histoire allemande depuis l'époque romantique et aussi dans l'histoire des idées. Une table des matières détaillée permet au lecteur de trouver instantanément, dans cette précieuse synthèse, les réponses aux questions qu'il se pose.

Livre de poche histoire. 351 pages, 48 F.

Ch. V.

Marcel Déat
par Jean-Paul Cointet

Contrairement à d'autres figures du collaborationnisme (Doriot, Darnand, Bucard, etc.), Marcel Déat n'avait pas jusqu'ici bénéficié d'une biographie approfondie. Jean-Paul Cointet, qui a auparavant publié un *Pierre Laval* et une *Histoire de Vichy*, répare cette lacune. Il le fait d'une façon que l'on peut qualifier d'honnête, tant il est courant que la passion ou la bêtise domine chez les nouveaux historiens.

Il est vrai que Marcel Déat est un cas à part. Normalien, brillant combattant de 14-18 (qu'il termina capitaine et décoré), dirigeant socialiste considéré un moment comme l'héritier possible de Léon Blum, il évolua à partir des années trente, passant de l'antifascisme au pacifisme à la veille de 1939 (ne pas « *mourir pour Dantzig* »). Après le désastre de 1940, il devient le principal représentant du collaborationnisme parisien où il incarne la gauche anti-vichyste, se réclamant de la République et de Jaurès. La moitié du livre est consacrée à cette impasse politico-historique où Déat espère dans un parti unique dont ne voulaient ni Pétain et Laval ni certains services allemands qui manipulaient les collaborateurs parisiens. De plus, Déat se heurtait à son rival Doriot, plus charismatique et plus doué pour l'action. Et quand il fut nommé ministre du Travail en mars 1944, la fin était proche. Réfugié à Sigmaringen, Déat, flanqué de son épouse Hélène, réussit à passer en Italie où il put vivre clandestin dans une institution religieuse jusqu'à son décès en janvier 1955, échappant ainsi à sa condamnation à mort par la Haute Cour de justice en 1945. Intellectuel brillant, doctrinaire intransigeant, homme d'appareil, parlementaire, journaliste, secret mais pas vénal, Déat échappe aux clichés sommaires sur les années 1940. Incarnant une collaboration de gauche nuancée sur l'antimaçonnisme et l'antisémitisme, il se convertit à la veille de sa mort. La dernière évolution d'une existence singulière et contradictoire.

Perrin. Notes et index, 418 pages, 159 F.

J.-P. A.

Fascisme et communisme
par François Furet et Ernst Nolte

N'est-il pas surprenant que la comparaison entre nazisme et bolchevisme fasse scandale ? C'est bien finalement la vraie question que pose la polémique déclenchée l'an passé par le texte introductif de Stéphane Courtois au *Livre noir du communisme* (Robert Laffont, 1997). Si ce texte a provoqué tant de réactions indignées, c'est qu'il existe un négationnisme procommuniste infiniment plus efficace que l'autre. Ainsi que l'a écrit récemment Jean-François Revel, « *l'organisation de la non-repentance à l'égard du communisme aura été la principale activité politique de l'ultime décennie du siècle* ».

Dans *Le Passé d'une illusion* (Robert Laffont, 1995), François Furet s'était fait l'écho de la thèse développée en Allemagne par Ernst Nolte, connu pour ses travaux sur le fascisme. L'historien allemand avait fait scandale lui aussi en publiant en 1986 dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* un article présentant le nazisme comme une réaction à l'universalité du bolchevisme. Une polémique s'était alors instaurée outre-Rhin, dite *Historikerstreit* (querelle des historiens). Divers auteurs néo-antifascistes (Habermas) accusèrent Nolte d'atténuer la responsabilité allemande dans la Shoah. Sans suivre Nolte, Furet reconnaissait l'utilité de ne pas soumettre la recherche historique aux tabous de l'antifascisme. Une correspondance s'était établie entre les deux historiens (interrompue par la mort de Furet en 1997). Après avoir été publiée dans la revue *Commentaire* (n° 79 et 80), c'est elle qui vient d'être reprise en un volume sous le titre *Fascisme et communisme.* Au sujet de la Shoah et du négationnisme, François Furet écrit notamment : « *Je partage votre hostilité au traitement législatif ou autoritaire des questions historiques. L'Holocauste* [...] *doit d'autant moins faire l'objet d'un interdit préalable que bien des éléments en restent mystérieux et que l'historiographie sur le sujet n'en est qu'à son commencement.* »

Le parallèle entre nazisme et communisme est également abordé par Alain Besançon (ancien communiste comme François Furet) dans *Le Malheur du siècle. Sur le communisme, le nazisme et l'unicité de la Shoah* (Fayard, 1998). Besançon estime que la « maladie » du nazisme, qui n'a d'ailleurs touché qu'un nombre limité de pays, est moralement éradiquée, alors que la « maladie » du communisme, dont le monde entier a été atteint, bénéficie toujours d'une étrange amnésie.

Le sujet est également abordé dans un copieux dossier intitulé *Nazisme et communisme, vrais ou faux jumeaux ?* établi par Alain de Benoist dans le n° 92 de la revue *Éléments* (41, rue Barrault 75013 Paris, 35 F). Il resterait à examiner de plus près le concept même de « totalitarisme » qui est au cœur du débat et qui résulte moins d'une analyse scientifique que d'une interprétation libérale de phénomènes sans doute comparables mais nullement identiques.

Plon. 148 pages, 89 F.

D. V.

René Payot, un regard ambigu sur la guerre
par Michel Caillat

Bien oublié aujourd'hui, René Payot était un éditorialiste de Radio-Genève qui s'adressait chaque semaine au public francophone pour commenter l'évolution du second conflit mondial. Décoré en France après la guerre pour ses interventions au micro, ce citoyen d'un pays neutre, qui souhaitait sincèrement la défaite de l'Allemagne hitlérienne, n'en demeura pas moins favorable pendant longtemps au maréchal Pétain. Critique vis-à-vis de la dissidence gaulliste, il avait vigoureusement approuvé en 1938 l'accord de Munich et n'avait pas caché alors son admiration pour Mussolini. C'est tout le mérite du travail effectué par Michel Caillat de nous révéler les réalités d'une époque défigurée par le conformisme présent. Son ouvrage apporte en même temps de précieuses analyses sur l'évolution du public auquel étaient destinées les tribunes de cet éditorialiste de Radio-Genève.

Éditions Georg. 480 pages, 169 F.

Ph. C.

Les revanchards de l'armée d'Afrique, 1940-1944
par Louis-Christian Michelet

Combattant de 1940, du Levant, d'Italie et de la Libération, l'auteur revient sur cette période avec la volonté de rétablir une vérité trop souvent occultée. Il justifie l'armistice de 1940, évoque les efforts de réarmement clandestin réalisés en Afrique et les combats livrés ensuite contre les forces de l'Axe. Il éclaire l'assassinat de l'amiral Darlan ainsi que la mise à l'écart du général Giraud et ne dissimule pas ses réserves vis-à-vis du jeu des gaullistes, tout au long des événements qui ont suivi le débarquement allié en Afrique du Nord.

Éditions Godefroy de Bouillon. 550 pages. 195. F

J. K.

Céline et les têtes molles
par Pierre Monnier

Style leste, ton moqueur, sans forcer le trait, Pierre Monnier règle leur compte à quelques « petites pointures », spécialisés dans les procès posthumes. En quelques pages, il raconte la naissance chez Céline d'une colère irrépressible devant le nouveau massacre auquel était promis la jeunesse française avant 1940. C'est l'occasion d'un des portraits les plus vifs et les mieux enlevés de l'auteur du *Voyage*, dont Pierre Monnier fut l'ami. Ces pages soigneusement imprimées peuvent se lire aussi comme un plaidoyer pour la réédition des pamphlets.

Le Bulletin célinien. BP 70 B-1000 Bruxelles 22. 90 pages, 89 F.

Ch. V.

Le général Paul Ely et la politique de défense (1956-1961)
par le général Maurice Faivre

Chroniqueur régulier de la *Revue de Défense nationale*, auteur de plusieurs ouvrages tout à fait novateurs, notamment les deux livres qu'il a consacrés aux auxiliaires musulmans de l'armée française durant la guerre d'Algérie, le général Maurice Faivre nous livre le fruit de ces dernières recherches dans un travail qui évoque la figure du général Paul Ely, chef d'état-major général de la Défense nationale de 1949 à 1954, puis de 1958 à 1961. Engagé dès 1942 dans l'Organisation de Résistance de l'armée, puis adjoint de Chaban-Delmas à la tête des FFI, Paul Ely a été chargé très tôt des plus hautes responsabilités militaires auprès du ministre Edmond Michelet, puis du général de Lattre, avant de représenter la France auprès de l'OTAN. Aux différents postes occupés, il va concevoir les mutations qui vont transformer l'outil militaire issu de la Seconde Guerre mondiale et préparer ce que sera l'armée française des années soixante et soixante-dix. La publication du Journal de marche et d'activité du général révèle les divergences qui l'opposent à de Gaulle et à Michel Debré, notamment sur la politique algérienne. Porte-parole de l'armée, Ely essaie d'influencer les vues du chef de l'État dont il déplore la mauvaise foi, le machiavélisme et les sautes d'humeur. Au cours de l'entrevue dramatique du 15 novembre 1960, il révèle au général de Gaulle que l'armée ne lui fait plus confiance mais, rigoureusement légaliste, il constate que la politique qu'il condamne a été approuvée par le peuple français à une large majorité et se résigne donc à l'indépendance de l'Algérie.

Éditions Economica. 148 pages, 165 F.

Ph. C.

L'homme sans visage Mémoires du plus grand maître espion communiste
par Markus Wolf avec Anne McElvoy

Au-delà du titre racoleur, ce livre constitue un témoignage des plus intéressants sur l'Allemagne rouge. L'auteur, créateur et chef durant trente-quatre ans des services secrets est-allemands, évoque les temps difficiles qui furent les siens lors de l'écroulement de la RDA, la main tendue par les services israéliens, l'épisode de Günter Guillaume, l'espion placé aux côtés du chancelier Willy Brandt, les défections et les coups organisés tout au long de la « guerre froide ». Il fait allusion aux manœuvres déclenchées lors du projet de Communauté européenne de défense (CED).

Markus Wolf reste cependant assez discret sur certaines initiatives prises à l'époque par les siens en Europe occidentale, notamment sur l'attentat perpétré en 1957 à Strasbourg – qui coûta la vie à l'épouse du préfet du Bas-Rhin – sous couvert d'un montage du KGB destiné à faire accroire à la résurgence du nationalisme allemand en Alsace.

L'intérêt de ce livre est surtout d'éclairer la psychologie des Allemands engagés dans le communisme. Markus Wolf est né d'un père juif et communiste qui entraîne sa famille à Moscou. Wolf y fréquente l'école allemande Karl Liebknecht, avant d'intégrer un lycée russe, les Jeunes Pionniers soviétiques et l'école du Komintern. L'auteur qui avoue son admiration pour Staline, note que *« de tous les étrangers de Moscou, les communistes allemands, avaient peut-être été les plus aveugles aux crimes de Staline »*. Il relate ses tribulations durant la *« grande guerre patriotique »*, sa formation aux techniques de l'expression radiophonique et comment il fut dépêché à Berlin pour épauler l'installation de Walter Ulbricht et de Wilhelm Pieck. Circonstances dans lesquelles il découvrit la destruction totale de la capitale allemande et les réticences de la population, traumatisée par les viols et les pillages opérés par l'Armée rouge.

Markus Wolf est le contraire d'un renégat. Il se déclare innocent des crimes du communisme. Fidèle aux imprécations de la RDA, sa hargne demeure contre le pouvoir ouest-allemand, auquel il persiste à faire reproche de la présence *« d'anciens nazis »*, sans jamais avouer que la RDA sut parfaitement réussir le « recyclage » de centaines de petits responsables du régime hitlérien. De la guerre idéologique, il n'a pas fait le deuil, confessant une foi intacte dans le marxisme.

Plon. 382 pages,149 F.

J.-J. M.

NOUVELLES PARUTIONS

Lecture illustrée des hiéroglyphes, par Ruth Schumann-Antelme et Stéphane Rossin, au Rocher.

Les sources de l'histoire médiévale, par Olivier Guyot-Jeannin. Au Livre de Poche (collection références, texte inédit).

Dictionnaire historique des ordres religieux, par Agnès Gerhards. Chez Fayard.

La France gagne la guerre des codes secrets, 1914-1918 par Sophie de Lastours. Chez Tallandier.

Douaumont, par Alain Denizot. Chez Perrin.

1918, les chemins de l'Armistice, par François Debergh et André Gaillard. Chez France-Empire.

1918 en Picardie, par André Laurent. Chez Martelle éditions, Amiens.

Stratégie, par B.-H. Liddell-Hart (introduction et traduction de Lucien Poirier). Chez Perrin.

L'Église sous Vichy 1940-1945, par Michèle Cointet. Chez Perrin.

La grande histoire des Français sous l'Occupation. Tome 3. *Les passions et les haines. L'impitoyable guerre civile (avril 1942-décembre 1943)*, par Henri Amouroux. Collection Bouquins.

La Russie sous l'avalanche, par Alexandre Soljenitsyne. Chez Fayard.

Histoire de Budapest, par Catherine Horel. Chez Fayard.

Naissance de la gauche, par Marc Crapez. Chez Michalon.

B. A.-BA de l'antimaçonnisme, par Jérôme Rousse-Lacordaire. Chez Pardès.

Tsahal, histoire critique de la force israélienne de défense, par Martin van Creveld. Au Rocher.

Chien fou, par Alain Sanders. Chez Godefroy de Bouillon.

LIVRES À PARAÎTRE

Les grands noms et les périodes de l'histoire de France (Napoléon, Charlemagne, Saint Louis, Jeanne d'Arc, Louis XIV, Robespierre et la Révolution). Six titres au format de poche. En novembre, au Rocher.

Dames du XIIe siècle, par Georges Duby. En novembre, chez Folio-Gallimard.

Les chevaliers de Malte, par Armel de Wismes. En novembre, chez France-Empire.

L'Inquisition, par Laurent Albaret. En novembre, chez Découvertes-Gallimard.

Végèce et la culture militaire au Moyen Âge, par Philippe Richardot. En novembre, chez Economica.

Histoire de la philosophie ancienne et médiévale, par Lombros Couloubaritsis. En novembre, chez Grasset.

La médecine parisienne de 1350 à 1450, par Danielle Jaquart. En novembre, chez Fayard.

L'Espagne de Philippe II, par Joseph Perez. En novembre, chez Fayard.

Les reines de France au temps des Bourbons, par Simone Bertière. En novembre, au Livre de poche.

Louis XVII, le dernier duc de Normandie, par Maurice Lecœur. En novembre, chez Corlet.

Napoléon, par Thierry Lentz. En novembre, chez Découvertes-Gallimard.

Napoléon a dit. Aphorismes, citations et opinions, par Lucien Regenbogen, préface de Jean Tulard. En novembre, aux Belles Lettres.

Mémoires de Sainte-Hélène, par Emmanuel de Las Cases. En novembre, au Seuil.

La Reine Marie-Amélie, grand-mère de l'Europe, par la comtesse de Paris. En novembre, chez Perrin.

Souvenirs du Maroc, par Eugène Delacroix. En novembre, chez Gallimard.

Déroulède, par Bertrand Joly. En novembre, chez Perrin.

Clemenceau, par Jean-Jacques Becker. En novembre, chez Liana Levi.

Dans les tranchées : les poilus ont la parole, par Jean Nicot. En novembre, chez Complexe.

Dialogue d'ombres, par Georges Bernanos. En novembre, au Livre de poche.

Georges Bernanos, par Claire Daudin. En novembre, chez Desclée de Brouwer.

Le grain tombé entre les meules. Esquisses d'exil (Mémoires), par Alexandre Soljenitsyne. En novembre, chez Fayard.

Nos pluralistes, par Alexandre Soljenitsyne (réédition). En novembre, chez Fayard.

Histoire de Prague, par Bernard Michel. En novembre, chez Fayard.

La Croatie, par Georges Castellan et Gabriela Vidan. En novembre, aux PUF, Que sais-je ?

Grandeur et misère des intellectuels. Histoire critique de l'intelligentsia du XXe siècle, par Daniel Salvatore Schiffer. En novembre, au Rocher.

La généalogie, par Emmanuel de Boos. En novembre, chez Découvertes-Gallimard.

Histoire de l'Allemagne des origines à nos jours, par Joseph Rovan. En novembre, au Seuil.

Portrait de Monsieur Guitton, par Gérard Leclerc. En novembre, chez Bartillat.

Le conservatisme américain

par Nicolas Kessler

On ne connaît à peu près rien en France du conservatisme américain, courant d'idées actif et multiple qui a trouvé en Nicolas Kessler son historien. Hormis quelques articles comme ceux de Charles Champetier sur le communautarisme américain (peu évoqué par Kessler), rares sont les travaux français sur le sujet. Pour qui s'intéresse à l'histoire des idées, celle que raconte avec limpidité ce *Que Sais-je ?* est captivante. Tout a commencé en 1953 avec la publication de *The Conservative Mind*, livre écrit par un obscur professeur d'histoire, Russel Kirk. Aux Etats-Unis, à cette époque, personne ne songeait à se dire conservateur. Le *liberalism* (progressisme) n'était pas seulement la tradition intellectuelle dominante, mais la seule. Le conservatisme n'était revendiqué que par une poignée de réactionnaires marginalisés. Aussi l'accueil réservé par la presse et par le public au livre de Kirk fut-il une surprise. A travers l'analyse d'un grand nombre d'œuvres, il établissait une généalogie des idées, afin de dégager l'essence d'un conservatisme authentiquement américain. Il faisait du philosophe anglais Edmund Burke, auteur des *Reflexions on the French Revolution* (1790), le père fondateur de ce conservatisme hostile à l'individualisme, au centralisme étatique, à l'idolâtrie du marché et à la modernité dans son ensemble. Parant au reproche d'une filiation trop européenne, Kirk entreprenait aussi une relecture « fondamentaliste » des Founding Fathers, à commencer par John Adams, père de la Constitution américaine.

Le livre tombait à pic. Il comblait un besoin créé par la guerre froide et la lutte contre le communisme. Prenant ses distances avec l'anti-intellectualisme d'extrême droite, *The Conservative Mind* offrait une apologie charpentée de la « bonne Amérique » pieuse et traditionaliste. Son succès provoqua l'éveil d'un courant néo-conservateur relayé par des universitaires et des intellectuels en renom, John Lukacs, James Burnham, Robert Nisbet, Willmore Kendall, Thomas Molnar, etc. Tous n'étaient pas chrétiens, mais la base populaire du courant conservateur américain l'est souvent, au point même d'adhérer à une sorte de fondamentalisme biblique. On ne doit pas oublier que la moitié de la population américaine croit toujours que le monde a été créé par Dieu en personne il y a six mille ans, de la manière décrite par la Bible... Les idées lancées par le livre de Kirk ont été soutenues par plusieurs publications, notamment la *National Review* fondée en 1955 par William F. Buckley, chaud défenseur du sénateur McCarthy. Le plus étonnant dans cette histoire, fut le ralliement, à la fin des années soixante d'une pléiade d'intellectuels juifs venus souvent du trotskisme, Irving Kristol, Nathan Glazer, Daniel F. Moynihan ou Norman Podhoretz, qui supportaient mal l'antisionisme de la nouvelle gauche américaine, le développement de l'*Affirmative Action*, (préférence accordée aux Noirs dans l'attribution des emplois) et la déstabilisation de l'enseignement par le *political correctness*. Parmi quantité d'autres sujets, l'étude de Kessler montre les effets du néo-conservatisme sur les victoires électorales de Nixon, Reagan ou Newt Gingrich. Mais elle souligne également son impuissance à obtenir des politiciens qu'ils mettent en œuvre les idées sur lesquelles ils se sont fait élire.

PUF. Que sais-je ? n° 3364, 127 pages, 42 F.

DOMINIQUE VENNER

Plus de pardons pour les Bretons

par Saint-Loup

Disparu il y a bientôt huit ans, Saint-Loup a laissé plusieurs romans que ses commentateurs regroupent au sein du cycle dit des « patries charnelles ». Voici réédité l'ouvrage le plus emblématique de cette série, paru en 1971 et introuvable depuis longtemps. Le récit exalte l'identité celtique telle que l'ont vécue certains aventuriers qui comptent parmi les plus étonnants de notre siècle, de Patrick Pearse à Olier Mordrel, de Michael Collins à Yann Fouéré ou à Goulven Pennaod.

On peut se procurer cet ouvrage en bénéficiant jusqu'au 15 novembre 1998 d'un prix de souscription (110 F pour l'édition brochée, 210 F pour l'édition de luxe reliée et toilée, sur papier bouffant de luxe). Il faut pour cela adresser sa commande aux Éditions Irminsul, 3, place du Change 69005 Lyon. Tel. 04 78 60 16 99.

Ph. C.

La Guerre civile en Algérie

par Luis Martinez

Ce qui se passe aujourd'hui en Algérie nous est mal connu car brouillé par des propagandes adverses. D'où le développement des études algérologiques souvent superficielles.

Luis Martinez est un jeune chercheur qui, à partir de documents et de témoignages, développe une grille originale d'interprétation sur ce qui est une véritable guerre civile (100 000 morts au moins). Elle a débuté en 1991 après l'interruption par l'armée du processus électoral qui portait au pouvoir les islamistes. Depuis, et après avoir flotté un moment, le pouvoir militaire, associé à d'autres forces politiques et sociales, a su réagir en armant largement des milices locales commandées par de petits seigneurs de la guerre. Les islamistes se sont divisés mais peuvent mener une guérilla de longue durée. L'originalité de Luis Martinez est de montrer que, grâce à la libéralisation de l'économie (imposée par le FMI), la *« guerre nourrit la guerre »* des deux côtés. Et il n'est pas impossible qu'un jour (plutôt lointain), les chefs militaires et les émirs concluent une alliance pour mieux se partager la rente pétrolière. Dans un raccourci osé, l'auteur compare les uns et les autres aux raïs (les pirates de l'Alger barbaresque), aux caïds de la colonisation et aux colonels FLN des années 1960 qui confisquèrent le pouvoir en 1965 après avoir renversé Ben Bella.

Éditions Karthala, coll. recherches internationales. 430 pages, 160 F.

J.-P. A.

Le renseignement français à l'aube du XXIe siècle

par Jean-Jacques Cécile

Plus qu'un livre d'histoire – seules les vingt-cinq premières pages apparaissent comme un rappel des événements intervenus depuis le départ du SDECE d'Alexandre de Marenches – cet ouvrage très technique, et cependant très lisible, apparaît comme une description complète de ce qu'il est convenu d'appeler la communauté du renseignement. L'auteur passe successivement en revue les différents organismes chargés d'informer le commandement ou le pouvoir politique. A côté du Groupement interministériel de contrôle, chargé des écoutes téléphoniques (on aurait aimé trouver ici quelques réflexions sur l'utilisation abusive de ce service par un défunt président de la République), des Renseignements généraux, de la Direction de la Protection et de la Sécurité de la Défense (ex-Sécurité militaire) ou de la Direction de la Surveillance du territoire, on retiendra surtout les pages consacrées au Secrétariat général de la Défense nationale, à la Direction générale de la Securité extérieure (ex-SDECE) et, surtout, à la Direction du Renseignement militaire, le plus récent des différents services chargés de la fonction d'intelligence chère aux Anglo-Saxons. Il ressort de ce tableau que la France dispose dans ce domaine d'atouts techniques non négligeables, qu'ils s'agisse d'imagerie spatiale, d'utilisation des drones (ces avions robots chargés de survoler les régions sensibles) ou de savoir-faire en matière de recherche du renseignement économique. Sans oublier le matériel humain de très haute qualité que fournissent des régiments comme le 13e RDP ou le 1er RPIma.

Éditions Lavauzelle. 300 pages. 145 F.

Ph. C.

Pages réalisées par
Jean-Paul Angelelli, Jean-Joël Brégeon, Philippe Conrad, Jean Kappel, Jean Mabire, Macha Manski, Jean-Jacques Mourreau, Charles Vaugeois, Dominique Venner.

Sur l'aventure du « Français »

A la suite de notre n° 27 (« Ces droites qu'on dit extrêmes »), nous avons reçu une mise au point de Charles Viller qui fut le directeur éditorial du quotidien *Le Français* créé en 1994 et disparu en 1995. C'est un document à verser au dossier de l'histoire des idées.

Le Français a été tout le contraire d'un échec. Dans le glacial silence médiatique, on voit mal comment un quotidien non-conforme aurait été capable de prendre son envol en moins de douze mois, sans promotion et sans ressources publicitaires...

Le temps a manqué au *Français*. Les capitaux pour se faire connaître, décoller, s'installer et gagner son point d'équilibre, lui ont fait cruellement défaut. De sa disparition, son capitaine et son équipage, encore moins sa formule, ne sont responsables.

Le Français a séduit. Aujourd'hui encore, Vladimir Volkoff regrette sa disparition. Au temps de son existence, Geneviève Dormann, Jean Raspail, Dominique Venner, Jean Mabire, Alain de Benoist et Patrick Besson en faisaient publiquement l'éloge.

Yves de Saint-Agnès et Yann Clerc le lisaient avec un pareil plaisir. Patrice de Plunkett le trouvait *« épatant »*. L'équipe du *Figaro-Magazine « l'épluchait »* chaque jour. Même intérêt au *Spectacle du Monde*.



LA LÉGIMITÉ EN QUESTION. Page 2

LUNDI 24 AVRIL 1995 — N°126

le Français

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION — 5F

CHOC AU PREMIER TOUR

LA CLAQUE POUR CHIRAC

Les sondages ne l'avaient pas prévu. Le maire de Paris n'arrive pas en tête du premier tour. Les Français n'ont pas été convaincus par l'homme girouette. La recomposition de la droite est commencée. Lire page 3

LE PEN INCONTOURNABLE

Lire page 4

● BALLADUR ÉCHOUE AU PORT

● D'UN SCRUTIN L'AUTRE

● TOUS MALADES DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

● PAUVRE AMÉRIQUE

● ACTUALITÉ DE BAINVILLE

M 0163 - 5,00 F

Ce sont là les jugements et les réactions de professionnels, dont on pouvait craindre l'œil cruel et la dent dure.

Je passe sur l'approbation enthousiaste, mais comme toute naturelle, de Henry de Lesquen et de quelques autres responsables de mouvements appartenant à la droite de conviction.

Et le lectorat ordinaire ? Certes, nombreux ont été ceux qui ont tout ignoré de son existence. Sept mois, c'est bien court pour percer le mur épais du silence. Cependant, j'ai rencontré de nombreux lecteurs endeuillés par sa disparition, tels ce responsable national de la Coordination rurale qui le diffusait parmi ses troupes et ce libraire du XVIe arrondissement de Paris qui l'affichait avec délectation. Tout récemment, j'ai appris que des étudiants de Compiègne et de Metz l'achetaient à tour de rôle et se réunissaient pour le commenter chaque jour. On imagine les horizons ouverts et la dynamique ainsi lancée...

Je le répète, *Le Français* a manqué de temps et d'argent pour se faire connaître de son lectorat naturel, celui de la droite de conviction qui ne se satisfait pas du *Figaro*, et encore moins de *Libération* et du *Monde*.



CRÉDIT LYONNAIS = 10 BARINGS ! pages 4 et 9

N°100

JEUDI 16 MARS 1995

le Français

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION — 5F

EXPLOIT : 100 NUMÉROS

POUR BRISER LE SILENCE

ONZE ÉCRIVAINS ET ARTISTES TÉMOIGNENT

« Un journal d'opinion en plus, c'est un peu de censure en moins. »

Lire pages 6 et 7

LA FONTAINE L'IMPERTINENT

● BALLADUR VEUT DÉBATTRE

● SONDAGES : TENDANCES CONFIRMÉES

● URBA : EMMANUELLI RESPONSABLE

● ATROCITÉS ALGÉRIENNES

● UN MONDE FOU, FOU, FOU...

● SALON DU LIVRE, MODE D'EMPLOI

● SACHA GUITRY : "FAISONS UN RÊVE"

Cap sur le n°1 000

M 0163 - 5,00 F

Le Français a séduit son lectorat, parce qu'il proposait un vrai journal politique, parce qu'il avait une âme et parce qu'il apportait un ton et un regard qui rappelait un peu *Combat* et *Le Quotidien* des meilleures périodes, en rupture avec la presse conventionnelle ou les brûlots de la droite dite nationale. Il cultivait l'insolence sans tomber dans la trivialité. Il était polémique sans vulgarité. Il célébrait les figures du passé et l'héritage, sans donner dans les impasses du passéisme. Il livrait des arguments et des cadrages étrangers au conformisme de la presse française. Il ne confondait pas conviction et exhibition. L'adulation militante et la répétition des slogans n'étaient pas sa vocation. La provocation imbécile non plus. Il était partisan avec subtilité.

Il ne manquait pas de piquant, pourtant, avec sa « une » illustrée férocement par le talentueux Konk, les éditoriaux incisifs de Philippe Colombani, les chroniques sportives, si différentes de celles publiées par *L'Équipe* orpheline de Blondin. Il ne manquait pas d'intelligence dans ses pages culturelles où parurent des entretiens avec Félicien Marceau et quelques autres grands noms de la littérature. Sans parler de ses tribunes où se succédaient des plumes allègres et pertinentes masquées sous différents pseudonymes.

Le Français était français. Tout en étant hostile à Maastricht, il était ouvert à l'Europe et à ses peuples, aux mouvements du monde, à la géopolitique. Identitariste, il a donné la parole au Flamand Dewinter, à Armin Mohler, à Vladimir Dimitrijevic. Il a été le seul quotidien français à reproduire les principaux extraits du premier discours d'Alexandre Soljenitsyne retrouvant la terre russe.

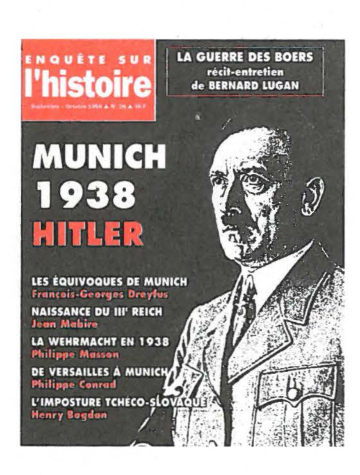
Espace de liberté et force de frappe idéologique, il était non seulement l'instrument de décodage de l'actualité, mais aussi celui de la pénétration des idées et de la reconquête de l'opinion.

Le Français a été une grande aventure pour la droite de conviction, la plus grande depuis cinquante ans dans le domaine de la presse. Ceux qui y ont participé ont beaucoup appris et probablement mesuré l'importance de la bataille de l'information et des idées. Car une chose est d'écrire paisiblement son article pour un hebdomadaire ou un mensuel, une autre est d'avoir à réagir à chaud, au jour le jour, avec le souci de voir clair, de comprendre et d'expliquer. Et de lutter, en même temps, pour surmonter le handicap du bouclage à treize heures et de la toute-puissance des journaux télévisés.

L'aventure du *Français* était porteuse d'une dynamique de reconquête. Il est dommage que ceux qui avaient les moyens de l'aider à se développer l'aient condamné à disparaître, probablement faute d'avoir songé à mesurer les enjeux.

Que cette expérience puisse rester sans aucun lendemain serait pour le moins singulier. La bataille des idées ne se livre pas uniquement à la veille des consultations électorales.

CHARLES VILLER,
directeur éditorial du *Français* (1995).



Vos réactions aux précédents numéros

Naundorff et l'ADN

Je suis le descendant aîné du pseudo-Naundorff, en réalité Louis XVII et je porte officiellement et légalement le nom de « Bourbon » reconnu à ma famille par les rois Guillaume II et Guillaume III des Pays-Bas. A ce titre, je conteste absolument la crédibilité des résultats des analyses ADN publiés à grand renfort de médias et dont vous vous êtes fait l'écho : en effet, le seul « témoin » qui a pu être utilisable pour ces tests a une authenticité incertaine de l'avis même des laboratoires qui les ont effectués. Et de ce doute des laboratoires, personne ne fait mention (1) : pourquoi ?

Les deux extrémités de l'humérus réputé provenir de l'exhumation de mon ancêtre en 1950, ont été conservés pendant 46 ans dans un bocal non scellé qui a transité dans plusieurs hôpitaux. De plus, un rapport de cette exhumation, fait en 1950 par le professeur Hultz parle d'un cubitus et non d'un humérus.

Le deux laboratoires de Nantes et de Louvain ont de plus des conclusions différentes sur plusieurs analyses.

Il est donc pour le moins prématuré d'affirmer que mon aïeul n'est pas Louis XVII. Notre famille désire continuer ces recherches, mais la municipalité de Delft (Pays-Bas), où il est pourtant enterré sous ce nom, refuse une nouvelle exhumation pour l'instant.

Publier comme définitifs des résultats obligatoirement douteux du fait même de l'incertitude de l'objet analysé, refuser une nouvelle exhumation, tout cela est bien étrange et démontre à l'évidence le « dérangeant » de notre existence et la volonté que son origine ne puisse être prouvé « scientifiquement », car elle l'est surabondamment par toutes les preuves historiques (voir à ce sujet, le livre que je viens d'écrire La survivance de Louis XVII, les preuves *disponible à l'Institut Louis XVII, 3, rue des Moines 75017 Paris).*

Prince Charles Louis Edmond de Bourbon

P.S. : Il existe un site internet sur le sujet : http : //www.mygale.org / 03 / phoebus / LOUIS XVII.htm

(1) Dans son n° 28, page 6, *Enquête sur l'histoire* n'a pas manqué de présenter au conditionnel les résultats de ces analyses.

Droite radicale

Votre numéro 27 est consacré aux « droites que l'on dit extrêmes », autrement dit à l'extrême droite. Mais l'un des articles, notamment sur l'Italie, parle de « droite radicale ». Existe-t-il une différence entre les deux notions ?

Thomas Ricard

Habituellement, ceux qui revendiquent l'épithète de « droite radicale » refusent l'appellation « extrême droite ». On peut se sentir « radical » dans ses idées, ce qui veut dire qu'on ne transige pas sur l'essentiel, sans avoir pour autant des opinions ou des positions extrêmes ou extrémistes.

Le camp de Tambow

Permettez-moi d'apporter ici un complément aux informations descriptives et énumératives contenues dans l'article de votre collaborateur Jean-Jacques Mourreau, sur le camp de Tambow (n° 28, page 7).

En effet, dans L'album souvenir du Mémorial, *on peut lire ces lignes (page 49) :* « Au camp même, la baraque 50 était occupée en 1945 par des prisonniers de guerre français de 1940, déplacés par les forces soviétiques lors de leur avance en Allemagne ».

Ainsi donc, il s'est trouvé que des soldats de France, captifs de l'ennemi allemand pendant cinq longues années, le furent en suivant d'une force « alliée », sans rime ni raisons, sinon du droit du plus fort sur le terrain du moment.

De cette malaventure, de ce retournement inimaginable, nombre de ces soldats ne revinrent pas, leurs corps sont restés en forêt de Rada et autres lieux, sous le même horizon.

Que ce « particularisme », quelque peu dérangeant sans doute, ne les efface pas de notre souvenir.

Joseph Terraubella

Vichy

J'ai lu dans la presse que la justice française avait été condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme sur un point d'interprétation de l'histoire de Vichy. Qu'en est-il exactement ?

Catherine Chaumeil

Le 23 septembre dernier, la Cour européenne des droits de l'homme, siégeant à Strasbourg, a en effet condamné la France a versé 100 000 francs aux héritiers de Jacques Isorni et François Lehideux (décédés en 1995 et 1998). Ensemble, ils avaient saisi les juges de Strasbourg après avoir été condamnés par la cour d'appel de Paris, le 26 janvier 1990, pour *« apologie des crimes ou délits de collaboration »*, à la suite d'un encart publicitaire en faveur du maréchal Pétain, publié dans *Le Monde* du 13 juillet 1984. L'arrêt de la cour de Strasbourg considère qu'il y a eu violation de la liberté d'expression car *« il ne convient pas, quarante après, d'appliquer la même sévérité à l'évocation d'événements que vingt ans auparavant. [...] Cela participe des efforts que tout pays est appelé à fournir pour débattre ouvertement et sereinement de sa propre histoire. »* Le dossier avait été soutenu par Me Ebstein-Langevin, ancien résistant, décédé le 28 août dernier.

La Nation française

J'ai lu avec intérêt dans votre dernier numéro l'excellent article de Gilbert Comte sur Philippe Ariès et La Nation française. *Michel Chrestien (pseudonyme de Michel Silberfield et non Sylberstein) était un très brave type, pauvre, père de famille nombreuse et ancien de la Légion. C'est à lui que Jean Dutourd avait dédié* Au bon beurre, *ce qui était toujours un motif de plaisanterie avec Pierre Boutang qui avait violemment attaqué le bouquin quand il était paru.*

Ange Paoli

Munich

Dans votre excellent dossier sur Munich (n° 28), page 48, vous établissez une classification à mon sens trop rigide entre « munichois » et « anti-munichois ». Je pense précisément à Georges Bidault que vous placez dans cette dernière catégorie, sur la foi d'un article de l'Aube daté du 12 septembre 1938. En réalité Georges Bidault, tout en constatant le 22 septembre que le plan franco-britannique pour la Tchécoslovaquie « est un immense abandon », *dit ensuite l'accepter s'il préserve la paix. Aussi, loin de condamner l'accord de Munich, il constate avec satisfaction qu'il a* « fait échec à la guerre et partiellement contenu le déferlement du germanisme » *(1er octobre). Trois jours plus tard, il écrit :* « Si c'est la paix, le prix que nous l'avons payée n'est pas trop élevé » *(4 octobre). Mais il demande que l'on profite du* « soulagement général » *pour* « faire le désarmement » *(2-3 octobre).*

Marie-Josée Clavel